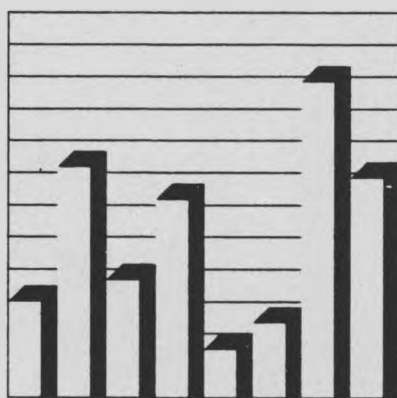


A34A1
E88
1994/95
2
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1994-1995

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES, DE
L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES



Programme 01 : Promotion et développement
des affaires internationales

**Bilan 1993-1994
et
Orientations 1994-1995**

Québec



ÉTUDE DES CRÉDITS

1994-1995

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES,
DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

**PROGRAMME 01 : PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT
DES AFFAIRES INTERNATIONALES**

***ÉTUDES DES CRÉDITS 1994-1995
BILAN 1993-1994 ET ORIENTATIONS 1994-1995***

Table des matières

. Faits saillants 1993-1994	1
. Orientations 1994-1995	4
. Direction générale des États-Unis	7
. Direction générale Europe	18
. Direction générale France	35
. Direction générale Asie et Océanie	42
. Direction générale Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine et Antilles	51
. Direction générale des institutions francophones et multilatérales	55
. Bureau des investissements étrangers	58
. Bureau de promotion des exportations	61
. Direction générale des politiques et priorités	68
. Direction générale de la politique commerciale	74
. Direction de la coordination, de l'évaluation et des ententes internationales	79
. Direction du protocole	88
. Direction des communications	90
. Unité de gestion des programmes	93
. Direction de la vérification interne	95
. Direction générale de l'administration	96

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES,
DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

Promotion et développement des Affaires internationales

Faits saillants 1993 - 1994

La mise en oeuvre du volet affaires internationales du plan de relance gouvernemental pour le soutien et la création d'emplois a sans aucun doute été l'un des faits marquants du dernier exercice dans le secteur économique. Le plan propose des mesures favorisant la croissance des exportations de biens et services et la prospection des investissements.

De façon plus spécifique, le ministère a consacré en 1993-1994 près de 14,5 millions \$ pour favoriser l'exportation de biens et services, soit 8 millions \$ en budget d'activités pour les missions de groupe, la participation à des foires et le soutien technique et, près de 6,5 millions \$ pour les divers volets des programmes APEX et Acheteurs étrangers. Les demandes dans le cadre du programme APEX ont augmenté de 45 %. 964 dossiers pour 611 entreprises ont été approuvés tandis que les différentes activités de formation accueillait 4 017 représentants d'entreprises, soit une hausse de 35 % par rapport à 1992-1993. Parmi les résultats obtenus, se retrouvent :

- . vente par Canadair de 4 CL-415 à l'Italie;
- . contrat de 180 millions \$ pour GE Canada avec une société chinoise de Sichuan;
- . vente par Bell Hélicoptères de 20 hélicoptères en Thaïlande (100 millions \$);
- . contrat de 60 millions \$ pour SOPRA de Montréal pour la construction du site équestre des Jeux olympiques d'Atlanta;
- . vente par SR Telecom d'un système de téléphonie rurale (40 millions \$) en Thaïlande;
- . retombées de plus de 0,5 milliard \$ en vente de biens et services québécois sur plusieurs années résultant de l'achat par la Corée de quatre réacteurs canadiens "Candu 6".

Au début de 1994, suite au plan de relance, le Bureau de promotion des exportations (BPE) a été mis sur pied. Il veillera principalement à l'identification, l'accueil et la formation des nouvelles entreprises exportatrices et au développement des entreprises performantes à l'étranger, avec l'appui des intervenants sectoriels et régionaux et des Directions du MAIICC.

La promotion touristique a été concentrée sur trois marchés principaux : les États-Unis, l'Europe et l'Asie. La France est devenue en cours d'année le 2^e marché touristique du Québec après les États-Unis avec 300 000 touristes (85 000 en 1985), soit 76 % de l'ensemble des touristes français au Canada. Dans le cadre du plan de relance, Tourisme-Québec a également obtenu plus de 30 millions \$ pour augmenter ses efforts de marketing sur les marchés étrangers pendant les trois prochaines années.

La ratification et la mise en oeuvre de l'ALÉNA, de même que la négociation d'accords parallèles en matière d'environnement, de travail et de mesures de sauvegarde ont été les dossiers prioritaires en matière de négociations commerciales. L'Acte final de l'Uruguay Round, qui devrait être entériné en avril prochain, a nécessité l'analyse des projets d'accords afin de s'assurer qu'ils correspondent bien aux objectifs fixés et qu'ils représentent des actifs pour le Québec. Enfin, les conditions d'accès aux marchés tant étrangers que canadiens et québécois ont fait l'objet de plusieurs dossiers sectoriels dont ceux sur le porc, le lait UHT, la viande chevaline, le bois d'oeuvre, le magnésium, la bière, en plus de requérir des études sur l'intégration économique des Amériques et la politique commerciale de plusieurs autres pays.

Le Bureau des investissements étrangers (BIÉ) a élaboré une stratégie d'action basée sur les constats et recommandations de l'étude réalisée par une firme de consultants sur la compétitivité du Québec en matière d'attraction d'investissements étrangers. Les diverses activités du BIÉ appuyées par les Directions bilatérales et multilatérales ont contribué à l'avancement de projets d'investissements dont certains ont déjà fait l'objet d'annonces: Astra, produits pharmaceutiques, 133 millions \$; Ericson, communications, 94 millions \$; Waterville TG, pièces d'automobiles, 12,5 millions \$; Sural, fils d'aluminium, 7 millions \$; Hygiea, produits d'hygiène, 5 millions \$; Edstratebel, gestion des déchets, 5 millions \$; Indeck Power Equipment (Illinois) investissement dans Volcano; BSM (France), alimentation, achat de Aliments Delisle.

Près de 150 activités de développement industriel se sont réalisées, soit sous forme de missions de groupe, surtout en Europe et aux États-Unis, de missions individuelles dans le cadre des programmes ACTIM/MAIICC et de soutien au développement économique (SDE) avec la France, et de missions dans le cadre du réseau OPTECH. De plus, un sondage auprès de 400 entreprises actives sur le marché américain a permis de préciser leur intérêt pour des transferts de technologie et des alliances stratégiques. Ces activités ont contribué à la réalisation de plusieurs projets conjoints significatifs entre entreprises québécoises et étrangères : Gaz de France / Noverco; Groupe Péladeau / Jean Didier; Sait Radio Holland / Teleglobe; Leeson / Poulies Maska; Motorola / Berclain; United Bus / Novabus; Charle-Pol / Hackas.

En science et technologie, le ministère a précisé certaines conditions à mettre en place pour le développement de cercles technologiques impliquant des partenariats entreprises - universités - centres de recherche du Québec et de l'étranger. Des négociations sont déjà entreprises pour le développement d'une telle collaboration entre le CRIQ et deux importants centres de recherche au BENELUX. Avec la France, les programmes en cours en matière de recherche se sont poursuivis, permettant la mise en oeuvre d'une centaine de projets intégrant les dimensions avancement des sciences, formation de jeunes chercheurs et diffusion de la culture scientifique. Ils portaient sur des thèmes prioritaires tels les biotechnologies, les écosystèmes et l'environnement et, l'agro-alimentaire. En développement technologique, les activités avec la France ont été axées essentiellement sur la recherche et le développement en agriculture, environnement, forêt et énergie. Sur le territoire américain, le programme de coopération en enseignement supérieur et recherche scientifique a soutenu des collaborations entre 14 équipes de chercheurs québécois et américains. En Asie, c'est vers le Japon et la Corée qu'ont convergé les efforts du ministère en matière de science et de technologie et une entente-cadre de collaboration entre l'université de Kyoto et la CRÉPUQ, au nom de tous les établissements universitaires du Québec, a été conclue. Les relations avec la Chine en cette matière ont fortement progressé.

Les efforts en culture ont principalement porté sur le développement des industries : rencontres de producteurs, rencontres industrielles dans le cadre de manifestations telles CINARS (Commerce international des arts et de la scène), présence dans les Salons du livre en France, à la Foire internationale du livre de Francfort et à celle de Bologne, et invitation à des producteurs et acheteurs étrangers lors de grandes manifestations culturelles au Québec. Le ministère a aussi soutenu de nombreuses activités de promotion et de diffusion des arts de la scène et des arts visuels, notamment lors de tournées et de participations à des festivals d'envergure.

Les activités en communications ont été concentrées dans les secteurs des industries audiovisuelles et des technologies de l'information et ce, particulièrement dans le cadre de la coopération franco-québécoise. Ont aussi été poursuivis les efforts déjà engagés entre d'une part, le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de la Culture et des Communications et de la Francophonie, et leurs partenaires français et, d'autre part : les milieux télévisuels des deux communautés (industriels - financiers), dans le but d'accroître la production conjointe d'oeuvres francophones et la diffusion des produits de l'une des communautés sur le territoire de l'autre. Dans le domaine de la langue, la coopération avec la France s'est poursuivie en

matière de terminologie et de néologie favorisant une meilleure harmonisation des terminologies nouvelles.

En développement des ressources humaines, le ministère a continué d'apporter sa contribution à la formation d'étudiants étrangers au Québec. Outre les stages de jeunes chercheurs réalisés dans le cadre des projets conjoints de recherche avec la France favorisant la formation avancée, des expériences-pilotes associant des partenaires de l'administration publique, des milieux de formation et de l'entreprise ont été conduites portant sur des questions tels l'accès à l'emploi des personnes déqualifiées, peu ou pas qualifiées et le partenariat État-entreprises pour la formation et le développement des ressources humaines en entreprises. Grâce à l'action des Associations Québec-France et France-Québec, plusieurs centaines de personnes ont pu traverser l'Atlantique dans le cadre d'échanges de jeunes, de pactes d'amitié entre associations françaises et québécoises ou de voyages touristiques rendus possibles grâce aux capacités d'accueil de ces organismes.

Le ministère a représenté le Québec auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, notamment dans le cadre du traitement des questions autochtones. Il a assuré la participation québécoise à l'Exposition universelle de Taejon en Corée et contribué à la réalisation du Colloque Métropolis réunissant des représentants des grandes villes du monde à Montréal. D'autres activités ont consisté à produire, pour les principaux interlocuteurs des représentations à l'étranger, des dossiers d'information spécifiques aux questions d'actualité québécoise ayant eu des échos à l'étranger et qui ont touché, entre autres, la question linguistique, la gestion des forêts, le développement hydroélectrique et la question autochtone. Les actions à cet égard ont pris diverses autres formes, dont des missions ministérielles aux États-Unis, des missions de parlementaires d'États américains au Québec et des relations suivies auprès des milieux politiques américains.

Outre les nombreuses missions ministérielles québécoises à l'étranger, dont celle du premier ministre en Europe à l'occasion du symposium de Davos, le Québec a accueilli le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, de même que cinq chefs d'États ou de gouvernements, et une centaine de ministres, ambassadeurs et consuls généraux. En concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux intéressés, et dans des secteurs d'intervention prioritaires, soit l'économie, la science et la technologie et l'environnement, le ministère a contribué à la conclusion d'une vingtaine d'ententes internationales. Il a, d'autre part, fait connaître et fait valoir l'expertise québécoise auprès des organismes de financement international, dont la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne de reconstruction et de développement.

D'autre part, le ministère a maintenu une participation active aux instances multilatérales et entretenu des relations suivies avec les organisations internationales. Des représentants du Québec ont aussi été associés au Forum sur l'avenir à long terme de l'OCDE portant sur l'emploi (janvier 1994) et qui a fait l'objet de discussions lors de la rencontre du G-7 en mars 1994. Le Québec fut représenté à la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et a participé à la Conférence annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Enfin, pour répondre autant aux commentaires du Vérificateur général qu'aux exigences du gouvernement en matière de mesure des résultats, le secteur Affaires internationales a élaboré sept grands programmes regroupant l'ensemble de ses activités. Chacun des sept programmes comporte une description détaillée, ventilée par clientèle, besoin, objectif, produit et service. La mise sur pied de tableaux de bord de gestion, permettant le suivi des activités, a été amorcée. Les nouveaux programmes permettront une évaluation systématique des résultats atteints.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES,
DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

Promotion et développement des affaires internationales

Orientations 1994-1995

Le gouvernement a adopté en septembre 1991 une Politique d'affaires internationales. Le cadre établi par cette Politique, les diagnostics sur les enjeux, les orientations, les objectifs et les priorités continuent à guider la conduite des affaires internationales du Québec. La programmation intégrée pour l'exercice 1994-1995 vise à en poursuivre la mise en oeuvre, avec un certain nombre d'accents particuliers.

En fonction des cinq objectifs majeurs de la Politique d'affaires internationales :

- Conduire les affaires internationales comme un instrument important de rayonnement et de développement économique et socioculturel du Québec :
 - . Poursuivre le développement de la capacité d'analyse stratégique.
 - . Pour assurer la présentation cohérente du Québec à l'étranger, mettre au point, avec les milieux québécois concernés, le positionnement des éléments clés de la réalité du Québec à articuler (ex.: économie, tourisme, immigration, culture, environnement, etc.), élaborer et mettre en oeuvre une stratégie proactive centrée sur les démarches personnalisées auprès des milieux décideurs et influents des principaux partenaires étrangers du Québec (systématiser l'identification des décideurs par le réseau en fonction des intérêts prioritaires du Québec sur chaque territoire).
 - . Fournir un effort plus systématique pour privilégier les projets et les activités clairement articulés aux priorités de développement interne du Québec et comportant des résultats escomptés identifiés.
- Établir un ordre de priorités dans les activités internationales, soit le développement économique, la coopération scientifique et le développement technologique, le développement des ressources humaines et le développement culturel :
 - . Accorder une priorité renforcée au développement économique par la mise en oeuvre des mesures du plan de relance gouvernemental, notamment en matière de prospection des investissements étrangers et de promotion des exportations. Ces mesures devraient permettre de renforcer l'économie du Québec par de plus nombreux partenariats et alliances, d'accroître le nombre d'intervenants québécois capables d'agir sur la scène internationale, particulièrement par une plus grande implication des intervenants sectoriels et régionaux au Québec, et de stimuler la croissance des entreprises déjà actives sur les marchés étrangers.
 - . Pour la coopération scientifique et le développement technologique, concentrer les ressources au profit de cercles technologiques associant entreprises et centres de recherche québécois et homologues de pays avancés dans le cadre de projets pluriannuels, pilotés par des maîtres d'oeuvre non gouvernementaux et comportant des perspectives de retombées industrielles au Québec, dans les secteurs prioritaires identifiés dans la Politique d'affaires internationales. Ces projets sont à articuler, notamment avec les organismes et programmes suivants : FCAR, FDT, INNOVATECH, CRIM, CRIQ.
 - . Développement des ressources humaines : soutenir plus fortement la formation avancée de Québécois dans certains pays industrialisés; rationaliser et diminuer l'effort en faveur de la formation des étudiants étrangers (concentration sur les pays et les secteurs prioritaires de même que sur les études avancées).

- Développement culturel : accorder la priorité à l'élaboration d'une stratégie d'échanges internationaux renouvelée tenant compte des perspectives pour les multimédias, en concertation avec les principaux partenaires québécois et étrangers.
- Favoriser le partenariat comme mode d'action privilégié :
 - Renforcer la collaboration avec les ministères et organismes en recherchant d'abord le concours de ceux pouvant contribuer à l'identification, à la préparation et au soutien aux clientèles québécoises concernées par les priorités de l'action internationale.
 - Associer plus systématiquement les communautés culturelles à l'action internationale.
- Développer une approche intégrée des divers volets de l'action internationale.
- Développer une stratégie axée sur la recherche de l'effet multiplicateur :
 - Mobiliser les multiplicateurs : mettre en place les formules contractuelles associant les organisations régionales et sectorielles compétentes et responsables à l'identification et à la formation des clientèles concernées par les priorités de l'action internationale de même qu'à la mise sur pied de services communs pour l'action à l'étranger.
 - Accorder, dans une perspective axée sur les résultats, une attention prioritaire aux clientèles performantes et un soutien actif dans la préparation et la mise en oeuvre de leur plan de développement d'affaires internationales.
- Au plan institutionnel, convenir du calendrier des principales missions ministérielles à l'étranger et de la priorisation des visiteurs à accueillir :
 - Dans le cadre des efforts de rationalisation, examiner les façons de renforcer l'expertise et les moyens d'action du réseau, en privilégiant les fonctions principales (connaissance et relations suivies avec les milieux décideurs et influents choisis en fonction des intérêts du Québec, contribution à la formulation des priorités et au développement de la stratégie intégrée du Québec sur chaque territoire, rôle de conseil et d'appui aux clientèles dans leurs démarches à l'étranger, responsabilité accrue dans la réalisation de la programmation approuvée).
 - Développer au sein du ministère et au Québec l'expertise requise par les nouvelles formes d'échanges internationaux.
- Services à la clientèle :
 - Concentrer les services à la clientèle sur ceux à plus grande valeur ajoutée : analyse et diffusion de l'information stratégique sur les aspects majeurs de la réalité internationale, identification et accès aux décideurs étrangers, connaissance des conditions d'accès aux marchés, conseil et soutien aux clientèles dans leurs démarches auprès de leurs partenaires étrangers.

Avec les principaux partenaires étrangers du Québec, les axes définis par la Politique d'affaires internationales sont maintenus avec les précisions suivantes :

- **l'Amérique :**
 - Des efforts systématiques auprès des milieux politiques et financiers américains pour faire connaître directement les intérêts et les vues du Québec (sur les négociations commerciales comme sur les objectifs économiques et commerciaux).
 - Pour affronter la concurrence accrue, une approche centrée sur le développement de rapports structurels (commerciaux, R&D, culturels) dans les échanges bilatéraux et sur

une stratégie de rapports suivis avec les milieux influents bien ciblés (médias et universités).

- . Avec le Mexique et d'autres pays d'Amérique latine, la recherche de rapports structurels (partenariats, alliances stratégiques), notamment dans les secteurs de l'économie, de l'audiovisuel et du développement technologique.

- l'Europe :

L'importance des ressources que consacre le Québec au développement de ses rapports avec les principaux pays d'Europe devra permettre à la fois d'améliorer la balance commerciale et surtout de développer des partenariats renforçant la structure industrielle et technologique du Québec et favorisant l'accroissement significatif de ses parts de marché sur ce continent.

- . Avec la France, en concentrant encore plus les ressources sur la recherche d'investissements, le développement de partenariats industriels, commerciaux, scientifiques, technologiques et culturels avec le souci de retombées accrues au Québec.
- . Avec les autres partenaires principaux (Allemagne, Royaume-Uni, Belgique, Italie, pays nordiques, etc.), la recherche systématique d'investisseurs intéressés à s'implanter au Québec avec des mandats continentaux, et la recherche de partenaires pour des alliances (économiques, technologiques et culturelles) devant permettre aux entreprises québécoises de développer des parts de marché dans les secteurs d'avenir (y compris pour la promotion commerciale dans des secteurs ciblés).

- l'Asie :

Ce marché connaît la plus grande progression et représente un enjeu stratégique de première importance pour le début du XXI^e siècle. Des ressources supplémentaires, notamment liées au plan de relance gouvernemental, et une stratégie axée sur quelques projets, surtout au Japon, en Chine et chez les 4 Dragons, suivant de nouvelles formules de collaboration à mettre au point avec les partenaires privés (Hydro-Québec, Caisse de dépôt et placement, SDI, SGF, grandes et moyennes entreprises) capables de répondre aux exigences de ce marché difficile.

Dans le cadre multilatéral :

Une concentration encore plus marquée des efforts sur les principales organisations (GATT, OCDE, Banque mondiale) en ciblant les activités en fonction des intérêts du Québec et de retombées escomptées bien identifiées.

Dans les institutions francophones, concentrer encore davantage les efforts et les ressources sur le renforcement du potentiel commun dans le développement de réseaux dans les secteurs d'intérêt prioritaire définis dans la Politique d'affaires internationales, et articuler ces activités avec les préoccupations bilatérales (revue critique des participations, et surtout, de la sollicitation des ministères et organismes en fonction des priorités établies).

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTATS-UNIS

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par la direction du ministère, la Direction générale des États-Unis doit élaborer et proposer une stratégie de relations avec les États-Unis. Elle doit établir la programmation des activités qui en découlent et visant à contribuer au rayonnement du Québec ainsi qu'à son développement commercial, culturel, économique, politique et social. Elle doit aussi gérer la mise en oeuvre de ces activités en collaboration avec les partenaires concernés et en évaluer les résultats et la pertinence.

Bilan 1993-1994

L'année budgétaire aura permis à la Direction générale des États-Unis de consolider son action suite aux virages importants entrepris en vue de se rapprocher des clientèles québécoises et de mieux préciser les possibilités que représente le marché américain dans les principaux domaines d'intervention. Des guides de prospection de marché ont ainsi été produits à l'égard de chacune des cinq grandes régions des États-Unis et distribués auprès des clientèles, de même que des profils sectoriels en ce qui concerne les industries de l'environnement, l'automation, les articles de sport, la chaussure, les vêtements, l'habitat/construction, le transport en commun, les logiciels et l'équipement informatique, les meubles et articles d'ameublement.

La Direction générale a continué ses efforts pour accentuer la valorisation du rôle des conseillers, au siège et dans le réseau, et a adapté ses programmes au contexte d'un nouveau processus de programmation mis en place au ministère. Les relations directes avec les milieux politiques, administratifs, financiers, des affaires et des médias ont été intensifiées dans la capitale fédérale américaine. Dans le domaine de la culture et des communications, le dossier du cinéma a fait l'objet de rencontres suivies et actives avec les organismes québécois concernés afin de préparer une stratégie de tournage cinématographique au Québec. Au niveau des communications, la Direction a poursuivi la préparation de plusieurs nouveaux outils afin de mieux informer les intervenants québécois. Elle a aussi mis en application son plan d'action en affaires publiques en vue d'améliorer la perception du Québec aux États-Unis.

Dans le domaine économique, les champs d'intervention prioritaires ont été la prospection d'investissements, les transferts technologiques, le développement du commerce et les relations avec les médias. Soixante activités de groupes ont été réalisées sur le territoire américain au cours de l'exercice financier, essentiellement dans les sous-domaines du commerce international, du développement technologique et de la prospection d'investissements; 396 entreprises québécoises ont été impliquées.

L'accès à une banque de données spécialisée s'avère un instrument utile pour l'identification aux États-Unis de distributeurs, grossistes, agents manufacturiers et partenaires éventuels, ceci dans des secteurs aussi diversifiés que l'habitat, l'électronique, les équipements médicaux et la vente par catalogue. Quelque 316 entreprises américaines ont ainsi été identifiées au bénéfice d'entreprises québécoises. Les Délégations aux États-Unis ayant un accès direct à cette banque ne sont plus obligées de passer par la Direction générale pour obtenir ce genre d'information, ce qui a réduit considérablement le temps de réponse à la clientèle.

La Direction des biens industriels a réalisé 31 activités de groupes dont 17 en développement industriel et 14 en commerce international. Les secteurs couverts ont été l'environnement, la biotechnologie et la santé, les technologies de l'information, le transport, l'aéronautique et les technologies de production.

Pour appuyer l'action de la Direction générale, un sondage a été réalisé en collaboration avec des associations manufacturières, des regroupements sectoriels d'entreprises et des organismes dans les secteurs des technologies d'information, de la géomatique et de l'environnement, pour vérifier l'intérêt des entreprises face aux alliances stratégiques. Plus de 400 entreprises ont manifesté leur intérêt pour des transferts et acquisitions de technologies, des projets conjoints de recherche et développement ou des alliances à caractère commercial.

Au plan de la prospection des investissements, la Direction s'est associée au Bureau des investissements étrangers pour définir les objectifs et orientations pour les États-Unis. Des programmes d'intervention auprès de plus de 400 filiales au Québec et de maisons-mères aux États-Unis ont été structurés. Trois séminaires de prospection ont été réalisés dans les secteurs des biotechnologies et des technologies de l'information.

En commerce international, les 14 activités ont porté sur les secteurs de l'environnement, des télécommunications, de l'informatique, du transport en commun, des aménagements d'aéroports et de la sous-traitance. La Direction a aussi traité 286 dossiers dans le cadre du programme APEX : missions de prospection (22), expositions (155), adaptations au marché (42), études et stratégies (24), emplois en marketing international (30), projets spéciaux (3). Par ailleurs, le programme Acheteurs étrangers a permis à 25 intervenants américains de rencontrer plus de 35 entreprises québécoises.

Les conseillers ont réalisé 207 visites industrielles et participé à 6 comités consultatifs de clubs d'exportateurs régionaux en collaboration avec les sociétés de développement régional, la Banque fédérale de développement et d'autres intervenants régionaux. Des tables de consultations sectorielles en environnement, biotechnologie, santé, équipements d'aéroports, télécommunications et informatique ont été réalisées, ce qui a permis de rejoindre plus d'une centaine d'entreprises. Les activités et les programmes du MAIICC ont, à ces occasions, été discutés en relation avec les intérêts et besoins de la clientèle.

Afin de mieux répondre aux besoins des clientèles, la Direction a réalisé une consultation auprès d'une centaine d'entreprises exportatrices ayant participé aux activités du ministère et profité du programme APEX. Il s'en dégage que les clients favorisent surtout l'approche sectorielle avec l'intervention d'un professionnel compétent, disponible et informé des occasions d'affaires sur le marché.

Pour assurer aux clientèles un accès facile à l'information recueillie à l'occasion d'expositions sur le territoire américain, la collecte des données pour alimenter la banque SIFE (Système d'information sur les foires et expositions) s'est poursuivie.

La Direction a maintenu des liens étroits avec les ministères fédéraux canadiens afin de maximiser la présence québécoise lors de leurs nombreuses activités et avec les ministères sectoriels québécois.

La Direction des biens de consommation a effectué 29 activités de groupes, dont 10 missions et 19 expositions dans les secteurs de la mode, du cadeau, des articles de sport, du cuir et de la chaussure, du meuble, de l'agro-alimentaire et des matériaux de construction.

La Direction a traité, au cours de l'année, 345 dossiers dans le cadre du programme APEX : 217 ont été acceptés, 57 ont été refusés et 71 sont encore à l'étude. Les conseillers de la Direction ont effectué 316 visites industrielles et accueilli 484 intervenants québécois. De plus, ils ont participé ou organisé 177 séminaires, conférences, colloques et consultations au Québec et à l'étranger. Environ 670 contacts ont été établis avec des intervenants d'autres organismes et ministères ainsi qu'avec des interlocuteurs du gouvernement canadien. Le programme Acheteurs étrangers a permis, par ailleurs, à 159 représentants américains de rencontrer des entreprises québécoises.

Dans le secteur des articles de sport, la Direction a contribué à la participation d'entreprises québécoises à 4 foires commerciales, où les ventes québécoises ont augmenté de 10 % par

rapport à l'année précédente; 47 compagnies ont été directement impliquées, 19 acheteurs et une vingtaine d'agents manufacturiers. Le Western Shoe de Las Vegas a attiré 20 exposants québécois-solos dans le cadre du programme APEX en concertation avec les intervenants du gouvernement canadien; un encart publicitaire couleur de 16 pages publié à cette occasion dans le Canadian Footwear Journal a été expédié à plus de 6 000 acheteurs. Des ventes records ont été déclarées sur place, soit 24 millions \$ US; les projections de ventes additionnelles atteignent 15 millions \$ US.

L'exposition Canada Mode de septembre 1993, organisée en collaboration avec le Consulat du Canada, la Délégation générale du Québec, le MICST et le MAECE, a permis d'atteindre des ventes globales de 3 millions \$, dont 1 million \$ sur place. Cette activité de haute visibilité sur le marché national des États-Unis a aidé 11 entreprises sur 24 à atteindre leurs objectifs. Lors de la 2^e édition en février 1994, 14 exposants québécois présentaient leurs produits dans le cadre de l'exposition "Première collection", une activité à aire ouverte qui a permis de quintupler le nombre de visiteurs.

La mission in-coming "Gourmet Québec", organisée en décembre 1993 à Montréal pour la 4^e année consécutive, a permis à 62 entreprises du secteur bioalimentaire de faire connaître leurs produits à 22 acheteurs des États-Unis et 8 d'autres provinces du Canada. La mission commerciale "Neocon" de juin 1993 a permis à 15 participants québécois d'appuyer leurs efforts de promotion dans le domaine du meuble de bureau et de contrat. Les ventes potentielles s'établissaient à 2 millions \$ pour 10 entreprises ayant établi des contacts sérieux.

L'exposition "Int'l Air Conditioning, Heating, Refrigerating (ASHRAE)" s'est déroulée tout récemment en janvier 1994 à la Nouvelle-Orléans et 5 entreprises québécoises ont participé à une mission du MAIICC. De plus, 10 fabricants québécois exposaient en solo et 6 avec l'aide du MAECE. La majorité des entreprises ont pu identifier des représentants aux États-Unis. Les perspectives de marché semblent dans l'ensemble très bonnes.

La Direction des affaires culturelles, politiques et sociales a mis l'accent sur le dossier des exportations d'électricité du Québec aux États-Unis face aux campagnes des organisations environnementales et pro-autochtones, sur le développement des marchés américains pour les arts et les industries culturelles québécoises ainsi que pour le matériel pédagogique québécois, sur le développement et la mise en oeuvre d'activités reliées à la haute technologie, associant le plus possible les clientèles universitaires et collégiales à celles des entreprises, sur le monitoring et l'analyse des politiques américaines, et sur le développement des relations bilatérales avec les États avoisinants.

Le développement hydroélectrique au Québec a fait l'objet d'une campagne d'opposition aux États-Unis qui s'est manifestée, entre autres, par le dépôt dans des législatures du Nord-Est américain de projets de loi susceptibles d'affecter les exportations d'électricité du Québec aux États-Unis et par des mouvements en faveur de la vente des obligations d'Hydro-Québec, en particulier sur certains campus universitaires.

Dans ces dossiers, la DACPS et les Délégations, avec la collaboration du ministère des Ressources naturelles, du ministère de l'Environnement et de la Faune et du Secrétariat aux affaires autochtones, ont agi dans le cadre d'un plan d'action visant à faire connaître le point de vue gouvernemental, en particulier sur le processus d'évaluation environnementale en vigueur au Québec et sur la situation des autochtones. L'action réalisée a pris les formes suivantes : missions ministérielles, missions de parlementaires d'États américains au Québec, informations auprès des dirigeants politiques, parlementaires, hauts fonctionnaires, dirigeants de "public utilities"; présence de conférenciers et d'experts québécois, en particulier sur les campus universitaires; contacts avec les médias.

Dans le secteur de la culture, la DACPS a soutenu financièrement plus d'une trentaine d'activités de promotion et de diffusion en arts de la scène, arts visuels, muséologie et industries culturelles, en plus des activités initiées par les Délégations. Parmi les réalisations, se retrouvent des missions d'acheteurs de spectacles, la participation d'artistes québécois à des "showcases", tournées, festivals et expositions, et des missions exploratoires

de marchés ou d'acquisitions d'expertise par des organismes culturels. Le succès d'une initiative promotionnelle d'envergure à New York lors du congrès annuel de l'APAP (Association for Performing Arts Presenters) est à signaler. Un partenariat entre CINARS (Commerce international des arts de la scène) et les trois paliers gouvernementaux a permis, à cette occasion, à 4 compagnies en théâtre et à 4 en danse de se présenter devant un regroupement de plus de 150 diffuseurs. Par ailleurs, le Québec a bénéficié d'une bonne visibilité dans la presse écrite et à la télévision américaine, notamment grâce aux tournées du Cirque du Soleil et de la chanteuse Céline Dion.

Pour ce qui est des industries culturelles, la DACPS et les Délégations ont appuyé le Conseil des métiers d'art du Québec lors de missions de prospection de marchés à New York et à Chicago. En audiovisuel, la SOGIC, le Bureau du cinéma de Montréal et le Bureau du film de Québec ont reçu l'appui de la DACPS et des Délégations pour des missions en sol américain, et pour un voyage d'affaires à Montréal de producteurs de films de la Côte Ouest. Ces opérations ont débouché sur une augmentation des productions américaines tournées au Québec, d'où d'importantes retombées pour l'économie québécoise. La Direction a également appuyé la promotion du matériel pédagogique écrit et audiovisuel québécois en matière d'enseignement du français langue seconde, de concert avec les associations professionnelles québécoises concernées, par la participation à des congrès majeurs d'organismes américains regroupant les enseignants de français langue seconde.

Le programme de coopération en enseignement supérieur et recherche scientifique a soutenu des collaborations entre 14 équipes de chercheurs québécois et américains. Concentrés majoritairement dans le secteur stratégique des matériaux nouveaux, les projets retenus sont susceptibles d'application, dans un avenir mesurable, dans des champs industriels concurrentiels. En matière de développement technologique, des missions de groupes mixtes en optique et laser (en Arizona), en sciences manufacturières et qualité totale (au Michigan et en Illinois) et en systèmes intégrés automatisés (Michigan et Illinois) ont permis à des représentants d'universités, de centres collégiaux de transferts de technologies et d'entreprises privées de bonifier ensemble leurs connaissances technologiques, tout en étant porteuses de transferts de technologies et d'occasions d'affaires. En 1993-1994, la DACPS a confié à l'Association québécoise d'études américaines le mandat de réaliser l'inventaire des études américaines dans les universités québécoises. Cette démarche qui donnera lieu à une publication prochaine est le prélude à la mise en oeuvre d'un Québec-U.S. Studies Grant Program à l'automne 1995 (Association for Canadian Studies in United States). La DACPS et les Délégations ont participé activement au congrès biennal de l'ACSUS tenu en novembre 1993 à la Nouvelle-Orléans.

La DACPS a aussi continué à développer sa fonction de monitoring et d'analyse à l'égard des politiques américaines au niveau national (politiques de l'administration Clinton dans les secteurs qui intéressent le Québec: science et technologie, autoroute de l'information, assurance-maladie, plan de promotion des exportations, transports, etc.) et aussi au niveau des grandes régions américaines où sont situées les 5 Délégations du Québec.

- New York/Washington

L'ex-premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et le gouverneur de l'État de New York, M. Mario Cuomo, se sont rencontrés en mai 1993 afin de donner un nouvel élan à la coopération Québec-New York. Ils ont, à cette fin, signé une entente de coopération couvrant une dizaine de secteurs. La mise en application de cette entente est assumée par un comité conjoint formé de représentants de la Délégation générale du Québec à New York et du New York Department of Economic Development.

S'est tenu en octobre 1993 un colloque Québec-New York sur l'énergie, co-présidé par l'ex-vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, et le commissaire à l'Énergie de New York, M. Frank Murray. En mai 1993, le ministre de l'Environnement et de la Faune, M. Pierre Paradis, a participé à la réunion du Comité mixte de gestion du Lac Champlain (New York-Vermont-Québec) au cours de laquelle un procès-verbal sur la qualité de l'eau du Lac Champlain a été signé. Une rencontre des

experts des services de l'environnement de l'État de New York et de la région de la Montérégie a également eu lieu. Une firme de consultants d'Albany a été retenue pour préparer un bulletin périodique sur les dossiers d'intérêt pour le Québec et l'État de New York.

Des audiences des comités sur l'énergie de la Législature de l'État de New York ont eu lieu les 2 et 3 mars 1994 à Albany. Le président de NYPA a annoncé à cette occasion qu'il recommanderait l'annulation du contrat de 800 MW conclu avec le Québec. Hydro-Québec et NYPA ont annoncé par la suite qu'ils négociaient un accord prévoyant des échanges saisonniers d'électricité en surplus.

Le délégué général et le conseiller économique ont consacré beaucoup d'efforts aux activités de promotion des investissements, en particulier en rencontrant la haute Direction des entreprises ayant des installations au Québec. Des liens étroits ont également été maintenus avec les représentants des institutions financières de l'État de New York.

La Délégation générale a, en soutenant plus d'une centaine d'activités, continué à assumer un rôle de principale porte d'entrée du marché américain pour les artistes, compagnies et entreprises culturelles du Québec. Une réorientation des activités du volet éducatif vers les dossiers économiques et environnementaux a été réalisée.

Le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. John Ciaccia, a effectué deux visites à Washington, l'une en août 1993 pour rencontrer des représentants de la nouvelle administration américaine et l'autre, en février 1994, pour faire le point avec l'adjoint du représentant américain au commerce sur la position du Québec dans le dossier de la bière. Le ministre des Finances, M. André Bourbeau, s'est rendu en février 1994 à New York pour s'adresser à une association d'analystes financiers et le ministre des Transports, M. Normand Cherry, s'est rendu à Pittsburgh afin de visiter une usine utilisant une nouvelle technologie de fabrication de matériel de transport urbain léger.

- Nouvelle-Angleterre

Des efforts ont été déployés dans le cadre de divers dossiers reliés aux ventes québécoises d'électricité en Nouvelle-Angleterre : participation à de nombreuses tables rondes, séminaires, conférences et audiences publiques, réunions de stratégies avec les divers intervenants québécois, rencontres avec des parlementaires ainsi qu'avec les autorités gouvernementales et universitaires. Une réunion du comité Énergie et Environnement de l'Eastern Regional Conference (ERC) du Council of State Governments, organisée conjointement par l'Assemblée nationale et Hydro-Québec, a permis d'informer les législateurs des États du Nord-Est américain au sujet des politiques gouvernementales à l'égard du développement hydroélectrique du Grand-Nord québécois. Une conférence de presse d'Hydro-Québec à Boston lui a permis de faire valoir son implication dans un vaste projet d'économie d'énergie et de faire ainsi contrepoids à l'image négative que certains milieux américains tentent de donner à l'hydroélectricité québécoise. Enfin, une visite à la Baie James a été organisée en septembre 1993 à l'intention d'une délégation de parlementaires du Vermont et du Connecticut.

La 19^e Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada en juin dernier au Vermont, a donné lieu à une participation du premier ministre du Québec ainsi que du ministre québécois des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles. Les contacts se sont poursuivis au plan bilatéral avec le Massachusetts, le Vermont, le New Hampshire et le Rhode Island afin de soutenir la coopération bilatérale et ont conduit à des projets de collaboration dont une mission de gens d'affaires de l'Estrie au New Hampshire présidée par l'ex-ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et actuelle vice-première ministre, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique et présidente du Conseil du trésor, Mme Gagnon-Tremblay, une visite du commissaire de l'Agriculture du Vermont au Québec, la mission de l'ex-vice-première ministre et ministre

de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, en Nouvelle-Angleterre, au Massachusetts et au Rhode Island et, une mission du sous-ministre par intérim de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie au New Hampshire pour favoriser des rapprochements en matière de transferts technologiques entre les entreprises et les milieux universitaires des deux régions.

Dans le secteur économique, la Délégation s'est occupée de quelque 500 demandes d'entreprises québécoises et organismes; elle a aussi organisé la participation de sociétés québécoises à une douzaine de foires commerciales de la région. De plus en plus, la Délégation a orienté son action vers le développement d'alliances stratégiques entre entreprises du Québec et de la Nouvelle-Angleterre. Les principaux secteurs de concentration ont été les technologies de l'informatique, l'environnement, la construction, l'agro-alimentaire et les biotechnologies.

- Midwest

La Délégation du Québec à Chicago a réussi à faire avancer plusieurs dossiers d'investissement et de transfert de technologie grâce au réseau de contacts établi avec les secteurs public (agences de développement régional, consulats canadiens) et privé (banques de placement, sociétés de capital spéculatif, compagnies privées). Parmi les dossiers traités avec ces intervenants, on peut citer quelques exemples: investissement direct majeur dans la société Volcano par Indeck Power Equipment (Illinois); alliance stratégique établie entre Poulies Masko (Ste-Claire, Qc) et Leeson (moteurs électriques - Grafton, Wi); contrat de partenariat signé entre Berclain (logiciel de gestion, Ste-Foy, Qc) et Motorola (Schaumburg, Il.); enfin, déménagement et expansion de l'entreprise WideCom Group (télécopieurs de pointe) vers Montréal.

Dans de nombreux secteurs commerciaux, les promotions effectuées, ainsi que l'envoi d'acheteurs au Québec individuellement ou dans le cadre de salons organisés à Montréal, ont généré des chiffres d'affaires importants pour les exportateurs québécois, en particulier dans les secteurs suivants: articles de sport, ameublement, fourrure. De plus, grâce au réseau de distributeurs et d'agents manufacturiers identifiés par la Délégation (y compris les grands magasins Neiman Marcus, Marshall Field's et Treasure Island), le chiffre d'affaires des exportations dans la région pour les petites et moyennes entreprises québécoises s'est accru de façon importante. En matière de promotion touristique, la Délégation a participé, en autres, à Expo CSAE Holiday Showcase, à laquelle plus de 17 000 acheteurs potentiels étaient présents.

La Délégation a également participé à l'organisation d'une importante mission technologique à Chicago et Milwaukee, Wisconsin, à laquelle participaient 16 représentants québécois, dont 12 provenant du milieu institutionnel et quatre du secteur industriel. Du 9 au 11 novembre 1993, cette mission a visité l'exposition «Autofact 93» à Chicago (technologies de l'automatisation et des systèmes intégrés), d'importantes firmes implantées dans le Midwest ainsi que le Council for Adult and Experiential Learning et la Milwaukee School of Engineering. L'un des principaux objectifs de la mission consistait à favoriser les contacts et les échanges entre les professeurs-chercheurs américains et leurs homologues québécois.

La Délégation du Québec à Chicago a participé à une Conférence d'information sur le nouveau tunnel Sarnia-Port-Huron (décembre 1993) ainsi qu'aux réunions semestrielles de la Commission des Grands Lacs, organisme regroupant huit États de la région des Grands Lacs ainsi que le Québec et l'Ontario comme observateurs. Cette tribune internationale régionale procure au Québec un réseau de contacts dans le Midwest et la possibilité d'échanges et d'informations sur les dossiers de l'environnement et du transport dans la région du Saint-Laurent.

Enfin, dans les secteurs culturel et des affaires publiques, la Délégation a, entre autres, aidé à la promotion de la première à Chicago du Cirque du Soleil et a facilité la contribution de conférenciers québécois à des colloques et séminaires de plusieurs

universités du territoire. La Délégation a également fait la promotion du livre québécois et de l'art inuit et a organisé une mission de prospection de métiers d'art du Québec à Chicago.

- Los Angeles

Dans le domaine des investissements, la Délégation du Québec à Los Angeles a identifié les compagnies américaines de la région qui ont investi au Québec et d'autres investisseurs potentiels dans les domaines de l'environnement, de la biotechnologie et des technologies de l'information. Quant aux alliances stratégiques conclues par les entreprises du territoire couvert par la Délégation, il faut signaler les ententes signées par Silicon Graphics, par Wordperfect et par l'Institut d'optique de Tucson avec des compagnies québécoises. Au cours de l'année, la Délégation, en collaboration avec le Consulat canadien, a également participé à l'organisation de forums en équipement médical et en biotechnologie à San Diego, dans l'Orange County et à San Francisco, ainsi que de séminaires de promotion d'investissements à San Diego et à San Jose.

La Délégation a accueilli des missions d'entreprises québécoises dans les domaines de l'aéronautique, de l'environnement, des produits agro-alimentaires et de la biotechnologie et a collaboré avec la CUM à l'organisation de missions dans les domaines de la biotechnologie et des logiciels. Les expositions de la région ont attiré plusieurs participants québécois. Notons l'exposition à la Vanderberg Air Force Base à laquelle ont participé 7 grandes entreprises québécoises dans le secteur de l'aéronautique, ainsi qu'une exposition à Las Vegas dans le domaine du vêtement (une vingtaine d'entreprises) et une autre dans le domaine de l'industrie forestière à Anaheim (une dizaine d'entreprises). Après le récent tremblement de terre dans la région de Los Angeles, la Délégation a également aidé plusieurs entreprises du Québec à identifier les occasions d'affaires dans le domaine de la construction.

Le secteur du cinéma a fait l'objet d'interventions ciblées destinées à promouvoir la diffusion du cinéma québécois et la promotion du Québec comme site de tournage lors d'activités telles que festivals du cinéma, Location Expo, cérémonies de remises de prix (Oscars, Golden Globe, Emmy), et mission auprès de la SMPTE (Société des ingénieurs de l'industrie du cinéma et de la télévision). Dans le domaine des arts de la scène, le Cirque du Soleil, maintenant installé à Las Vegas, continue à jouer un rôle important d'ambassadeur du Québec. Dans ce secteur, la Délégation du Québec à Los Angeles a participé à des activités de promotion liées aux spectacles présentés par les compagnies de danse La La La Human Steps, les Ballets Jazz et l'orchestre I Musici de Montréal. Elle a également été présente à d'autres événements, comme les festivals de musique à San Francisco et de musique traditionnelle à Los Angeles, et à la réunion de la Western Alliance of Arts Administrators; elle a également collaboré avec le Actors Theater of San Francisco pour promouvoir la pièce de théâtre «La Maison suspendue» de Michel Tremblay.

- Atlanta

Le Bureau du Québec à Atlanta a traité environ 200 dossiers de compagnies québécoises intéressées par le marché du Sud américain. Le Bureau a accueilli plusieurs missions industrielles de prospection et d'information sur les marchés dans un nombre étendu de domaines : logiciels, biotechnologie, environnement, machinerie, énergie, pâtes et papier, matériaux de construction, agro-alimentaire, équipements de sports et télécommunications. En outre, 200 entreprises ont participé à une kyrielle d'expositions sur une base individuelle dans un pavillon du Québec ou dans un kiosque du gouvernement fédéral. À la suite de visites d'acheteurs, quelques entreprises américaines se sont procurées pour plus de 3 millions \$ de marchandises du Québec. En consortium avec trois partenaires locaux, SOPRA de Montréal a obtenu un contrat de 60 millions \$ pour la construction du site équestre dans le cadre des Jeux olympiques d'Atlanta en 1996.

Le Bureau a été proactif dans la prospection sélective d'investissements en biotechnologie et en télécommunications. Dans ce dernier secteur, deux sociétés du Texas ont démontré un intérêt pour le Québec. Une petite firme de consultants de la Floride, Palmer Associates, ouvre un bureau à Ville Mont Royal. De concert avec le Bureau des investissements étrangers, les rencontres auprès des sociétés américaines établies au Québec se sont multipliées. Des sociétés comme ZEP Manufacturing (chimie), Lithonia Lighting (fluorescent) et Dixon Triconderoga (crayon) ont convenu de consolider le développement de leur filiale respective au Québec dans le contexte de l'intégration économique nord-américaine.

L'action du Bureau a donné des fruits tangibles dans les industries culturelles où des groupes et artistes ont vendu leurs services à des organismes et des réseaux de diffusion culturelle : les Ballets Jazz de Montréal, I Musici, Dynamo Théâtre, Carbone 14, Margie Gillis ainsi que six peintres québécois exposant sur une base commerciale à Atlanta. Dans la foulée de l'alliance entre Québec et Mobile, une entente de collaboration a été conclue entre les facultés d'administration de l'Université Laval, l'University of South Alabama et l'Université de Guadalajara au Mexique. Par ailleurs, le Bureau a poursuivi la promotion des études québécoises, laquelle s'est traduite par la création de groupes d'études sur le Québec dans deux nouvelles institutions universitaires.

Orientations 1994-1995

Les ressources financières allouées au programme Commerce passent de 34,4 % des ressources totales de la Direction générale en 1993-1994 à 45 % en 1994-1995. Pour en accroître l'efficacité, le nombre de secteurs industriels d'intervention a été diminué de 42 à 20. La Direction générale commence à intervenir et à développer une expertise plus complète dans des niches spécialisées comme la vente par catalogue, la fabrication sous marques privées, les marchés publics et le marché des minorités ethniques.

Les budgets alloués au programme Développement industriel et investissements passent de 13,1 % en 1993-1994 à 18,7 % en 1994-1995. La stratégie d'investissements est très bien articulée avec le BIE et est centrée sur les sièges sociaux des 400 entreprises américaines qui ont des investissements manufacturiers au Québec ou ont le statut de partenaires économiques du gouvernement du Québec. Une stratégie visant les firmes spécialisées en recherche de sites a également été mise au point; 27 projets ou activités, incluant la poursuite des activités entre centres de recherche et entreprises, sont prévus.

Le programme de Coopération scientifique est élargi et favorisera les projets Québec/États-Unis/Mexique.

L'action intensive et très profitable auprès des industries culturelles se poursuivra en stimulant la venue d'acheteurs de spectacles et l'organisation de missions de prospection. L'utilisation de la présence de véhicules culturels de prestige pour développer et maintenir les contacts politiques et économiques continuera à être privilégiée.

Le soutien aux études québécoises aux États-Unis sera maintenu en accentuant les retombées du programme de Bourses, entre autres par l'utilisation de ces boursiers comme conférenciers. Le congrès de l'ACQS (American Council of Quebec Studies) à Washington à l'automne 1994 devrait donner une visibilité intéressante au Québec dans la capitale américaine. Le développement des études américaines au Québec prendra pour appui l'Association des études américaines dont les activités ont été réactivées en 1993-1994.

Les ressources allouées aux relations intergouvernementales sont maintenues, notamment avec la Nouvelle-Angleterre, New York et la région des Grands-Lacs. De plus, des efforts seront déployés afin que les ententes avec les États de New York et du Vermont et celles projetées avec le Massachusetts, le Wisconsin et le New Hampshire génèrent de plus grandes retombées au Québec.

- **Exportation de biens et services**

Les marchés traditionnels au Moyen-Atlantique, en Nouvelle-Angleterre et dans le Midwest demeurent les cibles prioritaires et canalisent 67,5 % des ressources financières et 71,5 % des ressources humaines des représentations du Québec. Près de 80 % des ressources financières de la Direction générale vont à ces mêmes territoires.

Ciblées sur des marchés régionaux, les activités de promotion sont concentrées sur des secteurs importants pour le développement du Québec : technologies de l'information, télécommunications, santé, environnement, technologies de production, transport, biotechnologies, habitat, articles de sport, vêtements, meubles, agro-alimentaire.

Un appui privilégié sera fourni aux regroupements sectoriels et régionaux. Cet appui prendra des formes aussi diverses que :

- . Soutien au regroupement d'entreprises québécoises (associations) dans la perspective d'activités conjointes avec des contreparties américaines.
- . Production de profils sectoriels et documents promotionnels pour des regroupements de firmes québécoises.
- . Communications et rencontres avec les associations sectorielles et les représentations régionales, notamment par la tenue de tables sectorielles et la production de Newsletters.
- . Contribution au développement de clubs Nouveaux exportateurs.

- **Tourisme**

Les interventions viseront l'augmentation des recettes touristiques par l'accueil d'un plus grand nombre de touristes américains au Québec en privilégiant les marchés de la Nouvelle-Angleterre et de l'Atlantique-Centre en ce qui concerne les produits suivants : circuits, séjours urbains, congrès et réunions, voyages de motivation, ski alpin, chasse et pêche, séjours de villégiature et motoneige.

- **Politique commerciale**

La Direction générale des États-Unis continuera de collaborer avec la Direction générale de la politique commerciale dans les dossiers de politique commerciale, notamment lors d'interventions à Washington, par la tenue des réunions régulières avec les conseillers économiques et par les liens avec les consulats américains au Québec.

- **Investissements**

La priorité sera de développer des relations privilégiées avec les décideurs stratégiques dans les 400 entreprises américaines qui ont des investissements au Québec.

En collaboration avec le BIÉ, les efforts de prospection d'investissements seront concentrés sur les investisseurs potentiels dans les secteurs convenus (biopharmaceutique, technologies de l'information, environnement, transformation de l'aluminium et du magnésium, «resorts» touristiques). Une attention particulière est accordée aux retombées possibles des investissements considérables prévus dans les technologies de l'information sur la Côte Ouest, le Texas, la Nouvelle-Angleterre et le Corridor Détroit-Chicago-Cincinnati. L'expertise québécoise dans les pâtes et papiers ainsi que dans les panneaux agglomérés sera aussi mise en relief en collaboration avec les ministères sectoriels dans la perspective d'investissements potentiels au Québec.

- Développement industriel

Les activités porteront sur la réalisation de transferts de technologie provenant des États-Unis et la réalisation aux États-Unis de projets d'alliances stratégiques aux retombées significatives pour le Québec dans les secteurs concurrentiels des grappes industrielles.

En collaboration avec diverses associations et regroupements dans les secteurs prioritaires, les intérêts de plus de 400 entreprises pour des alliances stratégiques avec des entreprises américaines feront l'objet d'activités spécifiques, prioritairement en termes de transferts de technologie, de projets de recherche et développement conjoints ou d'implantation sur le territoire américain. Cette action dynamique entreprise avec la collaboration étroite des Délégations contribuera à l'émergence et au renforcement des entreprises susceptibles de soutenir la concurrence internationale.

- Recherche scientifique et développement technologique

La participation à des programmes ou à des projets impliquant entreprises-universités/cégeps/centres de recherche devrait contribuer à la mise en place de cercles technologiques avec, à terme, des retombées potentielles importantes pour le Québec dans les secteurs prioritaires suivants : biotechnologies, technologies de l'information, matériaux nouveaux, aérospatial, technologies de l'environnement. Des efforts particuliers seront consentis pour le développement de trois cercles technologiques dans les domaines optique et laser, infographie et aérospatial.

Dans le cadre des programmes de coopération scientifique développés depuis trois ans, plus de 30 équipes de chercheurs québécois sont jumelées à des équipes de recherche américaines.

- Développement culturel et linguistique

Les marchés pour les produits culturels du Québec qui se distinguent par leur qualité et leur originalité seront développés et consolidés en concentrant les actions sur New York, la Californie et la Nouvelle-Angleterre. La venue d'acheteurs de spectacles et les activités de formation seront encouragées auprès des industries culturelles québécoises dans une perspective d'exportation aux États-Unis.

L'insertion d'une trentaine de créateurs québécois dans les réseaux innovateurs aux États-Unis et la diffusion d'une trentaine d'oeuvres québécoises reconnues pour leur excellence font partie des objectifs, de même que l'exploration des possibilités d'insertion des entreprises québécoises dans les réseaux américains de l'audiovisuel.

- Développement des ressources humaines

Les activités principales porteront sur la formation d'une dizaine de Québécois aux États-Unis dans les secteurs prioritaires par le biais du programme de bourses d'excellence du MESS, l'augmentation du nombre de stages d'étudiants dans les entreprises québécoises ayant des filiales aux États-Unis et le soutien au développement d'études américaines au Québec.

- Protection de l'environnement

La coopération avec les États de New York, de la Nouvelle-Angleterre et des Grands-Lacs se poursuivra et un appui sera fourni aux projets de recherche conjoints représentant des possibilités de retombées industrielles et d'exportations.

- Développement social

Un monitoring serré de la réforme de la santé en cours aux États-Unis devrait permettre éventuellement des exportations de biens et services québécois.

- **Énergie**

La coordination du dossier énergétique aux États-Unis se poursuivra avec les partenaires gouvernementaux et parapublics.

- **Immigration**

La concentration des effectifs (7) du Service d'immigration à New York permettra une meilleure atteinte des objectifs, soit l'émission de 1 820 certificats de sélection dont 250 à des gens d'affaires et 1 160 à des candidats indépendants. Ces candidats proviennent de tous les États américains et certains sont déjà en séjour temporaire au Québec.

Le recrutement sera assuré par une sélection sur place et par 3 missions, dont 2 à Los Angeles et 1 à Buffalo, pour un total de quelque 800 entrevues.

- **Actions dirigées vers l'étranger**

Des listes de décideurs et milieux influents par territoire et par thème d'intérêt (investissements, exportations, R & D) permettront de mettre en place une stratégie de démarches personnalisées centrée sur un programme de venue au Québec de représentants des médias américains, particulièrement ceux de la presse spécialisée, sur un positionnement articulant les divers volets du message à la stratégie d'ensemble, sur la présence de conférenciers du Québec aux États-Unis, sur le développement des études québécoises aux États-Unis et sur un rôle de premier plan lors de la réunion de l'American Council of Québec Studies à Washington, D.C., en novembre 1994.

- **Information au Québec**

En concertation avec la Direction des communications, des documents d'information seront produits ou mis à jour sur les États-Unis par groupe d'États (guides de prospection des marchés) et par secteur (profils sectoriels) afin de présenter aux Québécois les occasions d'affaires aux États-Unis.

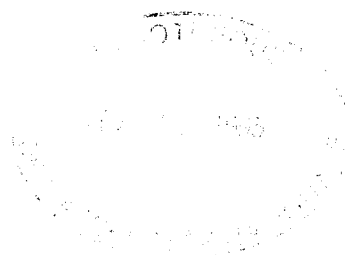
Un suivi des dossiers stratégiques prioritaires Québec/États-Unis sera réalisé, notamment sur l'énergie et l'impact au Québec des propositions de réforme Clinton. Un cahier rassemblant des notes d'intervention sera produit à l'intention des clientèles gouvernementales et privées.

- **Relations bilatérales**

Le développement et la consolidation des mécanismes de relations intergouvernementales du Québec avec les États américains seront poursuivis, particulièrement avec New York, la Nouvelle-Angleterre et les États des Grands-Lacs. Un programme de visites ministérielles aux États-Unis en fonction des dossiers prioritaires sera proposé et visera des rencontres avec des personnalités politiques influentes.

- **Relations multilatérales et organisations**

Les relations du Québec avec l'ONU et quelques-unes de ses composantes de même qu'avec la Banque Mondiale à Washington seront appuyées.



DIRECTION GÉNÉRALE EUROPE

MANDAT

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par la direction du ministère : élaborer et proposer une stratégie de relations avec l'Europe; établir la programmation des activités qui en découlent et qui visent à contribuer au développement commercial, culturel, économique, politique et social du Québec, ainsi qu'à son rayonnement international; gérer la mise en oeuvre de ces activités, en collaboration avec les partenaires concernés et en évaluer les résultats et la pertinence.

DIRECTION EUROPE MÉDITERRANÉENNE ET BENELUX (DEMB)

Bilan 1993-1994

- Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg)

Au niveau du gouvernement national belge, les discussions entre l'ex-ministre de la Justice du Québec, M. Gil Rémillard, et son homologue belge, M. Melchior Wathelet, vice-premier ministre et ministre de la Justice, ont donné lieu, en janvier 1994, à un accord sur la création d'une commission mixte visant, entre autres, à conclure d'ici peu une entente en matière d'entraide juridique entre la Belgique et le Québec. Il faut souligner qu'il s'agit ici d'une première entente du Québec avec le gouvernement national belge.

Le ministre-président de la Communauté flamande de Belgique, M. Luc Van den Brande, a effectué un voyage officiel au Québec, du 30 mai au 2 juin 1993, accompagné d'une importante délégation des milieux scientifique et industriel. L'objectif de cette mission visait à renforcer les liens de coopération avec le Québec en matière de science et de technologie. M. Van den Brande a pu s'entretenir, lors de ce voyage, avec l'ex-premier ministre, M. Robert Bourassa, le chef de l'Opposition, M. Jacques Parizeau, le président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Saintonge, le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. John Ciaccia, le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, M. Gérard Tremblay, et l'ex-ministre délégué aux Affaires francophones, M. Guy Rivard.

Participant à cette même mission, le ministre de la Culture de la Communauté flamande, M. Hugo Weckx, a effectué une tournée au Québec pour assurer un suivi à la mission de la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Francophonie, Mme Liza Frulla, en Belgique, en mars 1993. Une des retombées de cette visite sera la présentation en juin, juillet et août 1994, d'une importante exposition de la photographe québécoise Geneviève Cadieux au Musée d'art contemporain d'Anvers.

Le ministre de l'Éducation de la Communauté française de Belgique (CFB), M. Elio Di Rupo, a effectué, en mai 1993, un voyage éclair au Québec dans le cadre d'un programme de formation de 25 directeurs d'écoles de la Communauté française de Belgique dispensé par l'Université de Sherbrooke.

Une réunion de mi-étape du Comité permanent Wallonie-Québec s'est tenue à Montréal, le 29 octobre 1993, afin de faire le point sur les projets de coopération en cours et de mettre en oeuvre de nouveaux projets. Les axes de coopération retenus sont les suivants: le développement économique, la coopération scientifique et le développement technologique; des secteurs d'intérêt communs ont été identifiés: les biotechnologies, les

nouveaux matériaux, les technologies de l'information et les technologies de l'environnement. Quelque quarante dossiers ont été traités dans le cadre de la coopération avec la Wallonie.

La XI^e session de la Commission mixte permanente de la Communauté française de Belgique/Québec s'est tenue à Montréal en novembre 1993. Quoique le Québec ait pris une orientation résolument économique dans ses interventions internationales, la coopération entre le Québec et la CFB continue d'occuper une place importante, avec plus de 150 dossiers, particulièrement dans les secteurs de la recherche scientifique et de la coopération culturelle et linguistique.

Les activités prévues lors de la III^e session de la Commission mixte permanente Flandre/-Québec se sont déroulées telles que prévues. Une cinquantaine de dossiers, dans les secteurs de la recherche scientifique, du développement technologique, des arts et de la culture, ont été menés à bonne fin durant l'année.

Sur le plan des exportations, le Benelux constitue, globalement, le troisième plus important marché du Québec. Coté investissement, l'exercice 1993-1994 a vu de nombreux développements tant en matière d'investissements de sociétés du Benelux au Québec que d'ententes de coopération avec des firmes québécoises, pour une valeur totale de plus de 10 millions \$. L'entente de transfert de technologie entre United Bus des Pays-Bas et Novabus de Saint-Eustache et le contrat entre SAIT Radio Holland de Bruxelles et Téléglobe, pour établir au Québec une station terrestre de télécommunications maritimes, sont deux des dossiers les plus marquants.

La Délégation générale du Québec à Bruxelles a traité près de 300 dossiers d'entreprises du Benelux et du Québec intéressées à effectuer des investissements, à établir des relations commerciales ou à réaliser des échanges et des transferts de technologie.

Plusieurs missions en provenance du Benelux ont été accueillies, entre autres la mission technico-industrielle annuelle de la Wallonie, qui a regroupé 19 entreprises et organismes, dans les domaines de l'aérospatial et des nouveaux matériaux. Des missions belges et néerlandaises dans les secteurs des forêts et de l'environnement, des technologies de l'information et de la santé sont également venues au Québec.

Par ailleurs, une trentaine de missions québécoises se sont rendues en Belgique et aux Pays-Bas, dont une mission de représentants de la Société générale de financement et de la Caisse centrale Desjardins. Une conférence du président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, M. Jean-Claude Delorme, lors d'un déjeuner-causerie à Bruxelles, a permis de constater l'intérêt des milieux d'affaires belges envers le Québec. Le ministère des Finances du Québec a, de plus, réalisé une tournée d'information et de promotion du Québec au Benelux.

Trois missions québécoises de groupe se sont rendues en Wallonie dans les domaines de la géomatique, des logiciels éducatifs et des alliances stratégiques. La mission en géomatique a donné lieu à deux ententes commerciales et à une entente de transferts de technologie. Par ailleurs, la société Giro du Québec a vendu son logiciel Hastus aux Pays-Bas.

Au mois de mai 1993, le Québec a participé à la foire Flanders Technology International, où un séminaire visant à faire connaître l'expertise québécoise des nouveaux matériaux a été organisé.

Une mission commerciale de groupe a été réalisée aux Pays-Bas et en Belgique à l'occasion du salon Ecotech Europe 1993, importante exposition regroupant des entreprises dans le domaine de l'environnement (assainissement des sols, de l'air et gestion des déchets dangereux).

En matière de coopération scientifique et technologique, des négociations sont présentement en cours pour le développement d'une collaboration institutionnalisée entre le CRIQ et deux importants centres de recherche au Benelux: le TNO (Netherlands Organization for Applied Scientific Research) aux Pays-Bas, deuxième plus important centre de recherche scientifique appliquée en Europe, de même que le VITO (Institut flamand de recherche technologique), en Flandre. Cette collaboration pourrait, au cours des prochaines années, prendre la forme de transferts technologiques, d'échanges de chercheurs et de projets conjoints de recherche appliquée.

Sur le plan culturel, le MAIICC a soutenu la présence d'artistes québécois dans le domaine des arts de la scène lors de la manifestation d'Anvers 93, capitale culturelle de l'Europe. Une mission néerlandaise de la Fondation Art et Culture du Limbourg (KCL) a été accueillie l'automne dernier dans le cadre d'un projet d'échange entre le Québec et le Limbourg en arts visuels et théâtre pour enfants.

À la suite de la mission au Luxembourg d'un représentant de l'ex-ministère des Communications du Québec auprès du ministère d'État de l'Audiovisuel, les deux parties ont élaboré un projet d'entente de co-production, dont les avantages sont principalement d'ordre financier. Cette entente pourrait être signée dès avril 1994 par la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Francophonie, Mme Liza Frulla, à l'occasion d'un déplacement en Europe.

La Délégation générale du Québec à Bruxelles, en collaboration avec l'Office du tourisme du Québec à Paris, fut très active dans la promotion sur son territoire du potentiel touristique québécois. La Bourse Québec du Tourisme a réuni à Bruxelles une quinzaine de réceptifs québécois (agences, lignes aériennes, hôtels, organismes d'accueil) et une soixantaine de grossistes et d'agences de voyage belges. Une cinquantaine de professionnels de l'industrie du voyage du Benelux ont participé à Paris à Atelier Canada 93.

- Italie

Sur le plan institutionnel, l'entente biennale signée dans le cadre de la Sous-commission mixte permanente italo-québécoise en mai 1992, a permis de poursuivre et de développer les activités de coopération dans les domaines de la recherche scientifique et technologique, de la culture et des industries culturelles, de même que dans celui des études québécoises en Italie.

Depuis plusieurs années, la coopération universitaire est très développée entre le Québec et l'Italie. La Sous-commission mixte, qui se réunissait pour la première fois à Montréal en mai 1992, a adopté un programme d'échanges de connaissances et de travaux conjoints de recherche dans les secteurs de la biotechnologie, de la physique, de l'électronique, de l'agro-alimentaire, de l'énergie, de l'environnement, de l'aéronautique et du transport.

En matière d'investissements, une rencontre, en juin 1993, entre le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. John Ciaccia, et plusieurs représentants de firmes italiennes établies au Québec, a permis au ministre d'insister sur l'intérêt du Québec à voir se multiplier les liens avec l'Italie dans ce domaine. Plusieurs dossiers présentement en discussion ont fait l'objet de suivis par le premier ministre, M. Daniel Johnson, lors de sa participation au Sommet de Davos, fin janvier 1994.

En économie, l'année 1993-1994 fut très fructueuse malgré les bouleversements politiques et la dévaluation de 20% de la lire italienne. Près d'une centaine de dossiers commerciaux ont été initiés, soit une augmentation de 25 % par rapport à 1992-1993. Quatre avions Canadair CL-415 ont été vendus à ce pays. Trois missions de groupe ont été organisées: une mission d'industriels et de designers québécois au Salon international du meuble à Milan en avril 1993; une mission dans le cadre du Salon SMAU '93 qui s'est tenue en septembre à Milan, où quatre entreprises québécoises en télécommunications ont

exposé leurs produits, dont une a remporté une médaille d'argent dans la section "nouveau produit"; ainsi qu'une mission d'industriels québécois dans le cadre de la foire IPACK-IMA, du 24 au 29 mars 1994.

La Délégation du Québec en Italie a collaboré à une activité de promotion de produits agro-alimentaires québécois, en collaboration avec la Chambre de commerce italo-canadienne, lors d'Expo-Food à Milan. La Délégation a également participé à l'organisation d'une mission pilotée par la Chambre de commerce italo-canadienne - section Québec. Cette mission regroupant quatre firmes italiennes et quatre journalistes touristiques a mené à la publication d'une série de reportages dans plusieurs revues spécialisées italiennes.

Un important séminaire portant sur la chimie fine s'est déroulé à Milan en février 1994. L'association italienne Federchimica, en collaboration avec les représentants du Québec à Milan, a réuni des représentants québécois de la Société générale de financement, de l'Office de l'expansion économique de la CUM, de la CODEL (Corporation de développement de Laval), du MICST et de l'entreprise privée, afin de broser le tableau de la situation de ce secteur au Québec et d'y présenter le potentiel de transferts technologiques et de partenariats. Une quarantaine d'investisseurs potentiels italiens ont participé à ce séminaire spécialisé.

Une mission de la Fédération québécoise des coopératives de travail s'est rendue en Italie au mois de mars 1994, dans le but de conclure une entente avec la CCPL, une fédération italienne de coopératives de travail. Par ailleurs, le CRIQ a assisté en novembre 1993 à la foire Nuove Technologie de Turin. Cette participation a permis d'initier des transferts de technologie dans le domaine de l'environnement, grâce au réseau développé par le CRIQ depuis plusieurs années. En matière de recherche scientifique et développement technologique, sept équipes de chercheurs québécois ont participé aux premières activités de coopération de la Sous-commission et déposeront d'ici peu un bilan.

Des restructurations importantes dans plusieurs institutions et organismes italiens ont entraîné l'annulation ou le report de certaines activités économiques, telle la mission des jeunes entrepreneurs de la CONFINDUSTRA (Conseil du Patronat) et celle d'un groupe de fonctionnaires et d'industriels italiens de la région Émilie-Romagne, dans le domaine du traitement des eaux usées.

Depuis quelques années, la présence culturelle du Québec en Italie est de plus en plus importante. Ainsi, des films québécois sont présentés au Festival international des films documentaires de Viterbo; des spectacles de danse et des pièces de théâtre sont régulièrement présentés à Rome et dans d'autres villes. L'événement culturel qui a marqué les relations italo-québécoises, en 1993-1994, est certainement la tenue à Florence du Festival Intercity, consacré pour une deuxième année au théâtre québécois. Le Festival a connu un grand succès et engendré des retombées médiatiques importantes. Les troupes québécoises qui ont participé à cette manifestation ont pu signer des ententes avec des diffuseurs européens. La pièce "Les belles soeurs", de Michel Tremblay, présentée à Florence à la suite du Festival, a connu un succès considérable auprès du public et de la critique.

Dans l'industrie du livre, le MAIICC a contribué à la participation de 15 éditeurs québécois et d'une maison de distribution à la Foire internationale du livre jeunesse de Bologne, secteur où le Québec connaît actuellement un grand succès de diffusion internationale.

- Espagne

La mission industrielle et commerciale conduite par le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. John Ciaccia, à Madrid, Vitoria (Pays Basque) et Barcelone (Catalogne), en novembre 1993, a permis des contacts au plus haut niveau avec les présidents de ces régions et leurs principaux

ministres et, au niveau national, avec plusieurs ministres occupant des porte-feuilles importants. Ces contacts ont eu un effet déclencheur puisque plusieurs visites ministérielles espagnoles sont maintenant prévues durant l'exercice 1994-1995. Ces missions devraient enfin permettre au Québec d'effectuer une percée économique sur ce territoire, notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, des communications et, plus généralement, de faire valoir ses technologies avancées. Avec le Pays Basque en particulier, des projets concrets et majeurs sont en discussion, notamment un projet de 500 millions \$ US dans le domaine de l'environnement, un projet en télécommunications de 200 millions \$ US et un projet de distribution gazière également de 200 millions \$ US.

Le vice-président et ministre des Affaires culturelles et de l'Éducation du Pays Basque, M. Fernando Buesa, a dirigé du 21 au 28 février 1994, dans le cadre d'une visite institutionnelle, une délégation visant à explorer l'expérience québécoise en matière d'immersion linguistique. D'autres missions ministérielles espagnoles importantes ont été reçues: le vice-président et ministre de l'Énergie du gouvernement basque, M. Jon Azua, accompagné du secrétaire général des Relations institutionnelles, M. S. Joseba Intxaurreaga (21-23 mars); le vice-ministre de l'Industrie et de l'Énergie du gouvernement basque, M. Javier Retegui, accompagné de trois personnes (21-25 mars); le secrétaire d'État à l'Industrie du gouvernement espagnol, M. Juan Ignacio Molto, accompagné de sept personnes dont un ministre valançais et trois directeurs généraux (24-25 mars).

Plus d'une centaine de demandes d'information et d'assistance ponctuelle de la part des petites et moyennes entreprises ont été traitées en 1993-1994. Cette augmentation notable aura permis à plusieurs PME de mieux cibler leurs efforts en fonction des réalités du territoire.

Une mission de constructeurs espagnols a été accueillie suite à des représentations de PME québécoises en Espagne et un programme de vente de maisons canadiennes pièce-sur-pièce est en voie de réalisation. Une mission de la Société de développement industriel de Catalogne a été accueillie le 2 février 1994 par des représentants du MAIICC, du MICST, de la CUM, de la Banque Royale et de la Banque du Canada.

On peut considérer que l'année 1993-1994 aura été une année charnière pour faire connaître l'offre québécoise, son originalité et son ouverture à des partenariats et transferts de technologies au Québec, en Espagne et en pays tiers, notamment en Amérique latine.

- Portugal

Les relations du Québec avec le Portugal étaient, jusqu'à maintenant, très modestes du fait de l'absence de lien économique et politique suivi. Elles vont prendre leur essor suite à la mission industrielle conduite par le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. John Ciaccia, du 1^{er} au 4 décembre 1993. Des contacts gouvernementaux de haut niveau ont permis d'identifier des zones potentielles d'intervention dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et des techniques de pointe. On mesurera les possibilités de partenariats au cours de l'exercice 1994-1995.

- Turquie

Le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. John Ciaccia, a dirigé une première mission ministérielle en Turquie du 20 au 24 novembre 1993. À la tête d'une délégation de gens d'affaires (huit entreprises) représentant les secteurs de l'environnement, de l'agro-alimentaire, des matériaux de construction, d'équipements électriques et des télécommunications, M. Ciaccia a rencontré des représentants d'organismes turcs (publics et privés) afin de dégager des moyens d'accroître les relations commerciales entre les deux parties. Cette mission a permis d'identifier deux secteurs-cibles en Turquie: celui du développement des ressources hydro-électriques, dans lequel la Turquie investira d'ici l'an 2010 près de 32 milliards \$,

et le secteur des télécommunications qui sera privatisé d'ici peu dans ce pays. Durant la mission, une entreprise a signé un contrat de fourniture de services pour le projet GAP en Anatolie.

Finalement, la Direction Europe méditerranéenne et Benelux a traité 40 dossiers APEX dont 23 furent approuvés. De plus, la DEMB a accueilli 6 missions d'acheteurs étrangers.

Orientations 1994-1995

- Benelux

Dans le cadre des deux ententes de coopération avec la Belgique, les projets conjoints feront l'objet de négociations lors de la 4^e session de la Commission mixte permanente Flandre-Québec à Bruxelles en avril, et lors de la 11^e session du Comité permanent Wallonie-Québec au Québec en octobre. Par ailleurs, la Commission mixte permanente CFB-Québec tiendra une réunion d'étape à l'automne afin de faire le point sur les dossiers en cours.

Sur le plan économique, une mission commerciale de groupe sera organisée à l'occasion du salon AQUATECH, qui se tiendra à Amsterdam en septembre prochain. Cet événement se spécialise dans les technologies de l'eau (traitement des eaux potables et industrielles, instruments de contrôle et de mesures, transport de l'eau...) qui est à la fois un secteur de pointe du Québec et un secteur prioritaire de développement au MAIICC.

En outre, des missions de prospection d'investissements sont prévues dans les secteurs prioritaires des technologies de l'information et des produits pharmaceutiques, auprès de sociétés belges et néerlandaises préalablement ciblées. Ces missions seront réalisées par des spécialistes sectoriels du MICST et des intervenants qualifiés dans ces secteurs.

Sur le plan culturel, les liens développés avec la province néerlandaise du Limbourg seront concrétisés par une activité de promotion des arts visuels québécois, soit à l'occasion de l'exposition de l'artiste québécois Jean Marois au musée de Roermond. Par ailleurs, les ententes de coopération serviront de véhicule principal aux activités culturelles québécoises en Belgique.

En matière de rayonnement et d'affaires publiques, la prochaine année verra la consolidation des liens avec l'Association des études canadiennes aux Pays-Bas afin qu'elle puisse développer son volet québécois. La nouvelle présidente de cette association sera invitée au Québec pour une tournée des universités québécoises. Une "semaine québécoise" est prévue pour l'automne prochain à l'Université de Groningen (siège de l'Association des études canadiennes), marquée notamment par la présence de trois conférenciers québécois (en droit, en sciences politiques et en économie) et par la projection de films québécois récents.

- Italie

Le potentiel commercial de l'Italie et son bassin de technologies avancées disponibles constitueront les principaux axes d'intervention du Québec sur ce territoire. Les secteurs prioritaires seront: les technologies de l'information, les télécommunications, l'environnement, le bois et les équipements médicaux. Une entente de collaboration dans le domaine du plastique devrait être signée au cours de l'exercice 1994-1995.

En matière de coopération scientifique et technologique, cinq équipes de recherche québécoises, associées à des entreprises d'ici, seront prochainement choisies pour collaborer avec autant d'équipes italiennes dans les domaines prioritaires.

Sur le plan culturel, l'accent sera mis sur la prospection du marché italien dans le domaine des arts de la scène, du livre et du film. Les activités qui permettront à des artistes créateurs québécois de s'inscrire dans les courants et réseaux les plus dynamiques et les plus novateurs d'Italie sont, entre autres, la participation de quatorze éditeurs québécois à la Foire du livre jeunesse de Bologne, la participation de troupes de danse à d'importants festivals italiens, et un concert à Rome dans le cadre d'une importante tournée européenne de l'Orchestre symphonique de Montréal. Également, un nouveau et prestigieux espace d'exposition en Italie inaugurera ses locaux avec une exposition consacrée à deux artistes québécois, Louis Lussier et Myriam Laplante.

Les centres d'études québécoises en Italie sont également en plein essor. Une vingtaine d'universités italiennes y consacrent des efforts et de nombreux conférenciers québécois y sont régulièrement invités. Le congrès biennal de l'Association italienne des études canadiennes et québécoises se tiendra à Venise en mai prochain. Une dizaine d'auteurs québécois y participeront.

Finalement, 1995 marquera le trentième anniversaire de la présence du Québec en Italie et fournira une occasion exceptionnelle de rayonnement à travers plusieurs événements spéciaux.

- Espagne

Les activités avec l'Espagne viseront essentiellement la concrétisation de projets amorcés et l'affermissement des relations établies au fil des ans. Le ministre de l'Industrie de même que le ministre des Communications, des Travaux publics, des Transports et de l'Environnement d'Espagne seront accueillis en mai afin de poursuivre les discussions entourant des projets majeurs de coopération en environnement, télécommunications et transport gazier.

Sur le plan économique, la consolidation des acquis initiés lors de la mission que dirigeait le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. Ciaccia, en novembre dernier, servira de base aux actions en territoire espagnol. Ainsi le sous-ministre du MAIICC participera aux Journées canadiennes à Barcelone les 12, 13 et 14 avril et rencontrera le ministre des Affaires étrangères pour poursuivre les entretiens initiés par M. Ciaccia, en novembre. Également, des missions sectorielles espagnoles, visant les investissements et les partenariats, sont attendues au cours de l'année 1994-1995.

- Portugal

Les possibilités de partenariat dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et des techniques de pointe seront évaluées. Des missions ministérielles sont attendues à l'automne dans ces secteurs où le Québec est en mesure d'offrir des relations d'affaires avantageuses.

DIRECTION EUROPE DU NORD-OUEST (DENO)

Bilan 1993-1994

- Allemagne, Suisse et Autriche

La tenue du Forum économique mondial à Davos (Suisse) en janvier 1994 a été l'occasion pour le premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, de rencontrer des dirigeants politiques et des chefs d'entreprises internationales, notamment celles qui ont déjà des investissements au Québec. Au mois de février 1994, le ministre des Finances, M. André Bourbeau, a effectué une tournée auprès des représentants des milieux financiers en Allemagne et en Suisse.

Le MAIICC a organisé, au cours de l'hiver 1994, un programme de familiarisation au Québec pour le directeur du Centre de recherche France-Allemagne de l'Institut allemand de politique étrangère de Bonn, le Dr. Ingo Kolboom.

La Délégation générale du Québec à Düsseldorf a été invitée à participer à de nombreuses manifestations tout au long de l'année 1993-1994, entre autres pour présenter le contexte socio-politique actuel du Québec. Le délégué général a participé à un important colloque sur la francophonie organisé par l'Institut allemand de politique étrangère à Bonn, ainsi qu'au 38^e Congrès de la Fédération des associations franco-allemandes à Berlin. La DGQD a aussi participé à des événements qui ont eu lieu dans les universités suivantes: Marbourg, Augsbourg, Postdam, Francfort, Bayreuth, Passau et dans deux universités de Berlin. La Délégation générale a, par ailleurs, poursuivi le développement des relations avec les autorités socio-économiques et politiques du gouvernement fédéral et de plusieurs Länder (avec des rencontres avec les ministres-présidents de la Saxe et de la Rhénanie-du-Nord/Westphalie).

Le Québec a conclu des ententes de sécurité sociale avec le gouvernement autrichien et le gouvernement suisse.

Dans le cadre de la coopération entre le Québec et la Bavière, le président de la Chambre de commerce de Munich et de Haute-Bavière est venu à Montréal, à l'invitation de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, prononcer une conférence sur la place de l'économie bavaroise en Europe.

L'accroissement notable des activités de la DGQD traduit la priorité qu'accorde le gouvernement du Québec au développement de ses relations avec l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche. Le volume déjà important des activités de développement industriel, d'exportation, de coopération scientifique et technologique s'est maintenu. La DGQD a connu cette année le remplacement de deux de ses quatre conseillers, soit le conseiller économique et le conseiller pour la science et la technologie.

En développement industriel et prospection des investissements, plusieurs activités ont été réalisées en marge d'une participation à des événements majeurs tel le Salon IFAT'93 à Munich, pour les secteurs des technologies de l'environnement. Plus d'une dizaine de projets d'investissement soumis par des entreprises québécoises ont nécessité une intervention du MAIICC. La tenue, les 19 et 20 octobre 1993 à Birlingharen, d'un séminaire sur les "métriques du logiciel" a permis de faire connaître l'expertise québécoise dans ce domaine et de susciter sept projets de coopération avec des partenaires allemands.

En matière de commerce international, des projets dans le domaine de l'intelligence artificielle, des couches minces, du biomédical, de la photonique et de la robotique industrielle et spatiale ont été supportés. Des actions ont également été menées dans le secteur agro-alimentaire (une campagne de promotion dans les magasins de la grande chaîne Tengelmann), ainsi que dans le secteur de la fourrure. Un soutien a continué à être fourni aux missions groupées de prospection technologique à l'occasion de foires importantes en Allemagne. Des missions ont été organisées lors des foires SYSTEMS (octobre 1993) et CEBIT (mars 1994), dans le domaine de l'informatique; aux foires INTERZUM et LIGNA (mai 1993), dans le domaine de l'industrie du bois; et au Salon LASER'93, dans les secteurs de l'optique et des techniques du laser. Une mission visant le maillage entre des entreprises québécoises et des partenaires du territoire pour la réalisation de projets en pays tiers s'est rendue en Allemagne et en Autriche.

Les activités en science et technologie ont permis de préparer ou de conclure de nombreux accords de fabrication sous licence ou de transferts de technologie dans les secteurs de l'environnement et de l'aérospatial. Une importante mission du Conseil de la Science et de la Technologie du Québec en Bavière et en Saxe, en janvier 1994, a favorisé le rapprochement entre plusieurs universités québécoises et allemandes.

Un soutien financier ou technique a permis la participation d'artistes québécois à plusieurs événements d'envergure, dont le Festival du film francophone de Tübingen, le Theater der Welt de Munich et le Berner Tanztage (Suisse). Le ministère a aussi appuyé financièrement les organisateurs du Festival international de nouvelle danse et du Festival international du film scientifique par l'accueil de diffuseurs allemands. Avec la SOGIC, il a rendu possible la présence d'une quarantaine d'éditeurs québécois à la Foire internationale du livre de Francfort.

Le développement des études québécoises dans les universités allemandes demeure une priorité. Au mois de décembre 1993, le Centre d'études québécoises de l'Université de Trèves célébrait le 15^e anniversaire de sa fondation, particulièrement souligné par le Québec. Cette année, trois nouveaux centres d'études québécoises ont été créés dans des universités: Duisbourg (terminologie, néologie et langue des affaires), Dresden (francophonie, sciences économiques et politiques) et Leipzig (études romanes et sciences sociales). Le MAIICC a également organisé au printemps 1993, en collaboration avec l'Association des études canadiennes dans les pays germanophones, la tournée en Allemagne et en Autriche d'un professeur de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Au moment du congrès de l'Association des études canadiennes à Grainau, le délégué général a remis le Prix d'excellence du Québec (deuxième édition) à une assistante-professeure de l'Université de Duisbourg. Le ministère a également appuyé financièrement la participation, à titre de conférencier à ce congrès, d'un professeur de science politique de l'Université McGill.

Dans le cadre de la coopération avec la Bavière, le MAIICC et la partie bavaroise ont tenu pour la première fois une séance de travail à Munich le 1^{er} avril 1993 afin de dresser le bilan des quatre années de collaboration et de dégager les priorités d'action pour les prochaines années. Les projets de coopération économique et scientifique demeurent prioritaires. À noter également, le programme d'échange des élèves du cinquième secondaire entre le Québec et la Rhénanie-du-Nord/Westphalie a été étendu à la Bavière. Au total, une cinquantaine de jeunes étudiants ont donc été jumelés cette année dans le cadre de ce programme.

En matière de formation professionnelle, une importante mission organisée pour le Conseil scolaire de l'Île-de-Montréal (26 participants de tous les milieux socio-économiques de la région) s'est déroulée du 9 au 16 octobre 1993 en Bavière. Dans le cadre de la coopération avec la Bavière, une mission en formation professionnelle dans le secteur du plastique a été reçue au Québec en novembre 1993. Tout au long de l'année, le MAIICC et la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre ont établi des relations étroites afin de maximiser au Québec les retombées des actions internationales menées en formation professionnelle.

- Royaume-Uni et République d'Irlande

Cinq missions ministérielles ont eu lieu sur le territoire au cours de l'année 1993-1994: la mission du premier ministre québécois, M. Daniel Johnson, et celles de l'ex-vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, du ministre des Finances, M. André Bourbeau, du ministre du Revenu, M. André Vallerand et de la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Francophonie, Mme Liza Frulla. À l'occasion notamment des missions du premier ministre et du ministre des Finances en février 1994, le milieu bancaire et les milieux d'affaires du Royaume-Uni ont pu être informés des politiques économiques que le gouvernement du Québec compte mettre en oeuvre pour accroître les échanges économiques et les liens d'affaires avec le Royaume-Uni et la République d'Irlande. Ainsi, le premier ministre s'est adressé à 90 représentants de la City (banques et institutions financières) et à plus de 200 convives lors d'un déjeuner-causerie sous le patronage de la Chambre de commerce Canada UK.

Sur le plan économique, le Royaume-Uni demeure le troisième partenaire économique du Québec en 1993. De plus, le Royaume-Uni est la principale source européenne d'investissements étrangers au Québec.

La section économique de la Délégation générale du Québec à Londres (DGQL) a été amenée à intervenir dans 176 dossiers: 66 à caractère commercial; 48 concernant l'investissement, tant britanniques, irlandais que québécois; 47 de transferts de technologie, dont 23 proviennent de la participation à Europartenariat de Glasgow; 15 du programme APEX et 2 du programme PRODEX de la SOGIC (industrie culturelle).

Au cours de l'année financière 1993-1994, ont été organisées cinq activités de promotion commerciales et industrielles dont deux expositions de groupe: le International Food and Drink Exhibition (avril 1993) (agro-alimentaire), où six sociétés québécoises étaient présentes; le salon Interbuild (du 28 novembre au 3 décembre) (habitat), où cinq sociétés québécoises exposaient leurs produits; et trois missions de prospection industrielle dans les secteurs du plastique (salon Interplas), de la pharmaceutique et de l'aérospatiale (salon Héliotech).

En mars 1994, la DGQL, en collaboration avec la Direction Europe centrale et orientale, a préparé une mission auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à l'intention de cinq entreprises québécoises intéressées à des projets importants en Europe centrale et orientale.

Les activités touristiques ont ciblé les 130 grossistes britanniques importants dont les programmes se concentrent principalement sur les destinations Canada et États-Unis. La promotion du Québec a également été assurée par le biais de 10 tournées de familiarisation amenant un grand total de 150 grossistes et agents de voyage en sol québécois. Plusieurs campagnes de promotion et des tournées de familiarisation au Québec ont été organisées pour les médias du territoire.

Le programme de coopération scientifique avec le British Council a connu en 1993-1994 un développement exceptionnel dans le domaine des techniques d'évaluation d'impact sur l'environnement, notamment par le biais de quatre missions québécoises au Royaume-Uni.

En ce qui concerne le développement culturel, la présence de la ministre québécoise de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Francophonie, Mme Liza Frulla, a démontré l'importance du Royaume-Uni dans la promotion des industries culturelles du Québec. Plus de 103 événements à caractère culturel se sont tenus sur le territoire au cours de l'année 1993-1994.

Le MAIICC a poursuivi sa coopération avec le Central Bureau for Educational Visits and Exchanges pour l'échange de 80 moniteurs de langue en provenance des deux territoires. L'expertise québécoise a été reconnue dans le domaine des indicateurs de performance en éducation par la venue au Québec d'une mission de trois inspecteurs du HMIS (Her Majesty Inspectorate for Schools) en octobre dernier.

La promotion des études québécoises s'est poursuivie. À cet égard, la conférence annuelle de la British Association For Canadian Studies a accueilli Mme Lise Bissonnette, directrice du Devoir, et M. Ghislain Picard, chef régional de l'Assemblée des premières nations, comme conférenciers invités. De plus, le Groupe de recherche et d'études sur le Canada francophone de cette association a organisé des conférences sur le Québec.

Dans le cadre d'un effort de rationalisation des activités, le Service d'Immigration du Québec a été transféré de Londres à Bruxelles à l'été 1993.

- Pays Nordiques

Le Bureau du Québec à Stockholm (BQS) a concentré ses activités sur les investissements étrangers au Québec et sur les transferts technologiques.

Deux firmes suédoises (Astra et Ericsson) ont annoncé de grands investissements en pharmacie et en communications.

Cinq ententes de transferts de technologie sont en cours de réalisation et trois autres demeurent en discussion entre entreprises québécoises et scandinaves.

Des contacts ont été établis avec une centaine de compagnies et des visites industrielles ont été effectuées chez une vingtaine d'entre elles. Les grappes industrielles les mieux représentées sont les produits de la forêt (25%), la transformation des métaux (15%), l'habitation (14%), les équipements médicaux (12%) et la biotechnologie (8%).

Ces contacts ont été rendus possibles par la participation du BQS à plusieurs foires et séminaires, par des rencontres, tant avec des représentants des quatre ambassades du Canada situées sur le territoire qu'avec les organismes de développement régional (i.e. Exportradet), et par une revue systématique de la presse industrielle.

Une mission a été organisée dans le domaine des transports terrestres pour l'ex- ministre des Transports, M. Sam Elkas, et un support logistique a été fourni aux industriels du Québec en visite à Stockholm.

Le mandat du BQS a été élargi au rayonnement culturel et aux affaires publiques et il a participé au colloque triennal de l'Association nordique des Études canadiennes (ANEC) qui s'est tenu en Finlande en août 1993, ainsi qu'aux conférences régionales d'Arhus (Danemark) et Bergen (Norvège).

Le BQS a été impliqué dans la signature d'une entente entre la CREPUQ et l'Université de Lund. À cette occasion, une journée d'information sur le Québec et sur les études universitaires a été organisée à Lund. Suite à cette activité, l'Université a sélectionné 34 étudiants parmi 175 candidats pour poursuivre des études au Québec en 1994-1995.

De nombreuses demandes d'information de la part d'étudiants de diverses universités ou autres institutions nordiques ont été traitées (allant des programmes d'études universitaires, demandes d'information pour la préparation de résumés ou de mémoires sur le Québec, jusqu'à l'emprunt de cassettes-vidéos, de diapositives ou extraits de la littérature québécoise).

Deux missions ont été organisées dans le domaine des ressources humaines en Suède, Norvège, Finlande et Danemark: celle de la Fédération des Commissions scolaires du Québec et celle du Conseil du Patronat du Québec.

Finalement, la Direction Europe du Nord-Ouest a traité 69 dossiers APEX dont 35 furent approuvés. De plus, la DENO a accueilli 5 missions d'acheteurs étrangers.

Orientations 1994-1995

- Allemagne, Suisse et Autriche

L'Allemagne demeure un des pays prioritaires pour l'action internationale du Québec. C'est en économie et en technologie qu'est consacrée la majorité des ressources humaines et financières. L'accent sera mis sur la prospection d'investissements et la recherche de technologies dans les secteurs industriels qui offrent un potentiel intéressant de croissance au Québec.

Le MAIICC maintiendra une approche intégrant l'action scientifique/technologique/commerciale afin d'atteindre une visibilité accrue en Allemagne, particulièrement dans le domaine de la haute technologie. Ainsi, sera organisé un séminaire sur l'intelligence artificielle avec le CRIM et le centre de recherche FORWISS, projet supporté par l'Union européenne. Un second séminaire dans le domaine du "métrique du logiciel" aura lieu à

Francfort. Un troisième se tiendra à Berlin sur les technologies du magnésium, en collaboration avec l'Institut de la technologie du magnésium et Norsk Hydro.

La coopération scientifique et technologique sera développée en tenant compte des réseaux et des programmes de R&D existant en Europe, de même que du potentiel offert par les pays et certaines régions. Les industries de l'information, de la micro-électronique, de la photonique, de l'ingénierie biomédicale et de la robotique industrielle et spatiale seront favorisées.

Afin de profiter des développements dans le domaine des télécommunications (privatisation de la "Bundespost" allemande et ouverture à l'offre internationale), le ministère réalisera, en collaboration avec le MICST, une étude sur le potentiel du marché allemand des télécommunications.

Plusieurs missions de prospection technologique seront organisées à l'occasion des foires dans les secteurs de l'industrie chimique, environnementale, pharmaceutique (ACHEMA), électronique (ELEKTRONICA) et informatique (CEBIT). En collaboration avec le gouvernement fédéral, le MAIICC entend favoriser la présence québécoise aux foires suivantes : ENTSORGA (environnement), SECURITY'94 et INTERSCHUTZ (matériel pour lutte aux incendies) et GIFA (fonderies). Des activités sont également prévues dans les secteurs de la quincaillerie (habitat) et de l'habillement.

Les relations de plus en plus étroites avec la Bavière se poursuivront dans les domaines commerciaux, économiques et scientifiques, alors que seront accentuées les relations avec la SAXE, particulièrement dans le domaine de l'environnement et des échanges scientifiques inter-universitaires.

La formation professionnelle demeurera également une priorité. Les efforts de concertation avec les principaux partenaires québécois se poursuivront, notamment avec la Société québécoise du développement de la main-d'oeuvre, afin de permettre à un certain nombre de projets québécois de bénéficier directement d'un échange avec les partenaires allemands.

La promotion de la réalité québécoise continuera à mobiliser beaucoup d'énergie afin de s'assurer que les interlocuteurs stratégiques et les clientèles cibles en Allemagne disposent des informations pertinentes sur le Québec. La DGQD apportera son soutien au Centre d'études québécoises de l'Université de Trèves, tout en ajoutant un support aux nouveaux centres qui ont vu le jour au cours de la dernière année dans les universités de Duisbourg, Leipzig et Dresde. L'établissement d'un réseau d'études québécoises entre les différents centres (plus de six) dans les pays germanophones sera favorisé.

Le développement de la capacité d'exportation des industries culturelles sera appuyé, notamment par une série d'activités de promotion et de diffusion culturelles.

La coopération entre le Québec et la Bavière se développera davantage. Pour la deuxième fois, le Québec accueillera un groupe de 20 fonctionnaires-stagiaires bavarois dans le cadre d'un stage de perfectionnement. En matière de relations académiques, trois nouvelles "bourses du premier ministre du Québec" seront offertes à des étudiants québécois des cycles supérieurs afin de se perfectionner en Bavière. Un échange de journalistes devrait se réaliser en collaboration avec un quotidien québécois afin de couvrir les élections générales au Québec et en Bavière (septembre 1994).

- Royaume-Uni et Irlande

La Banque d'Angleterre prévoit une croissance économique de 2,5 % en 1994-1995. Norvège exceptée, aucun autre pays d'Europe occidentale n'anticipe une telle croissance. De concert avec le Bureau des investissements étrangers, la DGQL cherchera à accroître la présence des investisseurs britanniques au Québec et recherchera l'établissement d'alliances stratégiques entre partenaires québécois, britanniques et irlandais.

Du côté commercial, les sociétés du Québec devraient pouvoir profiter de l'essor économique britannique pour vendre leurs produits et services.

Les liens institutionnels seront renforcés dans le domaine du développement technologique. En étroite collaboration avec le CRIQ et le MICST, le MAIICC compte organiser des activités dans les secteurs de l'aérospatiale, de l'équipement minier, de l'emballage et, en concertation avec la DGQL, poursuivre le développement d'actions de coopération visant la mise sur pied de cercles technologiques.

La DGQL diffusera des informations sur les marchés et les expositions au bénéfice du milieu culturel québécois. Une collaboration étroite avec le British Council favorisera l'échange d'acheteurs, de diffuseurs de spectacles et de responsables culturels.

Le ministère accordera son soutien au programme d'échange de moniteurs de langue entre la Grande-Bretagne et le Québec, et il cherchera à faire connaître la réalité du Québec auprès des décideurs en privilégiant la dimension socio-économique, des relations avec le gouvernement britannique via le Foreign and Commonwealth Office, et à promouvoir les études québécoises auprès de l'Association irlandaise des études canadiennes et la British Association for Canadian Studies.

- Pays Nordiques

Le Bureau du Québec à Stockholm entend concentrer ses efforts sur les investissements étrangers au Québec, sur les alliances stratégiques entre firmes québécoises et nordiques et sur le développement industriel avec l'aide du Bureau des investissements étrangers du CRIQ et d'OPTECH.

Les produits de la forêt et des technologies de l'information seront privilégiés pour le développement industriel, et ceux de l'aérospatiale, de l'industrie pharmaceutique et des produits chimiques s'ajouteront pour la recherche d'investissements. Le BQS participera aux activités organisées par les équipes commerciales des ambassades en pays nordiques; il continuera à visiter les foires techniques dans les domaines d'intérêt et développera de nouveaux contacts avec les organismes régionaux d'aide aux entreprises. Le BQS privilégiera les visites industrielles comme moyen d'inciter les entreprises à faire affaires au Québec.

Le BQS consacrera une attention particulière aux travaux de l'Association nordique des études canadiennes. Également, il verra à renforcer les relations entre la CREPUQ et l'Université de Lund; des efforts seront déployés pour créer une collaboration entre la Faculté de foresterie de l'Université Laval et l'Université forestière de Joensuu en Finlande.

DIRECTION EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (DECO)

Bilan 1993-1994

L'Europe de l'Est traverse une période difficile sur le plan économique. Les ajustements en cours dans toute la région ont provoqué une rapide dégradation des indicateurs économiques: montée du chômage et de l'inflation accompagnée d'une baisse importante de la production industrielle.

Les analystes prévoient un retour progressif à la croissance économique pour la plupart des pays de la zone vers le milieu de la décennie, une fois passée la période la plus difficile de l'ajustement structurel.

Certains pays d'Europe centrale et orientale connaissent actuellement un début de reprise. Ainsi, la Pologne a même enregistré l'an dernier un taux de croissance réel de 5 %, soit le

taux le plus élevé d'Europe; la République tchèque, la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie ont connu pour leur part une hausse de 0,5 à 1 % de leur PIB, laissant présager des hausses plus rapides dans l'avenir. S'opère aussi une intégration commerciale plus poussée avec le reste des pays européens, que ce soit avec l'Union européenne (U.E.) ou à l'intérieur d'autres espaces régionaux. La Pologne et la Hongrie sont liées par des traités d'association avec l'Union européenne (U.E.) et les préférences tarifaires prévues sont déjà en vigueur.

Les difficultés actuelles ne doivent pas faire perdre de vue le potentiel de la région. La population d'Europe centrale et orientale s'élève à quelque 430 millions de personnes bien formées et instruites. Les infrastructures, bien que déficientes, sont néanmoins celles de régions développées. L'évolution d'ensemble laisse voir que trois pays sont résolument engagés dans le processus de transformation structurelle (Hongrie, Pologne, République tchèque).

C'est dire tout l'intérêt que le Québec doit porter à cette région du monde. Il y va d'abord de ses intérêts économiques. L'enjeu potentiel en termes d'exportations est important. Les économies de l'Est, longtemps fermées aux échanges avec l'Ouest, s'y procurent maintenant de plus en plus de biens, et notamment les équipements dont elles ont besoin pour moderniser leurs industries. Ainsi, les exportations du Québec vers la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Roumanie enregistrent depuis deux ans de très fortes hausses, palliant progressivement les baisses enregistrées ailleurs.

Ces pays offrent aussi des opportunités intéressantes en termes de coopération institutionnelle. La mise en place des institutions nécessaires au fonctionnement d'une économie de marché permet, via la coopération technique, de diffuser l'expertise du Québec en matière de développement social, de gestion ou d'environnement.

Le Québec a une grande visibilité dans cette région du monde. Des ententes internationales à caractère économique ont été signées avec la plupart des pays d'Europe centrale et orientale (Hongrie, Pologne, République tchèque, Russie, Roumanie). Des visites de très haut niveau et des missions ministérielles sont mises à contribution pour développer les relations avec ces pays. L'ex-ministre délégué aux Affaires francophones, M. Guy Rivard, a dirigé une mission officielle en Estonie, Ukraine et en Roumanie, du 6 au 20 mai 1993; l'ex-sous-ministre aux Affaires internationales et actuel sous-ministre à l'Industrie, au Commerce, à la Science et à la Technologie, M. Renaud Caron, a été en mission officielle en Pologne et en République tchèque du 26 novembre au 11 décembre 1993. À cette occasion, il a notamment rencontré le sous-secrétaire d'État aux Relations économiques internationales de Pologne, le maire de Varsovie et le président de la Banque polonaise de développement, et il a eu des entretiens avec les sous-ministres tchèques des Transports et de l'Industrie et du Commerce, ainsi qu'avec le maire de Prague.

En septembre 1993, le Québec a reçu le secrétaire d'État roumain aux Finances et les maires de Prague et de Varsovie. En octobre, il accueillait de Hongrie le secrétaire d'État aux affaires politiques du ministère des Relations économiques internationales, M. Laszlo Bogar, et le secrétaire d'État à la Prévoyance sociale.

Des projets de coopération institutionnelle d'envergure avec la Hongrie, la République tchèque et la Pologne dans les secteurs des finances et de la gestion de la santé permettent de faire connaître dans ces pays certains aspects de la réalité socio-économique du Québec. Le gouvernement du Québec participe, entre autres projets, à la création de coopératives en Hongrie, en Pologne et en Russie, à la création d'un système financier en Roumanie et en Hongrie, ainsi qu'à la mise en place d'un système de santé en Hongrie et d'un système cadastral en Russie.

L'action de la DECO vise à rendre disponibles aux entreprises des informations sur les sources de fonds permettant de structurer et de financer des projets. Les différents programmes du Bureau fédéral d'assistance à l'Europe centrale et de l'Est jouent un rôle crucial dans la mise sur pied de projets complexes. Pour des projets encore plus importants, l'accessibilité aux fonds de la Banque mondiale, de la BERD et de la Communauté

Européenne apparaît fondamentale. La DECO effectue donc un suivi constant de l'évolution des programmes gérés par ces institutions et en informe les entreprises. Une mission à la BERD a été réalisée du 18 au 24 mars 1994 afin de permettre à cinq intervenants québécois qui poursuivent des projets de découvrir les possibilités de financement qu'offre cette institution.

Par ailleurs, la présence d'un réseau de Chambres de commerce et d'associations de communautés culturelles facilite l'action des entreprises; c'est pourquoi le MAIICC participe à leur financement et collabore étroitement à la réalisation de leurs activités.

Le Québec a posé aussi un certain nombre de gestes visant à assurer un rayonnement culturel dans ces pays: expositions, coopérations institutionnelles diverses, notamment dans les domaines de la danse et de la musique contemporaine.

Finalement, pendant l'année 1993-1994, la Direction Europe centrale et orientale a traité 38 dossiers APEX dont 19 furent approuvés. De plus, la DECO a accueilli 4 missions d'acheteurs étrangers.

Orientations 1994-1995

Les priorités d'action seront d'abord commerciales (les actions à caractère commercial représentent 70% des budgets de la DECO). La Direction verra ensuite à favoriser des transferts de technologie ou des investissements vers les pays d'Europe centrale et orientale, dans la mesure où des retombées significatives sont prévues pour le Québec. Les pays prioritaires seront la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne et, dans une moindre mesure, la Russie et la Roumanie.

Dans les activités commerciales, la DECO misera entre autres sur les secteurs des télécommunications, de l'environnement, de la santé, de la construction et des équipements aéroportuaires. Il s'agit de secteurs où il existe une forte demande des pays d'Europe centrale et orientale et pour lesquels le Québec dispose d'une offre concurrentielle. La DECO continuera à appuyer les efforts des associations commerciales québécoises qui ont une antenne en Europe centrale et orientale, notamment à Prague.

Afin de faciliter la pénétration de ces marchés, la DECO visera aussi à faciliter les partenariats et les alliances stratégiques entre des entreprises québécoises et des entreprises des pays prioritaires. Elle soutiendra de même des projets de coopération dans les secteurs financiers, de la gestion de la santé et de l'enseignement supérieur.

Sur les plans de la culture, de l'enseignement et de la formation, les efforts de la DECO se concentreront surtout en Hongrie, en Pologne, dans les Républiques tchèque et slovaque, sans négliger la Roumanie. La DECO tentera d'augmenter les échanges de chercheurs et encouragera la réalisation de stages d'étudiants et d'enseignants au niveau du doctorat dans les universités et les entreprises. Le MAIICC se propose ainsi de faire connaître les produits culturels du Québec, de soutenir l'activité des centres d'études québécoises et de favoriser le développement d'échanges mutuellement profitables, surtout dans le domaine musical.

Les projets de coopération avec la Turquie, mis de l'avant lors de la mission du ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, M. John Ciaccia, en novembre 1993, seront poursuivis, notamment dans les secteurs des télécommunications, de l'agro-alimentaire et de l'énergie. Le secrétaire turc du Commerce extérieur sera reçu au Québec, à l'invitation du ministre Ciaccia, afin de consolider les dossiers susceptibles de favoriser le développement de relations soutenues.

L'UNION EUROPÉENNE

Bilan 1993-1994

De par l'histoire et la géographie, le Québec est très certainement la région du Canada qui entretient les relations les plus suivies avec l'Union européenne et certains de ses États membres. Cette réalité se traduit au niveau des échanges économiques; mais elle se vérifie aussi en termes d'échanges scientifiques et technologiques, de coopération entre institutions dans un grand nombre de secteurs et d'échanges individuels multiformes. Le gouvernement du Québec contribue au dynamisme des relations de plusieurs façons, tout en veillant à ce que ses intérêts soient promus de manière appropriée auprès des instances de l'Union. Les perspectives pour le développement des relations avec les institutions européennes sont d'autant plus encourageantes que l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht, en novembre 1993, conduit celles-ci à s'intéresser davantage aux échanges dans des secteurs comme l'éducation et la culture où le Québec travaille depuis longtemps avec de nombreux partenaires européens. La mission de l'ex-ministre de l'Éducation et actuelle ministre de la Santé et des Services sociaux, Mme Lucienne Robillard, en décembre 1993, s'inscrit dans cette perspective.

Les assises économiques des relations entre l'Union et le Québec ont connu un net regain de vitalité en 1993-1994. Après une assez longue période de stagnation, les exportations québécoises vers les Douze ont connu une croissance de l'ordre de 12% en 1993, même si le déficit commercial du Québec avec l'Union demeure préoccupant. L'aluminium, les avions et moteurs d'avion avec pièces, le cuivre et les produits forestiers constituent les principales exportations québécoises; la part des produits à haute valeur ajoutée s'accroît dans le montant total des exportations. La conclusion des négociations de l'Uruguay Round en décembre 1993 devrait favoriser cette tendance. Les investissements directs de part et d'autre sont importants. L'implantation de plusieurs entreprises québécoises dans l'Union, comme Bombardier, Power Corporation et bien d'autres, favorisent les échanges de manière significative. Le recours à du matériel ferroviaire québécois pour la mise en route du lien tunnelier trans-Manche illustre bien le renforcement des liens économiques.

Le développement des échanges commerciaux se heurte cependant à des obstacles et à des litiges suscités par l'application de la politique commerciale de la Commission européenne. Dans des secteurs comme les produits forestiers et la viande chevaline, le gouvernement du Québec a été amené à intervenir pour la défense de ses intérêts commerciaux, en étroite concertation avec le gouvernement du Canada. Si la plupart des litiges entre l'Union et le Québec sont abordés au GATT, certains problèmes, comme la question du nématode du pin, font l'objet de démarches bilatérales.

Le MAIICC est aussi intervenu, tout au long de l'année, pour s'assurer que la perception qu'ont les intervenants de l'Union des politiques québécoises, qu'il s'agisse des pratiques en matière de gestion forestière ou des relations avec les communautés autochtones, soit aussi conforme que possible à la réalité. Cette action a été particulièrement importante auprès du parlement européen.

La visite officielle au Québec du président du Parlement européen, M. Egon Klepsch, et la mission du président de l'Assemblée nationale auprès du même Parlement en juillet 1993, témoignent de l'établissement de relations entre les deux assemblées, susceptibles d'engendrer des retombées significatives de part et d'autre.

Le Québec est un participant actif aux mécanismes de coopération créés en vertu de l'Accord-cadre de coopération Canada-Union européenne de 1976. Ainsi, le Québec a-t-il pris part à la rencontre du sous-comité de coopération générale Canada-Commission européenne et à plusieurs séances de groupes de travail oeuvrant dans des secteurs comme la coopération industrielle ou les mines et métaux. Le Québec est intervenu au cours de la même période en vue de faire valoir ses intérêts dans le cadre de la négociation d'un Accord de coopération en matière de science et de technologie entre le Canada et l'Union; la

préparation d'autres projets d'accord canado-européens, comme dans le secteur des normes, a aussi fait l'objet de démarches de la part du MAIICC auprès des instances concernées.

Orientations 1994-1995

Le Québec porte plus d'attention à la négociation des accords en science et technologie Canada-U.E., car sa coopération scientifique et technologique avec l'Union se développe de manière encourageante. Ainsi, les projets de démonstration et les études sur les utilisations de l'hydrogène dans le domaine des transports se poursuivront dans le cadre de la deuxième phase du projet Euro-Québec Hydro-Hydrogène (1993-1997), qui implique la participation d'une soixantaine d'entreprises et d'institutions de recherche européennes et québécoises. L'année 1994-1995 verra, par ailleurs, le début de la réalisation de projets de recherche en télédétection entre l'Institut d'applications de télédétection du Centre commun de recherche de l'Union et un consortium regroupant des chercheurs de trois établissements universitaires québécois. Bénéficiant d'un appui de 40 000 \$ du FCAR et du MAIICC, ces projets porteront surtout sur les systèmes d'information agricole, la cartographie des écosystèmes forestiers et herbacés et l'étude des signatures dans le domaine du radar.

Un programme d'évaluation des impacts technologiques, juridiques et éthiques de l'utilisation de la carte à microprocesseurs dans le domaine de la santé sera poursuivi en 1994-1995. Ce programme est en cours de réalisation, à partir d'expériences réalisées au Québec, en France et en Belgique, avec l'appui de la Commission européenne et du gouvernement québécois.

Des initiatives conjointes de la commission et du gouvernement québécois en matière de veille technologique, d'études nordiques, de technologie de l'information, de sciences neurologiques, ainsi que plusieurs autres projets encore au stade du développement seront à l'étude au cours de la prochaine année. La signature éventuelle d'un accord Canada-Union européenne en matière de science et de technologie donnera lieu à des initiatives de la part du Québec en vue de dégager les voies de coopération prioritaire entre les deux parties, en tenant compte des orientations du Québec et des priorités du IV^e Programme-cadre de recherche et de développement de l'U.E.

Dans ce contexte, il y a tout lieu de saluer la création à l'Université de Montréal d'une Chaire Jean Monnet dont l'inauguration aura lieu en avril 1994. La création de cette institution, une première à l'extérieur de l'U.E., a été rendue possible grâce à un appui pluriannuel de la Commission européenne auquel le gouvernement du Québec s'est associé. La Chaire aura pour mandat de favoriser au Québec l'enseignement et la recherche sur les réalités européennes.

DIRECTION GÉNÉRALE FRANCE

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par la direction du ministère, élaborer et proposer une stratégie de relations avec la France et établir la programmation des activités qui en découle et visant à contribuer au rayonnement du Québec ainsi qu'à son développement politique, économique, commercial, culturel et social; gérer la mise en oeuvre de ces activités en collaboration avec les partenaires concernés et en évaluer les résultats et la pertinence.

AFFAIRES POLITIQUES

Bilan 1993-1994

Sur le plan politique, le Québec continue de profiter en France d'un accueil particulier et de relations directes. La visite officielle du premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, les 1^{er} et 2 février 1994, l'a démontré. Le chef du gouvernement québécois a pu avoir un dialogue privilégié avec les hautes autorités françaises : le président, M. François Mitterrand; le premier ministre, M. Edouard Balladur; le ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé; le ministre de l'Industrie, des Postes, des Télécommunications et du Commerce extérieur, M. Gérard Longuet. Sur le plan des contenus, les principaux interlocuteurs de la France et du Québec sont convenus de continuer de développer des partenariats dans des domaines prometteurs : économie, science et technologie, culture, langue et communications. Un projet franco-québécois d'autoroute de l'information a fait l'objet de discussions. Au cours du passage du premier ministre du Québec en France, un accord entre les sociétés Gaz de France et Noverco a été signé.

Une dizaine de visites de part et d'autre ont permis de resserrer les liens entre les autorités politiques. Celles-ci représentent, grâce aux partenariats, coopérations et ententes, des outils indispensables pour le développement des relations entre la France et le Québec.

Du côté québécois, l'ex-ministre des Communications, M. Lawrence Cannon (14-19 avril 1993), l'ex-ministre des Transports, M. Sam Elkas (22-23 avril 1993), l'ex-ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et actuel ministre délégué aux Transports et responsable de la Voirie, M. Gaston Blackburn (26-28 septembre 1993), le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre délégué aux Affaires régionales, M. Yvon Picotte (27-29 septembre 1993), l'ex-vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon (10-12 octobre 1993), le ministre du Revenu, M. André Vallerand (9-14 novembre 1993), la ministre de la Santé et des Services sociaux, Mme Lucienne Robillard (4-9 décembre 1993) et le ministre des Finances, M. André Bourbeau (4-8 février 1994) ont effectué des visites en France au cours du dernier exercice financier.

Pour sa part, le Québec recevait le ministre français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. François Fillon (21 mai 1993), la ministre de la Jeunesse et des Sports, Mme Michèle Alliot-Marie (28-29 juin 1993), le ministre délégué responsable des relations avec l'Assemblée nationale, M. Pascal Clément (29 juillet-1^{er} août 1993); le ministre de la Culture et de la Francophonie, M. Jacques Toubon (9-10 septembre 1993), le ministre de la Communication, M. Alain Carignon (12-13 septembre 1993) et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, M. Michel Giraud (21-24 septembre 1993). D'autres personnalités françaises ont également effectué des visites au Québec au cours du dernier exercice financier: le président du Groupe d'amitié France-Québec au Sénat, M. Jacques Haebert, en compagnie de cinq autres sénateurs (13-20 septembre 1993); le vice-président de l'Assemblée nationale et président du Groupe interparlementaire franco-

québécois, M. Pierre-André Wiltzer, en compagnie de cinq collègues membres du Groupe d'amitié (27-29 septembre 1993); l'ex-premier ministre, M. Michel Rocard (21-23 août 1993); l'ex-ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, M. Bernard Kouchner (1-4 juin 1993).

Enfin, au cours du dernier exercice financier, le consul général de France à Montréal, M. Jean-Pierre Beauchataud, a quitté pour occuper un poste en administration centrale à Paris. Il sera remplacé par M. Gérard Leroux, qui jusqu'à tout récemment, était consul général de France à la Nouvelle-Orléans. Notons enfin que le 20 décembre 1993, l'ambassadeur de France au Canada, M. Alfred Siefert-Gaillardin, rencontrait l'ex-premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et le premier ministre, M. Daniel Johnson, à l'occasion d'une mission d'information.

Orientations 1994-1995

Au cours du prochain exercice financier, la Direction générale France et la Délégation générale du Québec à Paris donneront des suites concrètes à la visite officielle du premier ministre en France. Une attention particulière sera donc portée au développement de partenariats dans les secteurs stratégiques de l'économie, de la science et de la technologie, de la culture, de la langue et des communications. Parallèlement, la DGF et la DGQP verront à consolider et à étendre l'accès dont le Québec dispose auprès de ses interlocuteurs français.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Bilan 1993-1994

Les rapports économiques Québec/France se situent dans un environnement orienté vers une intégration de plus en plus poussée, l'ALENA, d'une part, l'Union européenne, d'autre part. Les réalités économiques continentales continuent donc de s'imposer comme le paradigme économique principal des gouvernements, de part et d'autre de l'Atlantique. Malgré cela, l'évolution des rapports économiques entre le Québec et la France est globalement positive et on peut penser que l'Union économique et monétaire offre des perspectives intéressantes au Québec. Toutefois la récession a durement touché la France qui voit son taux de chômage monter à un niveau jamais atteint au cours des dernières années (plus de 12%).

L'action de la DAEF s'est réalisée à partir des cinq paramètres suivants :

- Dialogue économique intergouvernemental

Le dialogue bilatéral avec les divers ministères à vocation économique du gouvernement français a été poursuivi, tant sur le plan macro-économique que par le pilotage de dossiers spécifiques prioritaires pour le Québec.

- Politique régionale

La promotion des intérêts économiques du Québec en France se fait en partie via un dialogue avec certaines régions prioritaires sur le plan économique (région Rhône-Alpes, région Ile-de-France, région Midi-Pyrénées). Un plan d'action économique visant à accroître les partenariats technologiques et industriels entre les entreprises de la région Rhône-Alpes et les entreprises québécoises a été proposé au conseil régional Rhône-Alpes.

- Évaluation

Des efforts nouveaux ont été consacrés à l'évaluation des programmes et activités réalisées en France, de façon à s'assurer que la portée de ces actions soit réelle.

- Études, analyses et développement d'expertise

Le développement accru de la capacité d'analyse et d'étude stratégique de la DAEF et du Service économique de la DGQP est devenu prioritaire.

- Rayonnement économique

Le rayonnement économique en France a été également l'une des priorités au cours des dernières années, avec comme objectif spécifique la prospection d'investissements et la promotion de l'image économique du Québec.

Les secteurs stratégiques et prioritaires de la DAEF sont les technologies de l'information, l'environnement, le spatial, l'audiovisuel, le transport aéronautique et terrestre, l'industrie pharmaceutique et la biotechnologie, les plastiques et matériaux, l'habitat et la filière "bois" et le bioalimentaire.

Dans l'ensemble de ces secteurs, l'action de la DAEF et des services économiques de la DGQP vise à développer des partenariats industriels, attirer des investissements et promouvoir les exportations à forte valeur ajoutée.

Divers moyens sont à la disposition de la DAEF pour réaliser ces objectifs et, parmi ceux-ci, il y a lieu de mentionner la participation à des salons ou expositions, le programme de coopération industrielle ACTIM/MAI, le programme franco-québécois de soutien au développement économique (SDE), les programmes APEX et ACHETEURS ÉTRANGERS, l'organisation de missions, l'organisation de séminaires et des efforts de prospection en matière d'investissement.

Près de 300 entreprises québécoises ont bénéficié des services de la DAEF et de la DGQP.

Dans le cadre du programme ACTIM/MAI, 72 missions d'accords industriels ont été organisées en 1993. Les principaux secteurs sont l'environnement, les technologies de l'information, l'agro-alimentaire, l'aéronautique et les équipements industriels.

Quant au programme à frais partagés de Soutien au Développement économique (SDE), 38 missions ont été réalisées dans le sens Québec/France et 19 dans le sens France/Québec. Ces missions, ayant pour but l'identification de partenaires ou la prospection de technologies, ont concerné essentiellement les secteurs de l'environnement, des technologies de pointe, de la gestion de la qualité, de la transformation du bois et de l'agro-alimentaire.

Dans le cadre du programme APEX, du 1^{er} avril 1993 au 15 mars 1994, 75 demandes d'aide financière ont été reçues, dont 52 autorisées, 11 refusées et 12 encore à l'étude.

La DAEF a aussi organisé la participation d'industriels québécois à 6 événements majeurs en France, en collaboration avec le Service économique de la DGQP: le Salon des Technologies du futur (SITEF), le Salon IT Forum (Informatique), le Salon international Le Bourget, Bio-Expo, Pollutec, les Journées européennes des composites et Bâtimat.

Elle a, de plus, organisé une mission avec les chefs maîtres d'entreprises visant à sensibiliser les représentants de 17 sociétés québécoises à l'implantation du processus de qualité totale, une mission sur la mode dans le but de poser un diagnostic sur la conformité des produits québécois avec les tendances européennes et un séminaire franco-québécois sur la commercialisation du logiciel en France réunissant plus de 50 participants, en collaboration avec le Centre de promotion du logiciel québécois.

Orientations 1994-1995

Au cours du prochain exercice financier, l'action sera orientée vers les investissements par la mise en place du plan stratégique développé par le BIÉ, le développement industriel par des accords de partenariats et des maillages, le commerce international en visant un accroissement du nombre de nouvelles entreprises exportatrices et une augmentation de la valeur des exportations des entreprises performantes pour des produits à forte valeur ajoutée et, le développement technologique par la mise en place d'un programme franco-qubécois axé sur la création d'un réseau de veille technologique et l'établissement de partenariats pour des projets conjoints de R&D. Compte tenu des bons résultats obtenus en matière de tourisme et du potentiel qu'offre le marché français, une concentration et un accroissement des efforts seront faits sur ce marché.

Pour l'ensemble des secteurs prioritaires, la DAEF et la DGQP continueront de consacrer des efforts importants pour développer la capacité d'analyse stratégique, accroître la fonction "conseil" aux entreprises, augmenter la concertation avec les ministères, organismes et entreprises, continuer d'associer les organismes sectoriels et régionaux aux stratégies et aux actions menées et évaluer les résultats.

L'action de la DGF et de la DGQP sera centrée, en matière économique, sur les nouvelles PME exportatrices et le soutien aux entreprises performantes à l'exportation. Des ressources humaines et financières seront consacrées au développement des marchés et à la recherche de partenaires et de technologies.

L'action de la Direction, en collaboration étroite avec le service économique de la DGQP, comporte également un soutien à l'établissement de partenariats économiques majeurs entre grandes entreprises de part et d'autre. En participant au réseau d'information, en assistant à des rencontres régulières d'organismes ou d'associations industrielles actives dans certains secteurs-clés et en offrant aux grandes entreprises québécoises un relais pour certains dossiers qui requièrent une intervention gouvernementale de haut niveau, la DAEF joue un rôle pour accroître le nombre et la qualité de ces partenariats majeurs. L'essentiel des efforts sous ce rapport se font dans le secteur des services financiers, du transport terrestre, de l'aérospatiale, de l'énergie, des grands travaux, de la pharmacie et des technologies de l'information.

AFFAIRES SCIENTIFIQUES, TECHNOLOGIQUES, CULTURELLES ET SOCIALES

Bilan 1993-1994

Les relations franco-qubécoises en matière scientifique, technologique, culturelle et sociale sont importantes et la réorientation engagée vers des secteurs prioritaires pour les deux parties s'est poursuivie en 1993-1994. Cette réorientation s'est concrétisée notamment par une approche axée sur la recherche d'alliances entre partenaires de l'administration publique, des milieux de la recherche et de l'industrie. Les activités ont été réalisées prioritairement dans le domaine des sciences et technologie (près de 60 %), et dans celui des communications, de la langue et de la culture (près de 30 %). Les autres secteurs d'intervention ont été la formation et l'adaptation des ressources humaines de même que les questions sociales, les services publics et le développement régional. Enfin, les deux parties ont maintenu leur soutien aux Associations Québec-France et France-Québec et au Centre de coopération interuniversitaire franco-qubécoise. Entre 200 et 250 projets ont été mis en oeuvre en fonction des priorités définies par les deux parties.

En matière de recherche, les programmes en cours se sont poursuivis, permettant la mise en oeuvre d'une centaine de projets intégrant l'avancement des sciences, la formation des jeunes chercheurs et la diffusion de la culture scientifique. Ils portaient sur des thèmes prioritaires

tels: biotechnologies, écosystèmes et environnement, agro-alimentaire et recherche médicale. Ils ont donné lieu à des innovations scientifiques et technologiques, des publications dans les revues scientifiques, des coéditions scientifiques et des transferts technologiques. Ils ont par ailleurs contribué à la formation avancée (niveau maîtrise, doctorat, post-doctorat) d'une centaine de jeunes chercheurs québécois en France et d'autant de jeunes chercheurs français au Québec.

Les activités de recherche appliquée réalisées dans le cadre du programme "Enseignements technologiques supérieurs" et centrées sur les besoins des PME dans les régions ont notamment porté sur l'automatisation de la production, la protection de l'environnement et le développement de nouveaux matériaux. Elles auront pour la plupart une application à court terme dans les entreprises associées aux projets (exemples: conservation des produits de boulangerie sous atmosphère contrôlée, développement et validation de concepts et outils en matière de génie automatique).

En développement technologique, les activités ont été axées essentiellement sur la recherche et le développement en agriculture, environnement, forêt et énergie. Ces actions visent à permettre au Québec d'accroître ses compétences scientifiques et technologiques. En 1993-94, elles ont porté notamment sur l'eau et les déchets dangereux, la recherche animale, l'hygiène alimentaire, la phytotechnie, le génie agricole, les écosystèmes forestiers, l'efficacité énergétique, l'aéronautique et la gestion de la qualité.

Dans le domaine des communications, les activités ont été concentrées dans les secteurs des industries audiovisuelles et des technologies de l'information. Le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et l'ex-ministère des Communications du Québec ont poursuivi, avec leurs partenaires français, les efforts engagés avec les milieux télévisuels des deux communautés (milieux industriels et de la finance) dans le but d'accroître la production conjointe d'oeuvres francophones et la diffusion des produits sur l'autre territoire. Quant au secteur des technologies de l'information, les partenaires français et québécois des milieux de l'administration publique, de la recherche et de l'industrie se sont associés afin de favoriser les maillages d'affaires, les transferts de technologies et les partenariats industriels par la mise en oeuvre de projets concrets, en particulier en matière de génie logiciel, de géomatique et de promotion du français.

En ce qui a trait à la langue française, outre les activités reliées au développement des industries de la langue qui se sont développées dans le cadre des technologies de l'information, la coopération s'est poursuivie en matière de terminologie et de néologie, favorisant une meilleure harmonisation des terminologies nouvelles. Les deux parties ont par ailleurs maintenu leur soutien aux revues scientifiques Médecine-Sciences et Revue des Sciences de l'eau.

Les échanges en matière culturelle ont été prioritairement axés sur le développement des industries de la culture. Rencontres de producteurs, rencontres industrielles dans le cadre de manifestations telles Cinars et Radio-Activités, présence dans les Salons du livre en France et invitation à des producteurs et acheteurs français lors de grandes manifestations culturelles au Québec ont été les principales activités réalisées au profit des industries québécoises. Les efforts de diffusion de la culture québécoise en France ont aussi été maintenus par la participation d'artistes québécois aux grands festivals se déroulant en France, l'organisation d'exposition d'artistes québécois dans le domaine des arts visuels et l'attribution de prix littéraires.

Au chapitre des ressources humaines, outre les stages de jeunes chercheurs réalisés dans le cadre des projets de recherche conjoints favorisant la formation avancée, des expériences-pilotes associant des partenaires de l'administration publique, des milieux de formation et de l'entreprise ont été conduites portant sur des questions tel l'accès à l'emploi des personnes déqualifiées, peu ou pas qualifiées, le partenariat État-entreprises pour la formation et le développement des ressources humaines en entreprises. Des activités de coopération ont aussi été réalisées en matière d'éducation, permettant aux deux partenaires d'échanger leurs expériences et d'acquérir de nouvelles connaissances.

Les questions sociales ont continué à faire l'objet d'un courant d'échanges portant sur des questions d'actualité en matière de santé, de droits des femmes et de justice. Les thèmes suivants ont été retenus: la maîtrise des coûts de la santé, la lutte contre le handicap, la prévention du sida, la drogue, l'intégration des immigrants, la condition féminine, la sécurité routière.

Enfin, grâce à l'action des Associations Québec-France et France-Québec, plusieurs centaines de personnes ont pu traverser l'Atlantique dans le cadre d'échanges de jeunes, de pactes d'amitié entre associations françaises et québécoises ou de voyages de tourisme rendus possibles grâce aux capacités d'accueil de ces organismes. De son côté, le Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise a poursuivi ses activités au profit des échanges universitaires et organisé des colloques portant sur la coopération franco-québécoise ou les études québécoises.

Orientations 1994-1995

Les relations scientifiques, technologiques, culturelles et sociales du Québec avec la France auront comme objectifs principaux le développement de partenariats et de synergies, la maximisation des retombées et le rayonnement. En matière de coopération, l'effort de concentration des moyens dans des projets de plus grande envergure, de ciblage sur les grandes priorités communes et d'ouverture à de nouveaux partenaires européens et américains sera poursuivi.

- Science et technologie

En matière de science et technologie, une réflexion franco-québécoise a conduit à une restructuration de la coopération qui commencera à se mettre en place en 1994. Un seul programme de recherche-développement remplacera progressivement (sur trois ans) tous les programmes existants en la matière. Ce programme s'articulera autour d'un certain nombre de secteurs à l'intérieur desquels seront définis des thèmes d'intérêt commun permettant la réalisation de projets conjoints. Les projets retenus, certains axés sur la recherche, d'autres sur le développement technologique et la valorisation industrielle, devront permettre la constitution de réseaux de recherche. Le programme sera donc ouvert à toutes les clientèles concernées (universités, centres de recherche, entreprises, laboratoires des ministères). Les secteurs retenus pour les deux prochaines années sont l'environnement, la ville, le bioalimentaire, la forêt, la santé et recherche médicale et les technologies de l'information.

- Culture, communications

Un comité de liaison franco-québécois sur les industries culturelles sera créé. Composé de représentants de la profession, il aura pour mandat le développement des marchés des industries culturelles francophones, le renforcement de la position concurrentielle de ces industries sur les marchés internationaux, la création et la consolidation d'alliances stratégiques entre les intervenants français et québécois, l'anticipation des impacts des nouvelles technologies et l'innovation en matière culturelle pour créer des besoins nouveaux et des nouveaux produits. Ce comité commencera ses travaux par le secteur du disque et du spectacle. Les travaux du groupe ad hoc sur les industries audiovisuelles se poursuivront par ailleurs.

Les activités de promotion et de diffusion de la culture québécoise en France et éventuellement en Europe et dans le monde francophone seront maintenues de même que celles visant à faire du français un outil moderne de développement au sein du monde francophone.

- **Ressources humaines**

Les expériences-pilotes visant une adaptation rapide de la main-d'oeuvre aux besoins nouveaux de la société, liés en particulier aux transformations économiques et technologiques, se poursuivront avec les partenaires français et québécois des milieux de la formation et de l'entreprise.

- **Associations et organismes franco-québécois**

Le soutien aux organismes et associations qui jouent un rôle actif et complémentaire à celui du MAIICC pour le rayonnement du Québec en France et le développement des relations franco-québécoises sera maintenu.

DIRECTION GÉNÉRALE ASIE ET OCÉANIE

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par le ministère, la Direction générale Asie et Océanie a pour mandat d'élaborer et de proposer une stratégie de relations avec les pays de l'Asie et de l'Océanie, d'établir la programmation des activités qui en découlent (lesquelles devront contribuer au rayonnement du Québec ainsi qu'à son développement commercial, culturel, économique, politique et social), de gérer ces activités en collaboration avec les partenaires concernés et d'en évaluer les résultats et la pertinence.

La Direction générale Asie et Océanie comprend la Direction de l'Asie de l'Est et de l'Océanie ainsi que la Direction de l'Asie du Sud et du Sud-Est, dont les mandats respectifs sont en lien direct avec le mandat de la Direction générale, pour les pays qui les concernent.

Bilan 1993-1994

Dans la continuité des axes de développement déjà amorcés par le passé, deux principes généraux d'action ont guidé les interventions de la Direction générale Asie et Océanie au cours de l'exercice 1993-1994 :

- une concentration maximale des efforts et des ressources vers quelques pays prioritaires qui offrent dans l'immédiat des perspectives de développement et qui représentent à court et moyen termes des enjeux d'importance pour le Québec: le Japon, la Corée, Taïwan, Hong Kong, et Chine en Asie de l'Est, les pays de l'ANASE et le Viêt-nam en Asie du Sud-Est.
- une approche intégrée de l'action gouvernementale, institutionnelle et privée dans les différents champs d'intérêts du Québec dans chacun des pays de cette région, prioritairement dans les domaines commercial, industriel, scientifique et technologique, ainsi qu'en matière d'immigration, de tourisme, d'enseignement et de formation.

Le type d'interventions menées a varié selon les territoires dans ce grand espace géopolitique complexe et très différencié. Il a fallu composer avec les problèmes inhérents aux différences culturelles et linguistiques et avec le handicap que la présence québécoise en Asie soit relativement récente. Ces facteurs ont confirmé la nécessité d'adopter une stratégie de concentration des efforts dans des filières d'intérêt commun et de prioriser, de façon interreliée le développement économique, la coopération scientifique et le développement technologique, et le développement des ressources humaines, dans chacun des pays prioritaires.

Dans les pays industrialisés de l'Asie de l'Est, les activités ont essentiellement visé la mise sur pied de projets où se conjuguent capitaux, technologie, expertise et partage de retombées, tandis que dans les pays en voie d'industrialisation, le développement de liens de coopération économique et institutionnelle a surtout été recherché au bénéfice mutuel des entreprises et institutions des deux parties.

Dans l'ensemble, les actions ont été conçues comme des instruments de rayonnement et de développement économique pour le Québec.

Conformément aux objectifs qui avaient été annoncés pour 1993-1994, le ministère et sa Direction générale Asie et Océanie ont essentiellement travaillé à :

- développer une meilleure analyse des grands enjeux du continent asiatique reliés aux ensembles régionaux, aux flux commerciaux et financiers, et diffuser après traitement l'information ainsi recueillie;

- développer une coopération accrue avec les pays qui partagent des intérêts géopolitiques, économiques et socioculturels avec le Québec comme le Viêt-nam, la Chine, le Japon, la Corée et Singapour, notamment dans les domaines scientifique, technologique et institutionnel;
- poursuivre l'identification des décideurs et personnes influentes là où le Québec a des représentations et augmenter la diffusion de documents d'information en chinois, coréen et japonais;
- continuer d'informer les entreprises québécoises des occasions d'affaires, d'identifier de nouveaux exportateurs ayant les capacités d'aller en Asie, et d'assurer un support suivi aux entreprises ayant un réel potentiel;
- adopter une démarche pro-active dans le domaine de la culture et des communications, en appuyant les efforts de prospection du CINARS;
- accroître la coopération scientifique et technologique avec certains pays-cibles, avec le concours des entreprises, universités et centres de recherche du Québec;
- favoriser le perfectionnement de Québécois en Asie dans les secteurs stratégiques, de même que les études sur les principaux partenaires de cette région;
- profiter des tribunes disponibles pour y déléguer des conférenciers québécois et profiter des expositions majeures pour mieux faire connaître le potentiel économique et touristique du Québec;
- développer une concertation accrue entre les partenaires gouvernementaux au Québec et les organismes et institutions fédérales. Àuprès de l'ACDI, la Direction générale a tenté d'obtenir de nouveaux mandats de gestion de projets, semblable à celui qu'elle détient en Thaïlande;
- poursuivre des efforts de prospection d'investissements avec la collaboration du Bureau des investissements étrangers en vue particulièrement de renforcer les grappes industrielles et assurer une présence continue auprès des investisseurs déjà présents au Québec.

Pour l'exercice 1993-1994, 21 missions de groupe ont été réalisées en territoire asiatique (impliquant 143 participants) et 118 missions ont été accueillies en provenance d'Asie. 194 demandes ont été reçues par la Direction générale Asie et Océanie dans le cadre du programme APEX, dont 181 sont qualifiées d'actives, c'est-à-dire en cours de réalisation ou terminées. En outre 20 demandes ont été acceptées dans le cadre du programme d'accueil d'acheteurs étrangers.

Le ministère a continué à développer son action en Asie en s'appuyant principalement sur ses Délégations à Tokyo et à Hong Kong ainsi que sur ses bureaux à Singapour et à Séoul. La représentation de la Chambre de commerce du Québec à Taipei, résultant d'un partenariat actif avec le ministère, aura également permis d'accentuer le rythme des interventions à Taïwan. La DGAO a, par ailleurs, procédé à la réévaluation de son approche en ce qui a trait au marché indien en regard des résultats obtenus au cours des années précédentes et des véritables occasions d'affaires susceptibles de se présenter aux entreprises québécoises.

La concertation et la collaboration avec les principaux ministères à vocation économique tels que le MICST, l'ex-ministère des Forêts et l'ex-ministère de l'Énergie et des Ressources, et des organismes parapublics (SGF et Hydro-Québec), se sont poursuivies et même intensifiées.

- Commerce international

Une mission a été réalisée au Hubei et au Sichuan, en Chine, en juillet 1993, par le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles,

M. John Ciaccia, afin de promouvoir les produits et services québécois dans le secteur de l'énergie. À la suite de cette mission, GE Canada a obtenu un contrat de 180 millions \$ avec une société de développement hydroélectrique du Sichuan.

Une mission ministérielle a également été réalisée en février 1994 par le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science de la Technologie, monsieur Gérald Tremblay, au Japon, en Corée, en Malaisie, à Singapour, et en Chine. Plusieurs interventions en faveur de dossiers actifs d'investissements, de transferts de technologie et de promotion commerciale ont pu être réalisées auprès de sociétés ayant démontré de l'intérêt pour le Québec, principalement dans les secteurs prioritaires.

Les interventions du ministre du MICST en Malaisie sur les principaux projets poursuivis par de grandes entreprises du Québec dans les secteurs du transport urbain, de la production et du transport de l'énergie électrique, du matériel aéronautique et électronique pour la défense, auront réellement permis de mieux positionner les propositions québécoises. La valeur de ces projets réalisables sur une période de 6 mois à 2 ans atteint plusieurs centaines de millions de dollars. Le ministre a aussi visité le Salon Asian Aerospace à Singapour, où les compagnies québécoises, des plus grandes (Bombardier, Pratt et Whitney, Bell Hélicoptères) aux plus petites, étaient fortement représentées. Le ministre y a renouvelé des contacts auprès du Economic Development Board et en a établi de nouveaux dans le secteur privé singapourien, lequel souhaite s'associer à des chefs de file québécois en vue de la réalisation de projets dans les pays voisins en phase de démarrage économique.

Le Québec a également été présent à Asia Telecom, en mai 1993, événement prestigieux organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT) aux 4 ans et couru par tous les pays d'Asie. Le bureau du Québec à Singapour y aura partagé un kiosque avec 3 entreprises québécoises qui sont depuis actives dans la région. Cette participation a donné lieu à deux suivis prometteurs, soit la mission malaisienne des télécommunications de l'été 1993, qui a consacré les liens d'ABL Canada avec Edaran Positif de Malaisie, et la préparation d'une soumission auprès de Telekom Malaysia pour la fourniture de matériel destiné au réseau de télédiffusion d'une valeur de 10 millions \$ sur 3 ans.

Parmi les percées commerciales effectuées dans la région, il y a lieu de mentionner celle de G & A Imaging de Hull auprès du Department of Home Affairs de Singapour, qui a obtenu un contrat de fourniture de 1 million de cartes d'identité numérisées devant servir au contrôle des permis de travail. Il s'agit d'un nouveau contrat de 3 millions \$, le plus important remporté à ce jour par cette petite société de haute technologie, et qui illustre bien le niveau de raffinement des administrations singapouriennes.

Enfin, toujours sur ces territoires (Singapour, Malaisie), une mission commerciale dans le secteur aéroportuaire (matériel de radiographie des bagages), réalisée en novembre dernier, devrait générer de premiers résultats en 1994.

L'événement majeur pour le Canada en Corée du Sud, au cours de cet exercice, fut la confirmation de la vente de deux nouveaux réacteurs "Candu 6" devant générer pour le Canada plus de 1,5 milliard \$ d'activités pendant la période de construction qui se poursuivra jusqu'en 1999; en principe, le Québec devrait récolter le tiers de ce montant en ventes de services, d'équipements et de fournitures connexes pour l'ensemble des quatre réacteurs vendus à ce jour (et dont la construction du deuxième est pour l'instant en parachèvement). Afin de pouvoir participer pleinement aux retombées économiques de cette percée majeure, le MAIICC a travaillé à initier une collaboration scientifique en énergie nucléaire, de façon à préparer le terrain à de nouvelles entreprises québécoises prêtes à oeuvrer dans ce créneau industriel de très haute technologie.

En Corée toujours, au cours d'une mission sous-ministérielle à l'occasion de l'exposition universelle de Taejon 93 à l'automne dernier, l'ex-sous-ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et actuel sous-ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, M. Renaud Caron, a

fait la promotion du Québec comme site d'investissements privilégié en Amérique du Nord.

En Thaïlande, des entreprises québécoises ont obtenu d'importants contrats, soit la vente de 20 hélicoptères générant un peu plus de 100 millions \$, de même que la vente d'un système de téléphonie rurale qui rapportera plus de 40 \$ millions à la partie québécoise.

La présence d'une antenne d'appui stratégique en Indonésie aura permis d'accroître la visibilité du Québec, d'appuyer la stratégie d'intervention et d'accélérer la conclusion de ventes et de partenariats d'affaires dans les secteurs des technologies de l'information et de la forêt, lesquels constituent les axes prioritaires d'intervention.

La deuxième rencontre du groupe de travail Québec/Viêt-nam s'est déroulée à l'été 1993 à Québec, sous la co-présidence de l'ex-sous-ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et actuel sous-ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, M. Renaud Caron. Ce groupe de travail a été mis sur pied dans le suivi de l'Entente de coopération Québec/Viêt-nam (signée en 1992) pour établir les modalités et priorités de collaboration, notamment dans le domaine financier. Deux missions au Viêt-nam ont permis de poursuivre des négociations amorcées à la réunion du groupe de travail. Ces missions furent surtout concentrées dans les secteurs suivants: énergie, technologies de l'information, services financiers, transport et communication.

- Développement industriel

Au cours de la mission précitée, une étape décisive a été franchie dans la concrétisation d'une alliance stratégique avec une importante société coréenne en électronique. Des perspectives encourageantes existent également quant à l'éventualité d'investissements coréens dans le secteur des pâtes et papiers, grâce aux démarches ministérielles entamées ainsi qu'à celles de la représentation du Québec à Séoul.

Cinq missions de développement industriel au Japon avec des entreprises de technologie de pointe ont conduit à une augmentation des exportations sur ces territoires ainsi qu'à des accords industriels impliquant des transferts de technologies.

D'autre part, une mission a été réalisée, en collaboration avec le ministère des Forêts, en Thaïlande, en Malaisie et à Singapour. Trois possibilités d'alliances ont pu être identifiées pour les producteurs de pâtes et papiers, de même que deux possibilités de contrats pour la construction et l'augmentation de la capacité de production d'usines de papier. Cette mission aura également permis d'amorcer une présence québécoise dans le secteur de l'environnement en Thaïlande, notamment dans les sous-secteurs des systèmes de purification d'air et de traitement des eaux usées.

Le ministère a aussi appuyé un projet de l'IIFGA (Institut international de formation en gestion de l'aéronautique, établi à Montréal) visant le parrainage d'un groupe d'administrateurs de l'aviation civile des pays de l'ASEAN au salon Asian Aerospace/Asian Airports. Ce projet avait pour but de faire connaître à ces décideurs les petites entreprises du Québec qui participaient au même événement.

Au Japon, la Délégation générale de Tokyo a poursuivi ses efforts de prospection et de promotion, notamment dans les secteurs des logiciels, des nouveaux matériaux et des produits pharmaceutiques, où des projets concrets pourraient être annoncés à moyen terme. Elle a aussi continué activement à la réalisation et aux suivis des diverses activités du MICST, de la CUM et d'autres organismes québécois.

La Délégation de Hong Kong a organisé des séminaires de promotion industrielle à Hong Kong, à Taipei et à Séoul, en collaboration avec les services d'immigration du Québec.

Cette opération a permis de positionner favorablement le Québec auprès d'une centaine d'immigrants-investisseurs.

Au Québec, des efforts soutenus ont été réalisés afin de stimuler des échanges de toute nature avec le continent asiatique, notamment par des séminaires et activités de sensibilisation. À titre d'exemple, des séminaires sur Taïwan (qui ont permis plus de 80 rencontres entre entreprises des 2 pays), sur la Corée du Sud (en collaboration avec le Centre d'études asiatiques de l'UQAM), de même que des ateliers et des conférences sur les possibilités d'exportations en Asie, (en collaboration avec divers partenaires, dont la Fondation Asie-Pacifique), en plus d'activités spéciales organisées par le MAIICC pour rejoindre ses clientèles (comme l'événement Export-Action), auront permis de rejoindre des centaines d'interlocuteurs et de les préparer au défi asiatique.

Parmi les 120 missions asiatiques accueillies au Québec en 1993-1994, principalement dans les secteurs du commerce international et du développement industriel, 32% provenaient de la Chine, 15% de l'Indonésie, 10% du Japon, 10% de la Corée du Sud et 10% de Taïwan, le reste se répartissant entre les Philippines, le Viêt-nam, la Malaisie, la Thaïlande, Hong Kong, l'Inde, le Sri Lanka et l'Australie.

Les secteurs visés par ces missions étaient en fonction des besoins spécifiques des différents pays: pâtes et papiers, matériaux de construction, environnement, technologies de l'information, énergie, mines, géomatique, biotechnologies, aéronautique, agriculture, finances/fiscalité/comptabilité, chemins de fer, aciers spéciaux, culture, sciences marines, etc. Ils représentent autant d'occasions d'affaires pour les entreprises québécoises.

Parmi les missions au Québec, 5 missions chinoises sont de première importance : celle du vice-premier ministre exécutif Zhu Rongji, celle du vice-gouverneur du Sichuan, celle de la ministre du Commerce extérieur et de la vice-ministre de l'Éducation, qui a d'ailleurs profité de son séjour pour renouveler l'Entente avec le Québec en matière d'éducation, et enfin, celle du vice-gouverneur du Hubei, M. Li, qui est venu à l'automne dans le cadre d'une mission centrée sur le secteur des télécommunications. Ces 5 missions de haut niveau ont permis de positionner les entreprises québécoises face à leurs concurrents internationaux.

À la demande de divers organismes chinois, le Québec a accueilli de nombreuses Délégations de diverses régions, notamment la mission de la Commission nationale de la réforme économique dans le domaine de la santé, la mission du Guangdong en taxation et vérification, et la mission d'étude sur la fonction publique par un groupe de Shanghai.

De nombreuses missions d'acheteurs dans les secteurs de l'informatique (Singapour), des plastiques (Malaisie), des technologies de transformation du bois (Malaisie), de la sécurité (Singapour) et des produits alimentaires (Malaisie) sont également à signaler.

En plus de la Délégation vietnamienne venue à l'occasion de la réunion du groupe de travail, cinq missions ont aussi été accueillies, dont une mission du bureau du premier ministre et une mission du ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie.

- Développement touristique

En conformité avec les orientations et les priorités retenues, c'est vers le Japon que les efforts de promotion ont essentiellement porté, plus spécifiquement auprès de professionnels du domaine touristique et des médias spécialisés. Environ 43 000 visiteurs japonais sont venus au Québec en 1993, un niveau comparable à celui des années antérieures.

- Développement scientifique et technologique

Les territoires prioritaires sont le Japon et la Corée.

Le Québec a accueilli 8 professeurs chercheurs japonais des universités d'Osaka et de Kyoto, en mai 1993. Ils représentaient les divers instituts, facultés et départements de ces deux établissements dans les 4 domaines où des coopérations sont à établir de façon structurée et à long terme: biotechnologies, technologies de l'information, environnement et matériaux nouveaux. Ils ont rencontré près de 200 professeurs-chercheurs du Québec oeuvrant dans 7 établissements universitaires.

Déjà en 1992, 6 chercheurs japonais des universités de Kyoto et d'Osaka avaient effectué une semblable mission au Québec, laquelle avait entraîné la formation d'un consortium des universités québécoises visant une coopération suivie au niveau de la recherche scientifique avec le Japon. Ce consortium était présidé dès l'origine par la CREPUQ. Un résultat tangible des échanges qui se sont tenus depuis a été la conclusion, cette année, d'une entente-cadre de collaboration entre l'Université de Kyoto et la CREPUQ au nom de tous les établissements universitaires du Québec. L'Université d'Osaka a signifié son accord de principe à une entente similaire.

Trois missions scientifiques ont eu lieu en Corée du Sud dont deux en collaboration avec l'Institut de génie énergétique de l'École Polytechnique, et une troisième élargie aux entreprises manufacturières. L'énergie est de loin le secteur le plus prometteur pour le Québec dans cette région d'Asie, et par voie d'alliance avec la Corée, également pour d'autres pays dont notamment la Chine. Les deux autres secteurs ayant fait l'objet d'une attention particulière ont été le secteur des pâtes et papiers et le secteur des technologies de pointe.

Les relations avec la Chine en matière de science et technologie ont pris un essor marqué. Grâce aux contacts avec les responsables de ces dossiers à l'Ambassade de Chine à Ottawa, le Québec a pu accueillir des représentants de la Commission d'État pour la science et la technologie à Beijing, et des partenaires responsables à Shanghai. Une entente de collaboration a été signée avec la Commission à la science et à la technologie de Shanghai, et un projet d'Entente a été déposé à la Commission nationale.

- Enseignement et formation

Les démarches entreprises ont permis au gouvernement du Québec de conclure une entente en matière d'enseignement supérieur avec la Commission d'État à l'éducation de Chine. Cette entente prévoit l'échange de courte durée d'un certain nombre de boursiers et de stagiaires, de même que l'octroi de cent bourses d'exemption de frais majorés de scolarité pour étudiants étrangers. L'entente fournit aussi un cadre général aux échanges universitaires entre professeurs et chercheurs, de même que des possibilités d'échanges dans le domaine des études chinoises et québécoises. L'entente prévoit également privilégier les échanges dans certaines régions cibles et dans les domaines prioritaires respectifs.

La Direction générale Asie et Océanie a facilité des contacts entre les Bourses de Shanghai et de Montréal, de sorte que deux spécialistes de la Bourse de Shanghai ont pu réaliser des stages de courte durée au Québec.

D'autres projets ont aussi été menés à bien avec la Chine, notamment le développement d'un programme de gestionnaires de projets hydroélectriques (en collaboration avec la Faculté des Sciences de l'Université McGill et les responsables du programme entre facultés de gestion canadiennes et chinoises) et l'accueil d'un stagiaire de Radio-Beijing.

Par ailleurs, le ministère continue à collaborer avec la CREPUQ pour l'élaboration d'un plan d'action concernant la présence d'étudiants asiatiques dans les universités du Québec.

Le Centre de recherche sur la Francophonie de l'Université nationale de Séoul et l'UQAM ont réalisé un premier colloque international à Montréal en mars 1994. Cet événement est le fruit d'une collaboration qui a débuté il y a deux ans à peine.

Un accord est survenu avec l'Association des études canadiennes au Japon pour accueillir durant les prochaines années des conférenciers québécois dans les domaines des sciences économiques et des sciences politiques.

Le MAIICC a agi à titre d'agence d'exécution canadienne dans le cadre du projet de développement des petites et moyennes entreprises en Thaïlande, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Ce projet vise essentiellement à former le personnel thaïlandais désigné par le ministère de l'Industrie pour la mise sur pied d'une agence régionale de services-conseils et de financement à la PME que le gouvernement thaïlandais a décidé d'implanter à Khon Kaen, dans le nord-est du pays. Le projet en est maintenant à sa quatrième année et toutes les infrastructures physiques et administratives ainsi que les ressources humaines sont en place pour la prochaine phase du projet qui priorisera la formation du personnel thaïlandais. Ce projet doit, en principe, se terminer en janvier 1995, mais des discussions sont en cours avec l'ACDI en vue de reporter d'une année la fin du projet.

- Culture

La Direction générale a poursuivi une collaboration avec les dirigeants de CINARS afin d'inciter les décideurs asiatiques des arts de la scène à acheter des produits culturels québécois. Une augmentation sensible des contrats dans le domaine des arts est à signaler en Asie: troupes de théâtre, groupes de danse, peintres, lancements de films, traductions de livres, musique classique, concerts et spectacles à grand déploiement.

Dans le secteur des industries culturelles au Japon, dix diffuseurs et décideurs québécois des arts de la scène et des festivals ont participé au premier World Arts Festival Summit à Tokyo.

La Direction générale Asie et Océanie a associé davantage des événements culturels québécois aux activités de rayonnement et de relations d'affaires en Asie. Ainsi, plusieurs personnalités locales ont été invitées à assister aux représentations d'artistes québécois de passage.

- Rayonnement

Les représentations ont poursuivi leur travail d'identification des personnes clés et ont orienté leurs interventions vers ces décideurs. Outre les rencontres, une certaine permanence à ces relations est assurée par l'envoi régulier du "Magazine Québec International" et par l'envoi du bulletin "Québec Update" à Tokyo et à Hong Kong. La Délégation de Hong Kong a diffusé, sur une base semestrielle, une version chinoise de cette publication.

La Direction générale a également élargi la diffusion du "Profil du Québec" en la rendant disponible en langue coréenne à l'occasion de l'Expo de Taejon (10 000 copies). Trois documents audiovisuels de quinze minutes ont en outre été réalisés cette année par une équipe de la télévision de Séoul. Ces reportages spéciaux sur la vie à Montréal s'inscrivaient dans le cadre de l'émission "Les grandes villes du monde". Un journaliste du Korea Times a aussi visité le Québec au printemps dernier.

Le ministère a participé à la mise sur pied du magazine Saïgon Echo, une publication bimensuelle éditée en français et distribuée dans les pays membres de la Francophonie. Le ministère a aussi participé, en collaboration avec l'ENAP, à la rédaction de la loi sur la fonction publique vietnamienne.

Dans le cadre de la promotion du Québec en Chine, un premier numéro d'information sur les relations Québec/Chine, à l'intention du réseau de contacts en Chine, a été publié en mandarin par le Centre d'études sur le Québec de l'Université des études internationales de Shanghai.

L'envoi de livres québécois aux centres d'études québécoises de Chine et de Corée s'est poursuivi.

C'est avec le Viêt-nam et la Chine que les relations intergouvernementales et institutionnelles se sont le plus intensifiées. En plus des missions chinoises de haut niveau mentionnées, l'accueil de l'ambassadeur du Bureau économique et culturel de Taipei (Taïwan), la visite de l'ambassadeur du Canada à Manille, la prise de poste de l'ambassadeur des Philippines à Ottawa, la rencontre du nouveau Consul général de Corée, et l'accueil du ministre des Télécommunications et du Transport de Taïwan sont à signaler.

Au plan multilatéral, la DGAO a surtout concentré ses efforts auprès de la Banque Asiatique de développement (BAsD) sise à Manille, aux Philippines. Un certain nombre de projets cadrant dans les axes prioritaires d'intervention du Québec ont été identifiés et suivis, et l'information privilégiée recueillie a été retransmise aux entreprises québécoises susceptibles de soumissionner sur ces différents projets.

Orientations 1994-1995

- Une approche intégrée versus approche ponctuelle

L'ampleur du territoire et les ressources restreintes incitent à une approche ciblée sur un nombre limité de secteurs et de pays.

- Des secteurs dominants

Trois secteurs sont qualifiés de dominants dans les relations d'affaires avec l'Asie. Ce sont la filière bois/forêts, la filière énergie et celle des technologies de l'information. Un plan d'action (activités et ressources) a été élaboré en étroite collaboration avec les partenaires ministériels concernés.

- Une approche territoriale ciblée

Un pays est retenu comme cible s'il offre des possibilités dans plus d'un secteur dominant, s'il présente un intérêt stratégique en lui-même ou à l'égard d'un territoire tiers considéré important, ou s'il offre un potentiel d'investissements au Québec. Les pays-cibles retenus sont notamment la Chine (avec Hong Kong et Taïwan), la Corée du Sud, l'Indonésie, le Japon, Singapour, la Malaisie, ainsi que le Viêt-nam (entente gouvernementale de coopération dans certains secteurs).

D'autres pays ne seront traités que par leur incidence sur les secteurs dominants ou les pays-cibles, ou encore, parce qu'ils offrent accessoirement des possibilités de complémentarité dans le développement des secteurs importants des pays-cibles.

- Une couverture territoriale efficace

Dans la perspective d'une couverture la plus efficace possible du territoire asiatique, une évaluation en profondeur des services des représentations du Québec sur le territoire sera effectuée.

- Une intensification des liens avec les institutions de financement international et avec les stratégies et programmes québécois et canadiens

Une approche beaucoup plus concertée et organisée à l'égard des IFI et autres organismes de financement international (tout particulièrement la Banque Asiatique de développement (BAsD) est envisagée, étant donné qu'ils jouent un rôle de premier plan dans la réalisation de projets en Asie.

La Direction générale s'efforcera donc de connaître les orientations et les programmes de ces organismes et de les inscrire dans les stratégies sectorielles et régionales de manière à en tirer le maximum de bénéfices pour les entreprises québécoises.

Seront pris en compte dans cette démarche, les programmes et orientations des organismes publics québécois (SDI, SGF, Caisse de dépôt et de placement) et canadiens (SEE, ACDI, CCC).

- Une intensification de nos services à la clientèle

Dans la perspective de meilleurs services à la clientèle, la DGAO procédera de manière encore plus systématique à l'identification des intervenants québécois capables d'une action soutenue en Asie, et ce, de manière prioritaire dans les secteurs dominants. Tous les moyens pertinents à une meilleure sensibilisation, formation, information et assistance technique et financière à ces clientèles seront utilisés en batterie pour maximiser les retombées au Québec d'un plus grand volume d'affaires en Asie.

DIRECTION GÉNÉRALE AFRIQUE, MOYEN-ORIENT, AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités approuvées par la direction du ministère, élaborer et proposer une stratégie de relations avec les pays d'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Amérique latine et des Antilles, établir la programmation des activités qui en découlent de manière à ce qu'elles contribuent au rayonnement du Québec ainsi qu'à son développement commercial, culturel, économique, politique et social; gérer la mise en oeuvre de ces activités en collaboration avec les partenaires concernés et en évaluer les résultats et la pertinence.

DIRECTION AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Bilan 1993-1994

La Direction Afrique et Moyen-Orient a consacré l'essentiel de ses activités à la promotion des exportations de biens et services québécois ainsi qu'à la coopération au développement. Parallèlement, elle a maintenu et développé des relations étroites et suivies avec les autorités et les représentants des pays prioritaires de son territoire.

En matière commerciale, la Direction a accordé son soutien à plus de 140 entreprises québécoises désireuses de pénétrer le marché de l'Afrique et du Moyen-Orient. Ce soutien s'est concrétisé d'une part, en organisant des missions de prospection et de promotion auxquelles ont participé quelque soixante (60) entreprises ou organismes et, d'autre part, en faisant bénéficier quelque quatre-vingt (80) entreprises des différentes mesures d'aide accordées en vertu des programmes APEX et Acheteurs étrangers.

Des efforts particuliers ont été faits pour tenter de positionner rapidement les entreprises québécoises sur l'important marché de l'Afrique australe, et plus particulièrement sur celui de l'Afrique du Sud. En effet, suite à l'appel lancé le 24 septembre par le président de l'ANC, monsieur Nelson Mandela, le Québec, à l'instar du Canada, a décidé de lever les sanctions imposées à l'Afrique du Sud depuis 1986. Peu de temps après cette décision, soit le 19 octobre, l'ex-vice-première ministre du Québec, Mme Lise Bacon, a effectué une mission en Afrique du Sud afin de renouer les contacts politiques avec le gouvernement de ce pays et de développer des liens aussi bien avec les dirigeants de l'ANC qu'avec les représentants des milieux d'affaires.

Cette première mission ministérielle a été suivie rapidement d'une importante mission commerciale dirigée par le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles M. John Ciaccia. Cette mission, à laquelle ont participé du 14 au 24 février 25 représentants d'entreprises et d'organismes québécois, s'est rendue en Afrique du Sud, au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire, où se trouve le siège de la Banque africaine de développement. À la suite de cette récente mission, bon nombre d'entreprises et organismes, qui y ont participé et qui représentaient des secteurs d'un intérêt stratégique pour le développement économique du Québec (électricité, mines, génie-conseil, transport et télécommunications, construction, formation et gestion, santé, principalement), connaissent des retombées concrètes. Certains pourraient ainsi conclure avec des partenaires de l'un ou de l'autre des pays des accords de distribution indispensables à l'accroissement des exportations, décider de s'impliquer dans des projets de co-entreprises, ou encore obtenir des contrats pour la réalisation de projets financés notamment par la BAD.

Par ailleurs, la Direction a pris l'initiative d'organiser quatre autres missions commerciales qui se sont déroulées respectivement en Afrique du Nord (Maroc et Tunisie), en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte d'Ivoire et Bénin) et au Moyen-Orient (Arabie saoudite, Syrie, Jordanie, Liban, Egypte, Émirats arabes unis et Koweït).

La mission en Afrique du Nord, organisée conjointement avec le ministère des Affaires extérieures du Canada, s'est déroulée du 20 au 27 novembre; elle comprenait 8 entreprises du secteur de l'environnement. Certaines de ces entreprises ont identifié des possibilités de contrats auxquels elles pourraient avoir accès en répondant à des appels d'offre internationale, alors que certaines autres ont depuis lors entrepris des démarches en vue d'établir des alliances avec des partenaires locaux.

Quant à la mission en Afrique de l'Ouest, elle s'est déroulée du 27 novembre au 10 décembre et comprenait 8 entreprises représentant les secteurs de l'énergie, du transport, des télécommunications, de la gestion ainsi que de l'administration. Cette mission a permis de positionner avantageusement ces entreprises pour l'obtention de contrats faisant l'objet d'un financement international et visant des projets reliés aux infrastructures routières, à l'environnement, aux télécommunications, au développement de PME/PMI ainsi qu'à la fourniture de matériel scolaire.

En outre, la Direction a organisé deux missions au Moyen-Orient. Une première, qui a été réalisée en novembre 1993 et qui regroupait 10 entreprises du secteur médical, a permis d'identifier des ventes potentielles de l'ordre de 4,5 millions \$ susceptibles de se concrétiser à très court terme. Une deuxième, qui s'est déroulée en janvier 1994, avec le concours du Conseil de commerce canado-arabe, a permis aux 10 entreprises participantes d'établir des contacts en vue d'alliances avec des partenaires locaux pour la réalisation de projets dans les secteurs, notamment de la construction, de l'énergie, des télécommunications et du génie-conseil.

Ces activités de promotion commerciale ont été complétées par certaines autres activités visant à faire connaître et à faire valoir l'expertise québécoise auprès des organismes de financement internationaux, dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. C'est dans cette perspective que la Direction a organisé, en avril 1993, le programme de visite au Québec de deux représentants de la Banque mondiale chargés de projets dans le secteur de la santé et qu'elle a invité, en septembre 1993, des représentants de différentes associations professionnelles et sectorielles à participer à une mission de promotion de l'expertise québécoise auprès des responsables de la Banque mondiale à Washington.

Convaincue de la nécessité de sensibiliser les intervenants québécois aux opportunités d'affaires que pourraient offrir certains pays d'Afrique, et notamment ceux de l'Afrique australe, la Direction a, par ailleurs, apporté son concours à l'organisation de séminaires, déjeuners ou conférences portant entre autres sur l'Afrique du Sud et Madagascar.

En matière de coopération au développement, la Direction a assuré la gestion de deux projets réalisés dans le cadre du programme "projets provinciaux" de l'ACDI. Le premier vise à résoudre les problèmes d'approvisionnement en eau de quelques villages de la région de Thiès, au Sénégal, alors que le second concerne le développement rural intégré de la Vallée Aïn Draham Tabarka, en Tunisie. La Direction a également poursuivi la gestion du projet "appui institutionnel et formation forestière au Rwanda", que l'ACDI avait confié en maîtrise d'oeuvre au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles et qui s'est terminé en août 1993.

En matière de relations intergouvernementales et institutionnelles, la Direction a poursuivi le processus de révision des ententes en matière de droits de scolarité qui lient le Québec à 28 pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Elle a également consacré une part non négligeable de ses ressources humaines au développement de relations avec les autorités et représentants des pays de son territoire. Certains ministres, dont celui de l'Industrie et de la Technologie industrielle de Maurice, de même que certains ambassadeurs ou consuls, dont ceux d'Afrique

du Sud, de l'Égypte, du Ghana, de Maurice, de la Swaziland et du Zimbabwe, ont effectué des visites officielles au Québec.

Orientations 1994-1995

Pour 1994-1995, la programmation de la Direction privilégiera les sous-ensembles ou régions de son territoire qui offrent le plus grand potentiel d'accroissement des échanges, et plus particulièrement des échanges à caractère économique.

L'essentiel des ressources humaines et financières de la Direction sera donc consacré à la réalisation d'activités reliées au développement des exportations de biens et services québécois en Afrique et au Proche-Orient.

En tenant compte d'une part, de la situation sociale, politique et économique prévisible dans les pays de ces différentes régions et d'autre part, des possibilités de financement qui peuvent exister dans ces pays pour l'achat de biens ou de services québécois, les pays de concentration de l'action du Québec seront, pour la prochaine année, les suivants: au Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran; au Proche-Orient, Israël et les Territoires occupés, le Liban et l'Égypte; en Afrique du Nord, le Maroc et la Tunisie; en Afrique subsaharienne, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Guinée; en Afrique australe, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et Madagascar.

Dans ces régions et pays, des efforts particuliers seront consacrés au développement de relations encore plus étroites, avec les gouvernements et les organismes de financement internationaux en vue de promouvoir le commerce international des biens et services québécois dans les secteurs prioritaires suivants: télécommunications et transport, énergie, mines et environnement, agro-alimentaire et habitat. Ces actions de représentation et de promotion seront menées, encore cette année, en étroite collaboration avec les ministères et organismes du gouvernement canadien, et plus particulièrement avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, à Ottawa, ainsi qu'avec les Ambassades et Consulats du Canada en Afrique et au Moyen-Orient.

Enfin, tout en mettant résolument l'accent sur des actions utiles à la promotion du commerce international du Québec, la programmation de la Direction prévoira d'autres activités visant d'une part à intensifier la coopération scientifique et technologique avec certains pays tels Israël et l'Afrique du Sud, et d'autre part à accroître la coopération en matière de culture, d'éducation et de santé avec les pays d'Afrique francophone.

DIRECTION AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Bilan 1993-1994

L'année 1993-1994 a vu un nombre croissant d'entreprises et d'institutions québécoises aborder le marché latino-américain. La signature et la mise en oeuvre de l'ALÉNA et la vigueur des ententes commerciales régionales, telles le Mercosur, le Groupe des Trois, le Pacte andin, ont permis à l'expertise québécoise de faire valoir son excellence et sa compétitivité.

C'est encore au Mexique, en Colombie, au Venezuela, au Brésil, au Chili et en Argentine que les efforts québécois ont été déployés et que les résultats sont les plus probants. Cuba demeure une destination importante des exportations québécoises et le Costa Rica a été inscrit comme un nouveau pays prioritaire.

C'est ainsi qu'au cours de l'année 1993, les ventes du Québec ont augmenté avec onze des treize pays d'Amérique du Sud. De fait, la croissance des exportations du Québec vers ces pays a été de 43 %. Au Mexique, spécifiquement, la croissance a été de 14,8 %.

Afin d'appuyer le plus efficacement possible les efforts des entreprises sur ce territoire, la programmation 1993-1994 a utilisé trois instruments majeurs : une douzaine de missions ministérielles et commerciales au Mexique, au Brésil, au Chili, en Argentine, au Venezuela, en Colombie et au Costa Rica qui ont permis d'appuyer efficacement une centaine d'entreprises dans leurs démarches pour percer ces marchés ou accroître leur part de ces mêmes marchés; la signature d'ententes de coopération en matière de justice et d'environnement avec le Venezuela, d'éducation et de commerce avec le Chili et de coopération industrielle et commerciale avec trois États mexicains; une utilisation plus large et mieux ciblée du programme APEX dont les demandes ont atteint le nombre de plus de 150 par rapport à une cinquantaine l'année précédente. Enfin, la mise en oeuvre du plan d'action Québec-Mexique a permis de préparer, à l'intention des entreprises québécoises, des documents d'information et de formation qui augmenteront et accéléreront leur capacité d'intervention sur les marchés de cette région.

Dans les autres domaines d'activités, la programmation 1993-1994 a privilégié la coopération technologique et scientifique, principalement avec le Mexique, la Colombie, le Venezuela et le Brésil. Cette coopération a réussi à soutenir efficacement les efforts québécois pour l'obtention de projets à caractère commercial dans des secteurs tels l'environnement, l'énergie, les télécommunications et la formation professionnelle.

Orientations 1994-1995

Les perspectives politiques et économiques qui se dessinent en Amérique latine pour 1994-1995 invitent le MAIICC à maintenir sa présence en Colombie, au Venezuela et au Mexique, à l'élargir au Brésil et au Chili, et à renforcer son action en Argentine, au Costa Rica et à Cuba.

De plus, les priorités de développement de ces pays rejoignent plusieurs secteurs d'activités où l'expertise québécoise est reconnue et concurrentielle. Ce sont les secteurs de l'énergie, des télécommunications, des transports, de l'environnement, de la santé, de la foresterie, de la géomatique, de l'agro-alimentaire et de la formation professionnelle.

Dans ce contexte, l'essentiel des ressources humaines et financières de la DALA sera affecté à la réalisation d'activités à caractère économique et commercial dans le cadre de programmes de soutien à la petite et moyenne entreprise québécoise qui a la capacité de pénétrer ces marchés. Des ressources significatives seront également affectées à des activités de coopération dans les domaines de la science et de la technologie, de l'éducation et de la culture, dans le cadre d'activités de réciprocité.

Une large part des ressources sera utilisée pour la préparation, la réalisation et le suivi de missions ministérielles et commerciales, pour l'organisation ou l'appui à des séminaires d'affaires et pour des échanges d'experts dans les secteurs prioritaires. Les programmes APEX et Acheteurs étrangers serviront également à appuyer les entreprises et les institutions québécoises dans leurs actions de démarrage ou de consolidation sur ces marchés.

DIRECTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS FRANCOPHONES ET MULTILATÉRALES

Fin 1993, la Direction générale comprenait deux directions et un bureau chargé des services communs. Suite au remaniement ministériel survenu le 10 janvier 1994, la Direction de la francophonie fut transférée au ministère de la Culture. Les informations qui suivent concernent donc la Direction des organisations et événements internationaux.

DIRECTION DES ORGANISATIONS ET ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX

Mandat

Le mandat de la Direction des organisations et événements internationaux est:

- a) de conduire l'action du gouvernement auprès des organisations internationales à vocation universelle et de favoriser la participation d'institutions québécoises aux activités de ces organisations, dans la mesure où elles sont susceptibles d'entraîner des retombées positives sur le développement économique, politique et socioculturel du Québec;
- b) d'accroître l'offre de biens et services québécois auprès des organisations internationales, en particulier auprès des principales institutions financières internationales;
- c) de promouvoir le recrutement et le détachement de Québécois auprès d'organisations internationales, notamment celles dont la vocation rejoint les objectifs prioritaires de la politique d'affaires internationales du Québec.
- d) d'élaborer et de mettre en oeuvre les stratégies d'intervention les plus à même de favoriser l'implantation, le développement et les activités d'organisations internationales tant gouvernementales (OIG) que non gouvernementales (OING) au Québec;
- e) de soutenir, après analyse et dans les limites de ses moyens, les initiatives de milieux québécois pouvant servir les intérêts québécois lors d'événements internationaux, et ce, dans un souci de rayonnement et de développement du Québec;
- f) d'appuyer l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) dans les efforts déployés en matière d'action humanitaire.

Bilan 1993-1994

Au cours de l'année, la Direction a poursuivi la mise en oeuvre de sa Politique à l'endroit des organisations internationales non gouvernementales (OING), notamment en administrant les accords déjà conclus avec plusieurs OING implantées au Québec et en procédant à la négociation et à la conclusion d'accords avec l'Institut mondial EDI (juin 93) et l'Union internationale de psychologie scientifique (août 93). Quant aux ententes avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et le Secrétariat du Fonds multilatéral pour la protection de la couche d'ozone, elles devraient être complétées sous peu et leur mise en vigueur devrait intervenir au début de l'exercice 94-95.

La Direction a poursuivi sa collaboration avec la Société du Centre de conférences internationales de Montréal (SCCIM) en participant au comité exécutif, au conseil d'administration, au comité de coordination et au comité de gestion du Fonds de développement international de Montréal (FDIM). C'est dans ce cadre qu'ont été complétés les efforts pour relocaliser le

siège social de l'OACI dans un immeuble qui sera édifié dans la Cité internationale de Montréal.

Un comité interministériel, mis sur pied en vue d'examiner les moyens de favoriser le placement et le détachement de ressources québécoises auprès des organisations internationales, a produit une politique de promotion de l'expertise québécoise, entérinée par le Conseil des ministres le 10 janvier 1994.

Le Québec fut représenté à la Conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et a participé à la Conférence annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT). Un Comité interministériel sur les affaires de l'OIT, de même qu'un Comité interministériel sur les affaires de l'UNESCO et de l'OCDE ont été mis en place afin de mieux coordonner l'action gouvernementale québécoise auprès de ces organisations internationales.

De concert avec le gouvernement du Canada et la Ville de Québec, la Direction, avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et le ministère des Ressources naturelles, a créé le comité d'organisation des manifestations qui souligneront le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), fondée à Québec en 1945. Un haut fonctionnaire, prêté par REXFOR, assure la coordination des sous-comités dans des locaux mis à sa disposition par la Ville de Québec.

La Direction a représenté le Québec auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations unies et veillé aux intérêts du Québec, notamment dans le cadre du traitement des questions autochtones.

De plus, la Direction recommande, coordonne et gère la participation gouvernementale aux événements internationaux se déroulant au Québec et à l'extérieur dans la mesure où ils sont susceptibles d'entraîner des retombées positives sur le développement économique, politique et socioculturel du Québec.

La coordination des relations du ministère avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) a permis d'assurer une plus grande complémentarité d'intérêts entre cette organisation et le ministère. La Direction a siégé sur le comité annuel de sélection des projets de l'AQOCI et maintenu l'octroi d'une subvention de 310 000 \$ grâce à laquelle plusieurs projets ont pu être réalisés. L'Afrique et l'Amérique latine sont les deux principaux territoires qui ont bénéficié des projets initiés par les organisations québécoises de coopération internationale.

La Direction a présidé le comité interministériel mis sur pied en vue d'examiner les résultats de la Conférence mondiale sur la population et le développement; la position québécoise fut transmise aux autorités canadiennes.

Elle a administré la participation québécoise à l'exposition universelle de Taejon, en Corée et contribué à la réalisation du Colloque Métropolis réunissant des représentants des grandes villes du monde à Montréal.

Elle a, de plus, soutenu la première rencontre hors Europe de l'Organisation Villes et Ports, tenue à Montréal, au cours de l'automne.

Le Colloque sur le développement durable de la forêt boréale et tempérée, également appuyé par la Direction, a réuni à Montréal plus de cinq cents experts.

La Direction a participé au financement du Colloque international des villes du patrimoine mondial tenu à Fès, au Maroc. Ce deuxième colloque a vu la naissance de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM) dont la Ville de Québec a obtenu le siège social et son maire, la présidence.

Le Programme relatif aux événements internationaux a été entièrement revu et actualisé.

Orientations 1994-1995

Les orientations de la Direction pour le prochain exercice financier sont ciblées et s'inscrivent sous les quatre programmes suivants: commerce international, investissements et développement industriel, affaires publiques et relations intergouvernementales.

Dans le domaine du commerce international (exportation de biens et services), la Direction entend diriger ses efforts à l'endroit de trois institutions financières majeures, la Banque mondiale (BM), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Fonds mondial pour l'environnement (FME). C'est dans le cadre de ce programme que sera également réalisée la politique de détachement/placement de personnes-ressources, principalement auprès de la BM, du PNUD, du FME et de l'OCDE.

Dans le cadre du programme d'investissements, la Direction administrera la politique d'accueil d'OIG et d'OING et assurera le suivi de gestion auprès de la SCCIM et du FDIM. Elle procédera, de plus, à l'analyse des résultats atteints depuis trois ans par le programme de soutien à l'implantation et au développement des organisations internationales à Montréal, tout en oeuvrant à l'implantation de deux nouvelles O.I. dans la région de Québec/capitale.

Au chapitre des affaires publiques, la Direction mettra en oeuvre la nouvelle politique relative aux événements internationaux et proposera un plan spécifique visant à bonifier l'image du Québec auprès de certaines O.I. telles la Commission des droits de l'homme de l'ONU, la Commission pour le développement durable et l'OIT. La Direction continuera à appuyer l'AQOCI.

Finalement, au chapitre des relations intergouvernementales (relations multilatérales), la Direction établira l'inventaire des traités, accords et autres protocoles internationaux à vocation multilatérale, en déterminera le degré d'adhésion du Québec et fera les recommandations pertinentes. C'est dans le cadre de ce programme que la Direction veillera à la défense et à la promotion des intérêts du Québec, principalement auprès de l'UNESCO, de l'OCDE, de l'OIT, de la Commission des droits de l'homme de l'ONU et de la Commission des Nations unies pour le développement durable.

BUREAU DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Mandat

Consolider et accroître l'apport des investisseurs étrangers au développement économique du Québec, en orientant, facilitant et coordonnant l'action du gouvernement envers ces derniers. Pour ce faire, le bureau élabore, propose et gère les stratégies et le plan d'action du gouvernement en matière de prospection et de promotion des investissements étrangers susceptibles de renforcer la structure économique du Québec, le tout en concertation et en coopération étroite avec les ministères et organismes concernés, les Directions du MAIICC ainsi que les représentations du Québec à l'étranger.

Bilan 1993-1994

Les principales réalisations du BIÉ en 1993-1994 sont les suivantes :

- réalisation par une firme de consultants d'une étude sur la compétitivité du Québec en matière d'attraction d'investissements et élaboration par la suite d'une stratégie d'action qui s'appuie sur les constats et les recommandations de l'étude;
- organisation d'une série de rencontres entre le ministre du MAIICC et les dirigeants de filiales étrangères établies au Québec : françaises, italiennes, britanniques, allemandes, suisses, autrichiennes, scandinaves, américaines et japonaises;
- rencontres individuelles systématiques avec les dirigeants de toutes les filiales étrangères établies au Québec (120 rencontres au cours de l'exercice), en concertation avec les ministères et organismes. Un exercice parallèle s'effectue dans le réseau auprès des sociétés mères;
- démarche de prospection ciblée dans les secteurs de la pharmaceutique et de la chimie au Benelux;
- offres personnalisées à des investisseurs potentiels (britanniques, allemands, américains, finlandais et japonais), en concertation avec les ministères et organismes concernés;
- organisation et appui aux efforts de prospection de la SGF en Europe (5 pays);
- dans le cadre du plan de relance du gouvernement, élaboration des mesures axées sur les alliances stratégiques, l'obtention de mandats mondiaux et l'encouragement à l'investissement étranger;
- établissement d'un réseau de contacts auprès des firmes-conseils oeuvrant sur les territoires étrangers en matière de prospection d'investissement et d'alliances stratégiques;
- mise sur pied d'un programme de formation en prospection d'investissement à l'intention des conseillers à l'étranger;
- coordination de la participation gouvernementale à la Table ronde organisée par The Economist du 28 février au 2 mars à Montréal;
- publication d'un premier numéro d'un bulletin sur l'investissement au Québec (Invest-Québec) en mars 1994;
- production d'un vidéo «*Imagine Québec*» illustrant le développement technologique au Québec qui servira d'instrument de promotion; et,

- contribution à la réalisation de projets d'investissements dont certains ont fait l'objet d'annonces lors du Symposium de Davos : Astra (133 millions \$), Ericsson (94 millions \$), et à la concrétisation d'autres projets qui commandent pour l'instant la confidentialité.

Orientations 1994-1995

Les orientations du Bureau des investissements étrangers s'établissent comme suit :

- Accorder une priorité au développement des activités des sociétés étrangères établies au Québec pouvant se traduire par des expansions ou l'obtention de mandats mondiaux ou continentaux.
- Développer une stratégie promotionnelle ciblée dans les secteurs et régions suivantes :
 - . secteur biopharmaceutique (États-Unis, Allemagne, Suisse, Royaume-Uni, France, Japon, pays nordiques);
 - . secteur des technologies de l'information (États-Unis, France, Allemagne, Pays-Bas, Japon);
 - . secteur des industries de l'environnement (Allemagne, pays nordiques, États-Unis).

Le bureau accordera aussi une attention particulière à d'autres occasions spécifiques d'investissement pouvant être identifiées en collaboration avec les ministères sectoriels, les Directions géographiques (et les représentations du Québec) dans les créneaux où le Québec possède une expertise technologique démontrée. Les projets reliés à la transformation de l'aluminium et du magnésium feront aussi l'objet de cette attention particulière. Enfin, dans la mesure où les ministères impliqués assumeront les engagements financiers nécessaires, le B.I.É. accordera aussi une attention particulière aux démarches de prospection dans le secteur des forêts et des mines.

Ces orientations s'articuleront dans les activités décrites ci-après :

- Développer un partenariat structuré avec les leaders d'entreprises québécoises qui réussissent sur la scène internationale.
- Consolider et développer la présence de filiales de sociétés étrangères déjà établies au Québec.
- Offrir aux investisseurs un accueil et une information personnalisée de grande qualité.
- Accroître la notoriété du Québec comme site d'investissement en menant des actions promotionnelles à l'étranger dans les secteurs cibles.
- Travailler de concert avec les divers ministères et organismes du gouvernement à bonifier le produit offert aux investisseurs (conditions locales) et à développer de nouveaux avantages corporatifs.
- Accroître les efforts de sensibilisation et de formation des diverses représentations du Québec à l'étranger auprès des investisseurs potentiels.
- Réaliser des études sur la possibilité d'implanter des centres de distribution (stratégie de logistique à valeur ajoutée), sur des secteurs cibles et sur les investissements étrangers (annuellement).

- Assurer la gestion des mesures du plan de relance liées aux investissements : alliances stratégiques, mandats mondiaux ou continentaux et mesures incitatives d'attraction de nouveaux investissements.

BUREAU DE PROMOTION DES EXPORTATIONS

Mandat

La Direction de la formation et de la gestion des programmes financiers (DFGPF) a été officiellement transformée en un Bureau de promotion des exportations (BPE) le 1^{er} mars 1994 lors de l'acceptation par le Conseil du trésor du Plan de relance gouvernemental pour le soutien de l'économie et la création d'emplois reliés à l'exportation.

Le BPE se voit assigner les anciennes responsabilités de la DFGPF:

- multiplier les activités de formation auprès des entreprises désirant internationaliser leurs activités;
- offrir des services-conseils techniques;
- gérer les différentes mesures d'assistance financière à l'exportation (APEX) et accroître le partenariat avec les différentes associations sectorielles ou régionales représentatives de la clientèle visée par le bureau;
- collecter des données touchant les exportateurs québécois et veiller à développer et à assurer la mise à jour des données, informations et connaissances nécessaires à l'accomplissement de son mandat et à celui des Directions bilatérales.

Les nouvelles responsabilités du BPE sont:

- devenir le principal service d'accueil pour tous les nouveaux exportateurs et toutes les entreprises désirant étendre leurs activités sur les marchés internationaux et ce, quel que soit leur secteur d'activités;
- développer une expertise en matière de financement international qui devra couvrir les politiques et pratiques des organismes étrangers et canadiens de façon à pouvoir conseiller adéquatement la clientèle.

Bilan 1993-1994

- Les activités de formation

En 1993-1994, la majorité des activités prévues ont été réalisées avec succès, en particulier celles qui se sont déroulées en région. Le volet formation du BPE se divise en deux catégories, les activités de courte durée et les cours.

Les activités de courte durée :

Les séminaires techniques récurrents ont tous eu lieu tels que programmés, sauf celui intitulé «Exposer à une foire commerciale» du mois de mars 1994 qui a été reporté en mai 1994. En outre, les séminaires «Préparer un voyage d'affaires», «Comment tirer le maximum d'un agent manufacturier» et «Le plan stratégique d'exportation» ont été présentés à plusieurs reprises à Montréal et à Québec, sans compter leur présentation dans le cadre du «Club des nouveaux exportateurs» dans plus de dix-sept (17) localités au Québec.

La formule du «Défi international» a pu être donnée avec succès dans plus de dix-neuf (19) villes du Québec grâce à l'effort de six organismes soit, les Corporations de développement économique régional, la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, le Centre de commerce mondial du Québec à Beauport, le Centre interna-

tional de recherche et de formation en gestion des grands projets, le Centre de commerce mondial de Montréal et l'Association des maisons de commerce extérieur du Québec.

Tel que prévu, le nouveau séminaire «L'accueil dans les relations internationales» a été, pour la première fois, présenté deux fois avec succès à Montréal et Québec.

«Rendez-vous Export» a été organisé à Rouyn-Noranda et Sept-Îles avec respectivement vingt-six et quinze participants alors que «Rendez-vous international», avec la collaboration de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, a rassemblé plus d'un millier de personnes.

Des séminaires géographiques portant sur le logiciel en France, en Californie et au Mexique ont été tenus à Montréal, ainsi qu'un autre traitant de l'assainissement des eaux en Belgique. De même, deux séminaires multisectoriels ont été réalisés sur les occasions d'affaires en Grande-Bretagne et à Madagascar.

La formule des petits déjeuners d'affaires a connu quelques problèmes à cause de la fusion de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et du Montréal Board of Trade. Quelques-uns ont pu être tenus avec la collaboration du Centre de commerce mondial de Montréal, comme celui qui a traité du marché américain de l'environnement. Les autres thèmes ont porté sur la Virginie, Hong Kong et l'Italie.

Export Action 1993 a eu lieu à Montréal et à Québec et a permis des entrevues individuelles avec 252 entreprises appartenant aux secteurs manufacturiers et services.

Finalement, au début de décembre 1993, l'activité «L'exportation à votre porte» a regroupé 842 personnes en provenance des PME québécoises et des maisons de commerce.

La participation aux séminaires et autres activités de courte durée en 1993-1994, a atteint 3 862 personnes en hausse de 38% par rapport à l'année 1992-1993 (2783).

Les cours

Les cours se sont déroulées surtout à Montréal. Le cours «L'importance du contexte culturel dans les négociations internationales» n'a cependant pu se donner. Le cours «Savoir exporter ses compétences» a été révisé pour tenir compte des remarques exprimées par les participants depuis son lancement en 1991.

En prévision d'une refonte, une enquête auprès des personnes qui ont suivi le cours «Introduction au commerce international» a été effectuée afin d'analyser les résultats atteints après formation.

La participation aux cours a chuté de 16% en 1993-1994, passant de 291 en 1992-1993 à 245 cette année. Cette baisse s'explique par le fait que le cours «L'importance du contexte culturel dans les négociations internationales» n'a pas été donné.

- La gestion des programmes financiers

APEX vise à partager le risque relié à la prospection de nouveaux marchés, en complémentarité avec les programmes offerts par le gouvernement fédéral et les autres ministères et organismes du Québec.

Dans ce cadre, le ministère partage avec les entreprises certains frais reliés aux missions de prospection, à la participation à des expositions à l'étranger, à l'obtention d'études de faisabilité, à l'adaptation du matériel promotionnel aux exigences du pays visé, à l'homologation de leurs produits ainsi qu'à la réalisation de projets qui se distinguent par leur ampleur, leur complexité et leur nouveauté. S'ajoute l'APEX Emploi qui donne une aide sur 2 ans aux PME pour leur permettre d'embaucher un spécialiste en marketing international afin de développer leur structure à l'exportation.

La notion de nouvel exportateur a été introduite dans le programme APEX depuis avril 1992 pour inciter les entreprises sans expérience d'exportation à se rendre sur les marchés étrangers. Ces entreprises peuvent ainsi bénéficier, pendant 3 ans, de certains avantages supplémentaires, notamment être admissibles aux missions individuelles aux États-Unis et en Europe et à un remboursement plus élevé de 10 % à 20 % de certaines dépenses. Cette mesure a permis, en 1993-1994, d'inciter 120 nouvelles entreprises à se lancer sur les marchés d'exportation.

En 1993-1994, la répartition du budget APEX était la suivante:

Mission individuelle, expositions, études et stratégies, adaptation au marché, projets spéciaux	2 210 100 \$
Emploi en marketing international	2 350 000 \$
Pour un total	4 560 100 \$

L'exercice financier 1993-1994 s'est caractérisé par une très forte augmentation des demandes générée d'une part, par les efforts de promotion du ministère et d'autre part, par les modifications effectuées par le gouvernement fédéral à son programme de développement des marchés extérieurs (PDME) qui ont eu un effet négatif sur le volume des demandes qui lui sont adressées. Au cours du présent exercice, 1388 dossiers ont été enregistrés pour l'ensemble des volets comparativement à 954 l'année précédente, soit une augmentation de 45 %. Pour faire face à cette importante hausse de la demande, une rallonge budgétaire de 1 555 000 \$ a été obtenue, portant à 6 115 100 \$ le budget de l'année 1993-1994.

Au 15 mars 1994, des 1388 demandes reçues par le ministère, 1221 ont été traitées et se distribuaient comme suit:

964 (78,9 %) approuvées pour 611 entreprises

193 (15,8 %) refusées

64 (5,3 %) annulées par le demandeur

La compilation des résultats fournis par les entreprises pour 521 projets terminés (excluant APEX-Emploi) indiquait des ventes sur place de 8,9 millions \$ et des ventes projetées sur 12 mois de 145 millions \$. Le montant de l'aide accordé pour ces projets a été de 2,5 millions \$.

Pour le volet Emploi en marketing international, le ministère a accepté 63 demandes, ce qui représente la création d'autant d'emplois de spécialistes en marketing international. Au cours de l'exercice 1993-1994, le ministère a versé 883 115 \$ à 75 entreprises. Le nombre de dossiers actifs est plus élevé que le nombre des dossiers approuvés car certains ont été acceptés au cours des trois dernières années financières et se sont déroulés sur deux ou trois exercices financiers. Ces entreprises nous ont indiqué avoir réalisé des ventes de 3,3 millions \$ et en projetaient 46,7 millions \$ pour les 12 prochains mois.

Le programme Acheteur étrangers fournit une aide aux entreprises québécoises pour faire venir des décideurs étrangers en vue de les inciter à faire des achats de biens, services et technologies au Québec. C'est ainsi que 243 acheteurs étrangers ont rencontré 406 entreprises québécoises, soit directement ou lors d'activités à caractère international comme le Salon international du design et le Salon du meuble. Les résultats connus au 15 mars 1994 indiquent 56 visites touchant 104 entreprises québécoises, des achats sur place de 944 500 \$ et des intentions supplémentaires pour les douze prochains mois de 4,9 millions \$. Le ministère a déboursé pour ce programme 249 425 \$.

- La gestion de l'information

Dans le but de fournir aux Directions bilatérales un système permettant de mieux connaître, gérer et renouveler leur clientèle, un plan d'organisation de la gestion de l'information a été établi et des serveurs corporatifs d'informations ont été implantés à Montréal. Dans cette même perspective, un plan de structuration des ressources de support technique aux Directions bilatérales de Montréal et un diagnostic du système FICHE ENTREPRISE pour en faire un véritable système de connaissance, de gestion, d'évaluation et de contrôle de la clientèle ont également été livrés.

Par ailleurs, des cours de formation sur le fonctionnement du système FICHE ENTREPRISE ont été dispensés et un support aux utilisateurs a été mis en place.

Une évaluation des besoins informatiques de la clientèle a été faite et des propositions quant à l'informatisation du travail ont été soumises. Une participation aux travaux du plan directeur de gestion de l'information et à la réalisation de systèmes développés pour des utilisateurs spécifiques a été fournie. Des recherches ont été effectuées dans les banques de données informatisées à la demande des Directions bilatérales.

Dans le cadre du programme SAM, 102 entreprises québécoises ont été mises en relation avec des agents manufacturiers américains. Une évaluation auprès de 177 utilisateurs est en cours et les résultats préliminaires montrent que 70% sont satisfaits, 61% accepteraient de payer pour ce service, et 60% ont déclaré avoir signé des contrats de vente après l'avoir utilisé.

En 1993-1994, le service SAM a connu une amorce de régionalisation par la participation de ses responsables à des rencontres à Joliette et à Saint-Jean. Le processus en vue de l'étendre à des acheteurs éventuels de biens et services québécois au Mexique a été entrepris.

- Le financement international

Le problème d'accès au financement concessionnel (financement des exportations bénéficiant de soutiens publics) pour certains exportateurs québécois tentant de percer sur les marchés asiatiques a été abordé en priorité par le responsable en poste depuis janvier 1994. Des consultations auprès des partenaires privés et publics ont été entreprises en vue de trouver des solutions. Ce dossier demeurera prioritaire au cours de la prochaine année.

Orientations 1994-1995

L'année 1994-1995 sera la première année d'opération du BPE. Bien que plusieurs activités se poursuivent pour le ministère, la mise en oeuvre du plan de relance représente un défi majeur. En effet, cette première année sera marquée par la mise en place du service d'accueil aux nouveaux exportateurs, par l'acquisition d'une expertise en financement international, par l'ajout de mesures et par le triplement du budget du programme APEX.

Le BPE est confronté aussi à un autre défi: l'administration du nouveau budget du plan de relance exige une informatisation complète des opérations.

La mise en oeuvre du plan de relance constitue la priorité du BPE. Les objectifs suivants découlent directement de cette priorité.

- Les objectifs opérationnels sont:

- . recruter 210 nouvelles entreprises exportatrices;

- . participer à l'effort des intervenants gouvernementaux pour augmenter les exportations des entreprises de biens et services en leur proposant une démarche structurée à l'exportation.
- Les objectifs organisationnels du BPE sont:
 - . compléter la mise en opération du BPE en implantant les nouveaux services (accueil et financement international) et en rationalisant les services existants (formation, gestion de l'information et aide financière);
 - . élaborer et mettre en oeuvre un plan de "mise en marché" des mesures du plan de relance en collaboration avec les Directions géographiques, les partenaires régionaux et sectoriels;
 - . élaborer des "protocoles d'entente de collaboration" avec les principaux partenaires gouvernementaux (MICST, MAPAQ, MCC et SOGIC) afin d'identifier clairement les rôles, mandats et objectifs de chacun vis-à-vis des clientèles;
 - . développer un système de suivi de la clientèle et d'évaluation des activités du BPE (la mesure APEX-EMPLOI sera évaluée au cours de 1994-1995);
 - . approfondir les connaissances sur les services offerts à l'exportation par le fédéral et par les autres provinces afin de proposer au gouvernement les mesures les plus efficaces pour augmenter les exportations du Québec.
- **L'accueil des nouveaux exportateurs**
 - . Mettre sur pied un système de repérage et d'évaluation des nouveaux exportateurs en collaboration avec les différents regroupements régionaux et sectoriels;
 - . assurer la formation et le service-conseil aux intervenants partenaires du BPE afin de multiplier les points de diffusion, de promotion et de services offerts à l'exportation. En cours d'exercice, les services régionaux du MICST et les associations accréditées par le BPE pourront administrer le diagnostic à l'exportation;
 - . mettre à jour et diffuser le répertoire des services offerts à l'exportation en collaboration avec la Direction des communications;
 - . administrer le service d'accueil du ministère pour toutes les demandes de la clientèle commerciale, piloter l'évaluation des nouveaux exportateurs et référer les exportateurs avertis aux conseillers en affaires internationales en mesure de les appuyer dans leur démarche à l'étranger;
 - . représenter le BPE et le ministère auprès de la clientèle exportatrice lors d'activités organisées par les intervenants privés et publics afin de faire connaître les mesures du plan d'action gouvernemental concernant les exportations;
 - . administrer un système de suivi des clients (entreprises et collaborateurs régionaux) du service d'accueil afin d'en mesurer l'efficacité et l'efficience.
- **Les activités de formation**
 - . Poursuivre les collaborations avec les associations et les regroupements provinciaux pour la tenue de sessions de formation tels que les cours, les séminaires géographiques spécialisés (sur le Chili, le Brésil, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et le Gabon) pour répondre aux besoins de la clientèle exportatrice;
 - . élaborer un plan de diffusion de sessions de formation spécifiques pour répondre à la clientèle régionale en impliquant comme partenaires les multiplicateurs régionaux;

- . concevoir des sessions de formation et des outils didactiques nouveaux ou améliorés pour répondre aux besoins spécifiques de la clientèle performante dans le cadre des nouvelles mesures du plan de relance. À cet égard, le cours «Introduction au commerce international» sera transformé par l'addition de nouveaux chapitres traitant des alliances stratégiques, des ententes de réciprocité, de distribution, de sous-traitance internationale, de projets conjoints. Le cours «Le transport dans la mise en marche du produit» sera repris pour donner plus d'importance aux questions juridiques, à l'assurance ainsi qu'à l'étude de cas pratiques dans le cadre de l'ALÉNA;
 - . développer un système d'accréditation des personnes, sociétés ou organismes qui peuvent devenir formateurs et offrir un service d'expert-conseil aux entreprises;
 - . compléter la mise en oeuvre du projet de série télévisée avec des partenaires privés et Radio-Québec.
- La gestion des programmes financiers**
- . Mettre en oeuvre, dès le 1^{er} avril, le programme APEX révisé en fonction des nouvelles mesures et améliorer son administration (réduction des délais de traitement des demandes);
 - . concevoir et mettre en oeuvre un plan d'action concerté pour gérer les mesures APEX avec le MCC, la SOGIQ, le MAPAQ, le MICST et le MEF.
 - . établir un protocole de fonctionnement pour administrer les ententes avec les associations régionales et sectorielles qui auront du personnel assigné à l'exportation;
 - . élaborer un projet pour inciter les compagnies exportatrices à s'inscrire dans les phases de préparation et de soutien des projets à l'exportation afin de développer des projets structurants. Cette opération devra se développer en étroite collaboration avec les Directions géographiques qui doivent soutenir les 500 entreprises les plus performantes;
 - . développer, en collaboration avec les Directions géographiques, un système d'harmonisation pour les missions et expositions de groupe et un système de suivi des résultats;
 - . mettre en oeuvre la nouvelle mesure du plan de relance visant à permettre à des entreprises québécoises de s'implanter sur les marchés étrangers en concluant des alliances stratégiques avec des firmes étrangères (objectif: 50 alliances stratégiques).
- La gestion de l'information**
- . Poursuivre les travaux en vue de doter le ministère d'un système qui permette de suivre sa clientèle et de répondre adéquatement à ses besoins; jusqu'ici 3 500 clients sont répertoriés. Ce système sera particulièrement pertinent pour la gestion du programme APEX;
 - . développer une méthode d'utilisation simplifiée des banques de données (CRIQ, SAM, D & B, BC-NET, Banque fédérale, banques américaines pour des réseaux mondiaux) pour que chaque Direction géographique et chaque multiplicateur régional et sectoriel puisse y avoir accès;
 - . permettre aux conseillers des Directions bilatérales de tirer un maximum de bénéfices de l'informatique en leur rendant accessible l'ensemble des informations pertinentes du fichier clients;
 - . concevoir un système de facturation pour l'utilisation des banques de données afin d'arriver à un autofinancement d'ici trois ans;

- . dans le cadre du PDGI, collaborer avec les Directions concernées à titre de "pilote de système" pour rendre plus efficace l'ensemble des données nécessaires à la bonne administration du programme de commerce international, et obtenir un seul dossier par client pour toutes les interventions du ministère;
- . enrichir la banque SAM aux États-Unis et au Mexique en augmentant le nombre de distributeurs et l'étendre à 70 pays par l'achat d'une banque d'information (Foreign Traders Index).

- Le financement international

- . Développer, en collaboration avec divers partenaires dont la DGPP, le MICST, la SDI, la SOGIQ, la SEE, le MAECE, les ministères des Finances du Québec et du Canada, de nouvelles formules de financement de projets majeurs à l'exportation;
- . élaborer, en collaboration avec des partenaires publics et privés, de nouveaux concepts de partenariat et de montage financier afin de répondre aux requêtes des pays acheteurs d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe de l'Est;
- . identifier les sources de financement nationales et internationales en collaboration avec les Directions géographiques et multilatérales afin de proposer un plan d'action concret pour que plus d'entreprises québécoises performantes aient accès à ces sources de financement pour des projets majeurs;
- . viser la réalisation, dans les secteurs stratégiques, de dix projets majeurs à l'étranger, en collaboration avec les Directions géographiques concernées;
- . dispenser des conseils pour la conception, l'analyse et la mise en oeuvre des projets spéciaux dans le cadre d'APEX.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POLITIQUES ET PRIORITÉS

Mandat

Élaborer, avec le concours des Directions bilatérales, multilatérales et de la politique commerciale et en concertation avec les autres ministères concernés ainsi qu'avec les partenaires privés, et proposer une politique cohérente et des stratégies d'affaires internationales devant favoriser le rayonnement du Québec et son développement, notamment sur les plans commercial, culturel, économique, politique et social. Définir les priorités entre les secteurs d'activités ainsi qu'entre les régions.

Bilan 1993-1994

La programmation présentée et approuvée pour l'exercice budgétaire 1993-1994 comportait quatre objectifs majeurs : la mise en oeuvre de la Politique d'affaires internationales, le développement de la capacité d'analyse stratégique, la concertation avec les divers intervenants publics et privés et la proposition de priorités d'action internationale pour l'exercice 1994-1995.

Des Québécois ont été associés au forum de l'avenir à long terme de l'OCDE portant sur l'emploi qui s'est tenu en janvier 1994 et qui a fait l'objet de discussions lors de la rencontre du G-7 en mars 1994. La collaboration avec la Deutsche Bank a donné lieu à des échanges à Québec et Montréal avec des représentants des secteurs privé et public sur l'évolution comparée des États-Unis, de l'Europe et de l'Asie, des éléments permettant de situer les principales grappes industrielles du Québec par rapport à l'Asie, les perspectives pour le Québec des projets d'infrastructure en Asie et les stratégies européennes pour attirer les investissements étrangers. Ces initiatives ont facilité le renforcement de la capacité d'analyse stratégique de la Direction générale.

La participation aux travaux d'un certain nombre de grappes industrielles a permis d'aider à préciser les enjeux internationaux et des éléments de stratégies d'action internationale pour les intervenants québécois. L'élaboration et la participation à la mise en oeuvre de la partie du Plan de relance de l'économie du Québec qui touche les affaires internationales, la participation du Québec au plan de développement du commerce international du fédéral de même que celle au développement de la dimension internationale du plan de développement stratégique de plusieurs régions au Québec ont constitué des dossiers majeurs de la Direction générale.

Orientations 1994-1995

La Direction générale a comme mandat principal la formulation d'une politique intégrant les divers volets des affaires internationales pour en faire un instrument majeur du développement et du rayonnement du Québec et la contribution à sa mise en oeuvre par l'actualisation des priorités, des objectifs et des stratégies. À cette fin, elle doit se donner les moyens d'une vue d'ensemble articulée. Elle doit constamment suivre l'évolution de la réalité internationale pour y situer les intérêts du Québec, pour éclairer les choix stratégiques du gouvernement et des divers intervenants québécois, à la fois pour les aider à prendre en compte la dimension internationale dans l'établissement de leurs politiques et stratégies domestiques et pour la conduite de leurs activités à l'étranger.

Conformément au mandat du ministère, cette définition des intérêts du Québec par rapport à la réalité internationale intéresse au premier chef les autorités du ministère et du gouvernement mais également les diverses clientèles québécoises dont les activités sont concernées par l'évolution internationale.

La Direction générale doit donc articuler les intérêts de nature sectorielle (économiques, scientifiques, culturels, etc.) et ceux à portée régionale (Amérique, Europe, Asie, action multilatérale, etc.) et proposer un ordre de priorités. Pour y parvenir, une démarche systématique s'impose : analyse des données permettant de suivre l'évolution internationale en relation avec la réalité du Québec; formulation des constats qu'on peut en dégager; formulation de propositions d'orientations pour les stratégies et l'action internationale du Québec.

Cette démarche doit s'appuyer, à chacune de ses étapes, sur des collaborations extérieures (ex.: OCDE, Deutsche Bank, banques de données, etc.) et donner lieu à une concertation étroite avec les intervenants publics et privés québécois pour valider les constats et formuler les propositions d'orientations et d'actions (soit en appui aux travaux des grappes industrielles, soit par la constitution de groupes de travail spécifiques).

Pour l'exercice 1994-1995, en tenant compte des ressources humaines disponibles, et dans la continuité de ce qui a été entrepris, l'accent sera mis sur les aspects suivants :

- l'appui à la mise en oeuvre des priorités formulées dans la Politique : notamment par la contribution à la définition des stratégies et par le guide d'orientations et de priorités;
- la diffusion des résultats des travaux d'analyse stratégique : rencontres élargies avec la Deutsche Bank et l'OCDE; publication et discussion d'un document à l'automne 1994;
- la publication sur une base régulière (trimestrielle) des résultats des travaux spécifiques.

L'identification des thèmes d'analyse est précisée dans le sommaire présenté pour chaque Direction.

DIRECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CULTURELLES, POLITIQUES ET SOCIALES

Bilan 1993-1994

La Direction des affaires économiques, culturelles, politiques et sociales a poursuivi ses analyses des tendances qui ont cours sur la scène internationale et qui conditionnent le développement du Québec et de son action internationale.

Des analyses ont permis de mieux situer la contribution du ministère aux travaux des grappes industrielles et des tables de concertation en vue de l'élaboration de plans stratégiques de développement de plusieurs régions au Québec.

Des conditions à mettre en place pour le développement de «cercles technologiques» (partenariats-entreprises-universités - centres de recherche du Québec et de l'étranger) ont été précisées et devraient contribuer à faciliter leur mise sur pied. Une contribution a également été faite pour mettre en oeuvre de nouvelles orientations en matière d'octroi de bourses aux étudiants étrangers, notamment en ce qui regarde le niveau de scolarité et les secteurs de spécialisation.

Orientations 1994-1995

La Direction est chargée d'accomplir le mandat de la Direction générale dans les domaines des affaires économiques, culturelles, politiques et sociales. À ce titre, elle contribue à l'analyse stratégique, à la formulation de propositions de politiques, priorités et stratégies d'action et effectue des analyses conjoncturelles par domaine et secteur devant guider l'adaptation des affaires internationales du Québec aux exigences de la réalité internationale actuelle.

Pour contribuer à la mise en oeuvre de la Politique d'affaires internationales dans le domaine des affaires économiques, la Direction mettra sur pied un groupe de concertation et poursuivra ses travaux visant à identifier les facteurs structurels internationaux qui conditionnent le développement du Québec et son action internationale. Ces travaux permettront de compléter les connaissances sectorielles des ministères.

En matière de développement industriel et de promotion des investissements, les travaux visent à préciser le volume, l'origine, la destination, la composition sectorielle et la nature des investissements dans le monde, leurs effets sur les structures industrielles des pays récipiendaires et les stratégies mises en oeuvre par les partenaires du Québec et, à en dégager des enjeux et à formuler des propositions pour le développement du Québec et sa stratégie de promotion des investissements étrangers.

L'analyse de l'évolution du commerce mondial et du commerce international du Québec (volume, composition, évolution, tendances) se poursuivra et la Direction tentera de préciser l'impact de l'évolution du GATT et les conséquences de l'ALÉNA sur les perspectives du commerce mondial et régional ainsi que sur certains secteurs particulièrement touchés.

La Direction tentera de mener à terme l'étude sur le rôle des PME dans le commerce international et de formuler des propositions pour renforcer celui des PME québécoises. On tentera également de préciser l'importance du commerce intrafirme des sociétés transnationales et leur impact pour le Québec, notamment en ce qui regarde l'articulation entre les chefs de file et sous-traitants et entre les entreprises de services et entreprises manufacturières.

Compte tenu de l'importance croissante des services dans les échanges internationaux, on cherchera à préciser les tendances pour examiner avec les intervenants québécois du tertiaire moteur les stratégies favorisant le développement de réseaux internationaux pour les entreprises de ce secteur et renforcer la synergie entre les entreprises de services et les entreprises industrielles, notamment quant aux implantations à l'étranger, à la prospection des investissements ou à l'identification de partenaires pour des alliances ou la création d'entreprises.

En matière de science et technologie, la Direction poursuivra l'analyse des tendances au plan international ainsi que des politiques d'échanges internationaux; on procédera également aux démarches d'animation requises pour que l'action concertée MAIICC-FCAR conduise au démarrage effectif de quelques cercles technologiques alliant équipes et entreprises québécoises et des homologues de pays avancés, dans des projets au niveau préconcurrentiel.

En matière de développement des ressources humaines, on poursuivra les démarches visant à ce que l'accueil d'étudiants étrangers s'adapte aux orientations de la Politique (pays prioritaires, secteur et niveau d'études) ainsi qu'à un contexte de ressources financières réduites. On encouragera par ailleurs la formation avancée à l'étranger de Québécois à la fois par les accords de réciprocité et par les dispositions de l'action concertée du FCAR.

En matière de développement culturel, la priorité sera accordée à l'examen des implications découlant de la convergence des technologies sur le développement des industries culturelles (multimédias) : on devrait en tirer les éléments majeurs d'une stratégie adaptée d'échanges culturels internationaux pour le Québec. C'est dans la même perspective que se poursuivront les travaux relatifs aux industries de la langue.

En matière d'affaires sociales, la Direction suivra de façon particulière les travaux de l'OCDE sur les perspectives de l'emploi et analysera les pratiques et tendances observées dans d'autres pays industrialisés en matière de développement de services de santé, de services sociaux et de systèmes de sécurité de revenu et de développement de la main-d'oeuvre pour en dégager les enseignements utiles au Québec.

En matière d'environnement, le suivi des ententes internationales (Convention de Rio notamment) s'effectuera principalement dans la perspective d'en dégager les enjeux et les stratégies

pour le développement de partenariats internationaux favorisant le développement technologique et industriel des entreprises québécoises oeuvrant dans ce secteur.

En matière d'affaires publiques, la Direction poursuivra la mise au point d'une stratégie de "rayonnement" qui s'appuie sur la traduction du positionnement "Le Québec, partenaire d'avenir en Amérique", en regard des éléments à mettre en évidence aux plans économique, socioculturel et institutionnel et elle proposera d'y inclure certaines questions spécifiques telles que, par exemple, la question autochtone, la situation linguistique, le développement forestier et autres.

Enfin, en matière d'affaires institutionnelles et intergouvernementales, la Direction poursuivra l'identification des moyens permettant l'examen de la configuration du réseau des représentations du Québec à l'étranger en fonction des priorités gouvernementales.

DIRECTION DES ÉTUDES ET ANALYSES RÉGIONALES

Bilan 1993-1994

L'évolution structurelle et conjoncturelle des différentes régions du monde et les comparaisons interrégionales auxquelles elle donne lieu ont canalisé une bonne partie des ressources de la Direction au cours de l'exercice 1993-1994. Les principaux produits qui en ont découlé sont des perspectives d'action par région du monde (États-Unis, Amérique latine, Europe, Asie et Océanie et Afrique et Moyen-Orient), les bulletins trimestriels sur les échanges entre le Québec et chacune des régions et les fiches synoptiques sur les pays prioritaires au profit des autorités du ministère et du gouvernement et faisant le point sur la situation politique, économique, scientifique, technologique, sociale, commerciale, financière et sur les échanges commerciaux de ces pays avec le Québec.

La Direction a, par ailleurs, été associée à plusieurs dossiers majeurs, notamment la contribution du ministère au plan de relance de l'économie du Québec, la rencontre avec des décideurs internationaux organisée par The Economist, et des dossiers ministériels tel le plan directeur de la gestion de l'information.

Orientations 1994-1995

La Direction a pour mandat d'identifier des enjeux pour le Québec découlant des tendances structurelles et conjoncturelles qui se dégagent des échanges entre les grandes régions du monde et entre les pays de chacune des régions afin d'appuyer, d'une part, l'élaboration de politiques et priorités d'affaires internationales à la Direction générale des politiques et priorités et, d'autre part, la préparation et la réalisation de stratégies d'action internationale par région du monde et pays.

Les travaux de la Direction seront centrés sur l'analyse stratégique, l'analyse conjoncturelle et des analyses particulières requises ou d'intérêt pour les autorités du ministère.

Les travaux d'analyse stratégique auront pour thème principal les tendances lourdes qui se dessinent dans les Amériques, en Europe et en Asie et les enjeux qu'elles représentent pour le développement du Québec et de son action internationale face aux concurrents dans chacune de ces trois grandes régions du monde :

- les forces relatives des différentes régions du monde et leur évolution probable au cours des prochaines années;
- l'Amérique en mutation économique et sociale comme pôle de croissance mondiale et le positionnement du Québec face aux concurrents européens et asiatiques suite à l'ALÉNA;

- la restructuration économique et sociale en Europe, en tenant compte de l'intégration Est-Ouest et d'une intense activité de renforcement de la capacité concurrentielle face aux États-Unis et au Japon;
- la signification pour les Amériques et l'Europe des pôles de croissance et de la spécialisation régionale en Asie.

Les thèmes de recherche retenus seront validés au cours des prochaines semaines avec différents intervenants privés et publics, dont les Directions du ministère.

Les analyses pour appuyer l'élaboration de stratégies et la réalisation d'activités internationales du Québec prendront la forme de rapports périodiques par région du monde (États-Unis, Amérique latine, Europe, Asie, et à un degré moindre, Afrique et Moyen-Orient) et de fiches simplifiées sur les pays prioritaires couvrant à la fois les facteurs dans les pays les plus susceptibles d'affecter l'action internationale du Québec et les occasions d'affaires qui s'y présentent.

La DEAR travaillera avec les Directions du MAIICC et chercheurs concernés à la mise en oeuvre d'un programme de développement au Québec des études sur les États-Unis, l'Europe et l'Asie. Ce projet multidisciplinaire sera articulé avec le développement des études québécoises à l'étranger.

La Direction collaborera de façon étroite à la préparation du document de priorités d'action internationale du gouvernement du Québec pour le prochain exercice financier.

La diffusion d'informations internationales constituant un mandat fondamental du MAIICC, la Direction contribuera aux travaux de la DGPP visant à structurer des données par pays et régions du monde sur les variables structurelles et conjoncturelles qui affectent l'évolution de l'action internationale du Québec. Ces informations seront diffusées sur une base régulière aux agents gouvernementaux et privés oeuvrant au développement du Québec.

La Direction poursuivra sa contribution à la réalisation de différents projets tels la participation du MAIICC au plan fédéral d'action en matière de commerce international et le plan directeur de la gestion de l'information, et elle fournira des avis et conseils de nature diverse aux autorités et aux Directions du ministère de même qu'aux intervenants privés et publics du Québec.

SERVICE DES DONNÉES

Bilan 1993-1994

Le Service de données a continué à structurer des informations et des séries statistiques sur des différentes composantes de l'action internationale du Québec et de ses partenaires internationaux.

En matière de commerce, la banque de données CONSULTE sur les échanges internationaux de marchandises du Québec a été diffusée aux Directions du ministère et à des intervenants publics et privés qui utilisent ces données sur une base régulière. Des développements ont été faits pour rendre disponibles des informations sur les échanges du Québec à un niveau très désagrégré.

La constitution d'un système d'information sur d'autres dimensions que le commerce s'est poursuivie, notamment à travers l'interrogation de banques de données spécialisées d'organisations internationales comme l'OCDE, le FMI et l'ONU, de serveurs tels INTERNET et DIALOG ou de banques de données particulières comme RADAR, Conference Board, etc.

Orientations 1994-1995

Le Service des données a le mandat de sélectionner et structurer l'information internationale, en collaboration avec les professionnels et professionnelles de la DGPP et en concertation avec des spécialistes québécois et étrangers, afin d'appuyer l'analyse stratégique, l'élaboration de priorités et la mise en oeuvre de stratégies d'action en matière d'affaires internationales.

Le Service des données poursuivra le développement d'une banque de données internationales (BDI) sur les principaux champs d'intervention du ministère à partir des principales banques de données (ONU, OCDE, FMI, GATT, NTDB, Banque mondiale, Statistique Canada, BSQ, Conference Board, etc.), par des liens conviviaux avec les principaux serveurs de données (DIALOG, RESO, INTERNET, ECHO, etc.) et par le développement de mécanismes de recherche capables de répondre rapidement et adéquatement aux besoins de la DGPP, du ministère et des intervenants gouvernementaux.

La banque de données sur le commerce mondial (BDCM-Q) qui contient les données brutes de l'ONU, traitées par Statistique Canada et structurées par le Service des données, l'application "CONSULTE" qui présente les grandes tendances du commerce international du Québec et qui a été implantée dans plus de 50 unités du ministère, ainsi que la banque de données tripartite (MAI, MICT, BSQ) COMMI (16 000 produits) qui constitue un ensemble unique de statistiques sur le commerce au Québec, seront continuellement remises à jour.

La participation du Service des données aux projets majeurs de la Direction générale se poursuivra. Des rapports périodiques, tels le Bulletin quotidien, la revue mensuelle du commerce international, les rapports sur le commerce mondial, les annexes statistiques des fiches pays, les statistiques de l'OCDE et la brochure sur le Québec et ses partenaires étrangers continueront à être préparés et diffusés.

La mise en place d'un comité de données, d'abord interne à la DGPP et au ministère, et externe ensuite, dans le but de faire le lien entre les besoins des usagers, les données disponibles et la capacité de traitement du Service des données, est de nature à favoriser le développement de l'expertise de la Direction générale dans le traitement et l'analyse.

La collaboration du Service des données au développement informatique du ministère, notamment au plan de l'architecture technologique, de la définition des produits prioritaires dans l'optique d'une plus grande intégration entre les besoins des usagers et les services informatiques, va se poursuivre.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

Mandat

Dans le cadre des orientations et priorités définies et approuvées par la direction du ministère, élaborer et proposer une politique commerciale permettant, par tous les moyens appropriés, de maintenir et d'améliorer l'accès aux marchés extérieurs tout en protégeant l'accès au marché québécois de façon compatible avec la constitution canadienne et les obligations internationales du Canada et du Québec; concevoir et proposer aux différents partenaires les mesures appropriées et en évaluer la pertinence et les résultats.

DIRECTION DES RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'AMÉRIQUE DU NORD

Mandat

Cette Direction assume les responsabilités de la Direction générale de la politique commerciale pour ce qui touche les échanges avec l'Amérique du Nord. Son mandat est d'examiner le contexte législatif aux États-Unis et de traiter les différends commerciaux qui surviennent entre le Canada et les États-Unis et ayant une incidence sur l'économie québécoise. Elle assume le mandat confié au ministère dans le cadre de la gestion et du développement de l'Accord de libre-échange nord-américain. La Direction est également impliquée directement dans certains dossiers des négociations commerciales multilatérales.

Bilan 1993-1994

Les activités de la Direction ont principalement porté sur l'Accord de libre-échange nord-américain, les négociations commerciales multilatérales et les conditions d'accès aux marchés des États-Unis, notamment les dossiers du bois d'oeuvre et du magnésium.

Accord de libre-échange nord-américain

La ratification et la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain ont suscité beaucoup d'intérêt en 1993-1994. Il en est de même pour la négociation et la mise en oeuvre des accords parallèles à l'ALÉNA en matière d'environnement, de travail et de mesures de sauvegarde. La DRCAN a coordonné le développement de la position du Québec sur ces diverses questions et a participé au processus fédéral-provincial visant à définir les positions canadiennes. La Direction a également coordonné la participation du Québec à la négociation d'ententes fédérales-provinciales en marge des accords parallèles sur le travail et l'environnement.

En ce qui concerne l'Accord de libre-échange canado-américain, son application a été, pour l'essentiel, suspendue pour faire place à l'ALÉNA le 1er janvier 1994. Toutefois, au cours de 1993, plusieurs dossiers ont retenu l'attention de la Direction dont, par exemple, l'élimination accélérée des tarifs douaniers et le règlement des différends.

Négociations commerciales multilatérales

Bien que la responsabilité du dossier des négociations commerciales multilatérales incombe à la Direction des relations commerciales intercontinentales, la DRCAN, en collaboration avec plusieurs ministères, a poursuivi ses analyses dans plusieurs dossiers importants de ces négociations, notamment les marchés publics, les subventions et les droits compensateurs, le dumping, la propriété intellectuelle, l'acier et les aéronefs civils.

Conditions d'accès au marché des États-Unis

En ce qui concerne les conditions d'accès au marché des États-Unis, les principaux différends qui ont retenu l'attention, ont été ceux du bois d'oeuvre et du magnésium. La DRCAN a élaboré, avec l'aide de conseillers juridiques et des ministères et organismes concernés, la stratégie de défense des intérêts québécois au cours des enquêtes touchant ces produits. La coopération avec le secteur privé est aussi à signaler dans ces causes. Des groupes spéciaux binationaux, auprès desquels le Québec est une Partie, ont examiné les décisions américaines dans ces deux dossiers. Le processus de révision administrative du droit compensateur dans ces deux causes a également suscité beaucoup de travail. En ce qui concerne l'acier, même si aucune pratique gouvernementale n'est en cause, le Québec collabore avec le gouvernement fédéral et l'industrie en raison de l'importance de ce différend entre autres, pour SIDBEC-DOSCO. La Direction a également été impliquée dans le dossier PETRESA et celui de l'aluminium avec le souci de prévenir le développement de différends commerciaux et de préserver la capacité d'exportation des entreprises concernées.

Autres

La Direction a également été impliquée dans la négociation de la Charte européenne de l'énergie et d'autres dossiers comme l'analyse et la prévention d'obstacles au commerce international des produits forestiers. Les nouveaux enjeux sur le plan de la politique commerciale comme par exemple l'environnement, les normes de travail et la politique de concurrence ont suscité l'amorce d'analyses au sein de la Direction.

Dans le domaine du commerce interprovincial, la Direction a contribué aux travaux à ce sujet de manière à s'assurer que les analyses québécoises tiennent compte de l'évolution des relations commerciales internationales et que les positions québécoises dans ce dossier soient cohérentes avec celles prises sur le plan international.

De façon à obtenir de l'information spécialisée pour les besoins du MAIICC et des autres ministères sur la politique commerciale américaine, la Direction a maintenu le lien contractuel avec VanGrasstek Communications pour la production du Washington Trade Report.

Orientations 1994-1995

Au cours de 1994-1995, les orientations de la Direction seront de nouveau axées sur le maintien et l'amélioration de l'accès des biens et services québécois aux marchés nord-américains, tout en défendant les intérêts des producteurs québécois qui sont aux prises avec des problèmes causés par les importations. Les priorités seront évidemment l'Accord de libre-échange nord-américain, les négociations trilatérales sur les subventions et le dumping, les différends canado-américains sur le bois d'oeuvre et le magnésium ainsi que la mise en oeuvre des résultats des négociations commerciales multilatérales pour les sujets dont la Direction a la responsabilité de la coordination. L'information du public et la formation de divers intervenants concernant les questions de politique commerciale seront aussi au centre des préoccupations.

Il faudra également défendre les intérêts québécois lorsque les politiques, les législations et les mesures prises par les partenaires commerciaux de l'Amérique du Nord seront susceptibles de libéraliser ou de freiner les échanges de biens et services du Québec. Les politiques, législations et réglementations québécoises ou fédérales qui pourraient affecter les conditions d'accès au marché québécois retiendront aussi l'attention.

La Direction maintiendra et développera ses liens avec les industries concernées, l'administration fédérale et les autres administrations provinciales afin de faire valoir et défendre les intérêts québécois en matière de relations commerciales. Elle continuera également à assurer la coordination, à l'intérieur de l'administration québécoise, de la

définition et de la défense des intérêts du Québec dans les divers dossiers dont elle a la responsabilité.

DIRECTION DES RELATIONS COMMERCIALES INTERCONTINENTALES

Mandat

Cette Direction assume les responsabilités de la Direction générale de la politique commerciale en rapport avec les organisations multilatérales, ainsi que les pays autres que les États-Unis et le Mexique. Ses préoccupations portent surtout sur le maintien et l'élargissement du système multilatéral des échanges et sur l'amélioration du cadre réglementaire de ce système. Elle assume ainsi le mandat du ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles dans la préparation et le suivi des positions du Québec dans l'actuelle ronde de négociations commerciales multilatérales (GATT). Cette approche globale se double d'une préoccupation touchant particulièrement l'accès aux marchés de régions spécifiques (CE, AELE, Europe de l'Est, Amérique latine, Asie-Pacifique) et, à l'inverse, aux difficultés d'accès de ces pays au marché canadien. Les dossiers touchent des secteurs industriels majeurs du Québec (arrangement multifibres sur les textiles et vêtements, chaussures, l'agriculture, les investissements, les services, les transports aériens) ou ont trait à des aspects spécifiques des pratiques commerciales, telles celles des sociétés des alcools.

Bilan 1993-1994

Négociations et accords commerciaux internationaux

Cette rubrique constitue le noyau des activités de la DRCI. En regard des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round pour lesquelles un accord de principe est intervenu le 15 décembre 1993, la DRCI a assuré la coordination des travaux engagés à l'intérieur du gouvernement du Québec qui ont amené à la définition des positions du Québec sur les différents enjeux faisant l'objet de négociation. La DRCI a également participé aux travaux du comité fédéral-provincial des négociations commerciales multilatérales, assumé le secrétariat du comité technique interministériel sur la libéralisation des échanges et celui du groupe restreint de coordination et préparé la participation du Québec aux réunions des ministres responsables du commerce extérieur du Canada en ce qui a trait aux NCM.

Concernant l'Acte final de l'Uruguay Round qui devrait être entériné à la réunion ministérielle de Marrakech le 15 avril 1994, la DRCI a effectué l'analyse des accords afin de déterminer dans quelle mesure les résultats correspondent aux objectifs que s'était fixés le Québec et de déterminer les acquis pour le Québec. Là où les négociations se poursuivent, la DRCI poursuit la coordination des travaux que nécessitent les enjeux traités.

Par ailleurs, même si la mise en oeuvre de l'ALÉNA relève principalement de la Direction des relations commerciales avec l'Amérique du Nord, la DRCI a été impliquée au premier chef dans les secteurs des textiles et vêtements, mesures tarifaires, agriculture, boissons alcooliques, les services et les investissements.

Conditions d'accès aux marchés étrangers

Les travaux se sont poursuivis à la DRCI afin de cerner les principaux éléments de politiques commerciales nationales ou régionales de divers pays et entités. À ce titre la DRCI a produit un texte d'analyse sur l'intégration économique des Amériques ainsi que des études sur la politique commerciale nationale de plusieurs pays à l'intention des Directions géographiques. La DRCI assure aussi le suivi de l'évolution des politiques commerciales des puissances économiques majeures, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon.

Par ailleurs, le Québec s'est préoccupé des conditions d'accès aux marchés étrangers sur le plan sectoriel, notamment pour les exportations de porcs aux États-Unis, de lait UHT à Porto Rico et de viandes chevalines en Europe. Les interventions de la DRCI ont principalement visé les instances fédérales canadiennes et les autorités américaines.

Conditions d'accès aux marchés québécois et canadien

Instauré pour permettre au Québec de rencontrer les exigences posées par le rapport du groupe spécial du GATT de 1991, la mise en place du nouveau régime québécois de commercialisation de la bière a retenu les énergies de la DRCI. De plus, la DRCI a activement participé aux négociations menées par le gouvernement fédéral et les autorités américaines et qui ont abouti à la signature du mémoire d'entente Canada-États-Unis sur la commercialisation de la bière.

Depuis l'entrée en vigueur du mémoire d'entente le 1er octobre, la DRCI a également été mise à contribution pour essayer de dissiper les litiges soulevés par les Américains, notamment en regard du prix minimum, à la suite de l'insatisfaction exprimée par l'industrie américaine quant à leur accès effectif au marché québécois.

Négociations sur le transport aérien

Même si les négociations en vue de la libéralisation du transport aérien entre le Canada et les États-Unis sont suspendues depuis l'élection de l'administration Clinton, la DRCI continue d'assurer le suivi de ce dossier compte tenu des récents signaux d'intérêt exprimés par la partie américaine. En parallèle, la DRCI coordonne les travaux du groupe interministériel chargé de préparer la Politique québécoise de transport aérien international.

Orientations 1994-1995

L'accord de l'Uruguay Round amènera la DRCI à réorienter une partie de ses efforts. Là où des accords ont été convenus et entérinés, la DRCI assurera le suivi et la mise en oeuvre des accords, effectuera le monitoring pour prévenir le développement de différends et, le cas échéant, participera au règlement de ceux qui se développeront.

Là où des négociations additionnelles sont prévues, dans les services, pour les marchés publics, l'acier et l'aéronautique, la DRCI poursuivra le travail de coordination à l'égard des positions défendues par le Québec.

Une partie des ressources de la DRCI sera allouée à l'analyse de l'impact des accords multilatéraux sur les services et les entreprises québécoises et à l'information des acteurs économiques quant à la signification des accords du GATT pour le Québec, notamment par la production d'un document public sur les résultats de l'Uruguay Round.

Des décisions sont à venir sur les droits compensateurs frappant les exportations de porc vivant aux États-Unis. La DRCI assurera le suivi nécessaire à la défense des intérêts du Québec dans ce dossier. Elle veillera également à l'application des modalités qui seront convenues pour résoudre les difficultés identifiées dans la mise en oeuvre des dispositions prévues dans le mémoire d'entente Canada-États-Unis sur les pratiques canadiennes de commercialisation de la bière. Elle assurera de plus la défense des intérêts québécois dans tout autre différend commercial qui pourrait survenir.

L'achèvement d'un accord du GATT en conjonction avec la mise en oeuvre de l'ALÉNA, intéressera la DRCI sur les aspects de l'agriculture, des services, des investissements, des textiles et vêtements et des barrières tarifaires.

Par ailleurs, si les négociations canado-américaines sur le transport aérien reprennent, la DRCI coordonnera la définition des positions québécoises tout en achevant en parallèle la définition de la politique québécoise du transport aérien international.

Enfin, la DRCI poursuivra le travail de suivi des politiques commerciales nationales et régionales. Les conditions d'accès aux marchés des partenaires sont tributaires des politiques commerciales adoptées par les pays et les blocs commerciaux régionaux, de même que de la mise en oeuvre des récents accords multilatéraux. Dans cette perspective, les dossiers Europe, Asie et Amérique latine continueront de retenir l'attention.

DIRECTION DE LA COORDINATION, DE L'ÉVALUATION ET DES ENTENTES INTERNATIONALES (DCÉEI)

Mandat

La DCÉEI exerce des fonctions de coordination des relations avec les ministères et organismes fédéraux et de gestion au sein du MAIICC des ententes internationales et du processus d'évaluation des activités. Ces fonctions ont comme objectifs principaux de participer au maintien de la cohérence de l'action internationale du Québec et d'en mesurer l'efficacité.

- Coordination

Le secteur de la coordination établit, en concertation avec les Directions concernées, le cadre général des relations avec les ministères et organismes fédéraux pour les affaires internationales et veille à son application par les différentes Directions du ministère. De même, à l'égard des villes, il veille à l'harmonisation de leurs activités internationales avec les objectifs définis par la politique du ministère.

- Ententes internationales

Le secteur des ententes internationales est chargé, en vertu de la Loi sur le MAI, articles 11, 17 et chapitre III, en concertation avec les Directions, Délégations et ministères intéressés, d'évaluer la pertinence des projets d'ententes internationales. Il participe aux négociations et assure l'expertise-conseil nécessaire auprès des intervenants. Il dirige et coordonne la négociation des ententes et il veille à leur signature et à leur mise en oeuvre. Il est responsable de la publication et de la révision périodique des ententes internationales du Québec. Enfin, un greffe des ententes internationales assure leur enregistrement, conservation et accessibilité. Ce service répond aux besoins des unités du ministère et de tous les ministères et organismes gouvernementaux et publics au Québec.

- Évaluation

Le secteur de l'évaluation propose les mesures requises pour assurer le respect des exigences gouvernementales touchant l'évaluation et la mesure des résultats et donne suite aux décisions du sous-ministre à cet égard.

Bilan 1993-1994

- Coordination

. Relations fédérales-provinciales

Le dossier de plus longue portée de ce secteur aura été celui de la relocalisation de l'OACI à Montréal. La Direction a coordonné pour le ministère la négociation relative à cette installation et à son financement par les trois niveaux de gouvernement et à l'octroi de prérogatives de courtoisie et d'exemptions de juridiction par le gouvernement du Québec.

Au plan de la participation du Québec aux sessions des organisations internationales et aux conférences multilatérales qui le concernent, la Direction a favorisé la concertation des acteurs publics québécois et coordonné leurs rapports avec les responsables fédéraux, notamment pour la prochaine Conférence des Nations Unies sur la population et le développement au Caire ainsi que pour le Sommet mondial pour le développement social, à Copenhague.

La Direction a développé sa politique d'échange d'informations. Des membres de l'Exécutif et des hauts fonctionnaires ont ainsi pu recevoir les ambassadeurs canadiens affectés à l'OCDE, à Moscou, à l'UNESCO, etc. D'autre part, le personnel en formation en vue d'une affectation à l'étranger, tant celui du ministère que celui du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (MAECE), a pu rencontrer des représentants de l'autre ministère pour examiner les politiques et les voies de coopération pratiquées entre les administrations. La Direction a également poursuivi la diffusion contrôlée de l'information fournie au Québec par le MAECE.

Dans le cadre des projets de rationalisation du réseau du Québec à l'étranger, le ministère a entrepris avec les autorités canadiennes l'examen des installations et services disponibles au sein du réseau canadien pour accueillir, moyennant un partage des coûts, des fonctionnaires du Québec. Alors que le cadre traditionnel d'installation dans les ambassades accommodait principalement les cas d'agents québécois affectés à un secteur unique (immigration ou commerce par exemple), la nouvelle perspective avance comme hypothèse la possibilité d'installer, dans les locaux fédéraux, des agents couvrant des secteurs multiples. Les territoires considérés sont situés principalement en Asie et en Amérique latine.

Par ailleurs, le MAECE ayant annoncé son intention de revoir tant ses politiques que le processus de leur développement au Canada, entre autres par le truchement de larges consultations, le ministère s'est assuré que les autorités fédérales compétentes soient expressément saisies de la demande du Québec d'être consulté institutionnellement lors de cette révision.

- **Activités internationales des villes**

Conformément aux priorités et compte tenu des instructions du sous-ministre, la Direction s'est concentrée sur les dossiers suivants :

- . coprésidence du Groupe de travail MAI/Ville de Montréal, créé en 1992, pour assurer la coordination d'activités internationales conjointes;
- . contribution au plan d'action du Secrétariat à la Capitale;
- . modification de l'aide apportée au Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

- **Ententes internationales**

En concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux intéressés, et dans les secteurs prioritaires du ministère, soit l'économie, la science et la technologie et l'environnement notamment, la Direction a oeuvré à l'élaboration d'une vingtaine d'ententes internationales en 1993-1994. La liste complète en est portée en annexe.

. **Adoption internationale**

En matière d'adoption internationale, les négociations se sont poursuivies avec l'Équateur et le Pérou. Les ententes projetées avec ces pays visent notamment à établir des mécanismes conjoints pour le traitement des demandes d'adoption par des parents québécois pour des enfants provenant de ces pays. Elles visent également à simplifier et à accélérer le processus d'adoption et à assurer le plein respect des droits des adoptés et des adoptants.

. **Fiscalité**

En matière de fiscalité, des échanges se sont poursuivis en 1993-1994 avec l'Italie en vue de la conclusion d'une entente.

. Justice

En matière de justice, le Québec a signé avec la Belgique une entente instituant une Commission belgo-québécoise sur l'entraide judiciaire dont le premier mandat est d'en arriver à la conclusion d'une entente additionnelle en matière d'entraide judiciaire et de reconnaissance des jugements sur les plans civil, commercial et administratif.

. Sécurité sociale

En matière de sécurité sociale, des ententes ont été signées avec trois pays: l'Irlande (6 octobre 93), l'Autriche (9 décembre 93) et la Suisse (25 février 94). L'Avenant à l'Entente Québec-Luxembourg est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993. Des discussions ont par ailleurs été menées en vue d'organiser des négociations avec la Belgique, le Chili et le Mexique. Des négociations ont été amorcées, poursuivies ou achevées avec l'Australie, la Finlande, l'Islande, Jersey/Guernsey, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, et plusieurs pays des Antilles (Antigua, Barbade, Grenade, St-Kitts-Nevis et Trinité et Tobago). Le Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS), formé de représentants de quatre ministères (MAIICC, Sécurité du revenu, Santé et Services sociaux, Revenu) et de trois organismes gouvernementaux (RAMQ, RRQ et CSST) sous la coordination du ministère a tenu des réunions en juin et en décembre 1993. Son président a aussi pris part, à titre d'observateur, aux réunions du Comité européen de sécurité sociale (CESS) du Conseil de l'Europe tenues à Strasbourg en mai et novembre 1993.

. Environnement

En matière d'environnement, une révision a été effectuée de toutes les ententes internationales signées par le gouvernement du Québec. En outre, une nouvelle entente ayant pour objectif la refonte des ententes antérieures a été signée avec l'État de New York.

. Éducation

En matière d'éducation, une nouvelle entente a été signée avec la Chine et remplace celles conclues avec ce pays au cours des années 1980, en reprenant les mêmes dispositions et en élargissant leur portée, notamment à des bourses d'excellence réciproques.

En matière de droits de scolarité, dans le cadre du processus de révision de ces instruments, la Direction a soumis aux vingt-huit pays partenaires les textes de nouvelles ententes qui, de façon générale, redéfinissent les secteurs de coopération prioritaires pour l'attribution de bourses de droits de scolarité et assurent une nouvelle répartition de ces bourses entre les pays en tenant compte des ressources disponibles, des besoins et des priorités établies au ministère.

. Transport

En matière d'immatriculation automobile, six ententes avec autant d'États américains ont été modifiées afin d'en élargir la portée et de faciliter davantage le transport routier.

. Répertoire et recueil des ententes internationales

Une 3^e édition du **Répertoire des ententes internationales du Québec 1964-1992** a été publiée. Dans le but d'offrir un répertoire plus complet, une évaluation du fonctionnement des ententes a été effectuée et la mention "inopérante" a été introduite pour qualifier les ententes toujours en vigueur mais n'engendrant plus d'activités depuis un certain nombre d'années. Cette opération avait également pour objectif soit de réactiver, remplacer ou éventuellement déclarer caduques les ententes concernées.

En outre, le 3e **Recueil des ententes internationales du Québec**, couvrant la période 1990-1992, a été édité par les Publications du Québec à l'automne 1993.

- Évaluation

À partir de 1989, la Direction a mené des évaluations sélectives sur certaines activités du MAIICC à la demande spécifique du sous-ministre.

Pour faire suite au rapport du vérificateur général, déposé en novembre 1992, des mesures ont été proposées et puis adoptées visant à mettre en application de manière plus systématique et plus complète la directive du Conseil du trésor (CT 170407) sur l'analyse de programme et la vérification interne.

C'est ainsi qu'à la suite des travaux de la Direction sur la nomenclature des programmes et de la consultation faite auprès de l'ensemble des gestionnaires et des unités au MAI, le BSM a adopté, en septembre 1993, un mode de fonctionnement par programme, de manière à permettre, entre autres, une évaluation plus juste de leurs résultats. La mise au point de tableaux de bord de gestion, pour faciliter le suivi des activités, a été amorcée. Chacun des sept programmes d'affaires internationales a fait l'objet d'une description détaillée et ventilée par clientèle, besoin, objectif, produit et service.

Ces sept programmes sont :

1 - Commerce international

L'ensemble des actions visant à préserver l'accès aux marchés étrangers, à en ouvrir de nouveaux et à accroître les exportations de biens et de services.

2 - Investissements, développement industriel

L'ensemble des actions visant à accroître les investissements étrangers dans des secteurs de pointe et à favoriser, par des actions à l'étranger, la compétitivité des entreprises québécoises dans les secteurs industriels prioritaires.

3 - Action sectorielle

Planification, organisation et direction à l'étranger et coordination au Québec des activités internationales en matière de science et technologie, culture et communications, ressources humaines, développement social et environnement.

4 - Immigration

Action permanente à l'étranger en vue de faire la sélection des immigrants.

5 - Affaires publiques

L'ensemble des moyens pour faire connaître la réalité du Québec aux intervenants étrangers et pour informer les Québécois sur l'action internationale du gouvernement.

6 - Relations intergouvernementales

Défense et promotion des intérêts de la société québécoise auprès des gouvernements étrangers et des organisations internationales.

7 - Fonctions centrales et administration

L'ensemble des activités liées à la planification, à la décision, à la gestion et à l'évaluation.

Les travaux relatifs aux programmes, notamment la définition de leurs clientèles et de leurs produits et services, ont amené les autorités du ministère à confier aux responsables de l'évaluation une responsabilité à l'égard du groupe de travail sur le réaligement au MAIICC.

Orientations 1994-1995

- Coordination

. Relations fédérales-provinciales

La promotion des intérêts du Québec auprès de pays étrangers et au sein du système international passe en partie par l'utilisation des ressources et instruments fédéraux et par la prise en compte optimale des intérêts au Québec dans les positions fédérales. Les orientations suivantes s'inscriront dans ce cadre :

- Développement des échanges de renseignements entre le ministère et le MAECE par une amélioration technologique visant à accroître l'efficacité du système de communication.
- Poursuite des discussions entre les administrations des deux ministères visant le partage d'installations et de services en vue d'accroître l'efficacité et l'efficience de certaines représentations du Québec à l'étranger.
- Participation institutionnelle au processus de révision de la politique étrangère du Canada.
- Sensibilisation des ministères et organismes québécois aux questions internationales dont s'occupe le gouvernement fédéral; concertation avec eux pour les amener à en tirer profit.
- Intégration des intérêts québécois aux prises de position du gouvernement fédéral auprès des organisations multilatérales par une meilleure préparation des ministères sectoriels, par une implication dès les étapes préparatoires et par une affirmation continue des intérêts du Québec auprès de ceux qui définissent et défendent les positions canadiennes.

. Activités internationales des villes

Dans le cadre du mandat relatif aux relations avec les villes, la Direction poursuivra ses activités visant à canaliser leurs interventions auprès des différentes Directions du ministère chargées d'y donner suite. Il sera tenu compte des compétences et de la capacité réelle des villes en encourageant particulièrement les initiatives se situant dans le cadre de la Politique du ministère.

- Ententes internationales

Point de convergence de la concertation gouvernementale en matière de conclusion d'ententes internationales, la Direction, pour la mise en oeuvre de son mandat, s'assure de leur conformité à la loi, à la pratique québécoise, au droit et usages internationaux et à la Politique du ministère. Ce rôle sera exercé dans le respect des priorités déjà définies, notamment l'économie, la science, la technologie et l'environnement, et prendra en compte les nouvelles réalités de l'environnement international du Québec, telle l'ALÉNA, et les nouvelles priorités gouvernementales, tels l'emploi et le développement des exportations.

. Adoption internationale

La conclusion d'ententes en matière d'adoption internationale est le meilleur moyen d'assurer aux Québécois des conditions d'adoption qui respectent les droits des personnes en cause et de garantir que le processus s'effectue rapidement et efficacement conformément aux procédures reconnues au plan international. Les

efforts de la Direction se poursuivront, en 1994-1995, en coordination avec le Secrétariat à l'adoption internationale, en vue de la conclusion d'ententes avec l'Équateur, la Colombie, la Chine, le Pérou et les Philippines. Des démarches déjà entreprises avec la Roumanie et la Russie se poursuivront également en vue d'encadrer l'adoption dans ces pays.

. **Fiscalité**

En matière de fiscalité, le Québec a intérêt à poursuivre ses démarches en vue de conclure des ententes avec les pays avec lesquels le Canada a déjà conclu de telles ententes. Ces ententes permettent d'éliminer les iniquités résultant de l'application des systèmes fiscaux en déterminant à quel pays appartient le droit d'imposer certains contribuables et en éliminant les fraudes et les évasions fiscales. Les négociations se poursuivront avec l'Italie pour la conclusion d'une entente fiscale.

. **Justice**

Les ententes internationales en matière d'entraide judiciaire permettent au Québec d'assurer l'exécution des procédures judiciaires malgré la distance géographique et facilitent la coordination et l'harmonisation des législations relatives à des actes en matière civile, commerciale et administrative. En concertation avec le ministère de la Justice, les négociations entamées avec la Belgique seront poursuivies.

Le gouvernement du Québec entend aussi signer en 1994-1995 une entente internationale avec le Venezuela en matière de modernisation du système de la justice de ce pays. Les coûts de mise en oeuvre seront financés par la Banque mondiale pour une valeur de 60 M \$.

. **Sécurité sociale**

Dans le domaine de la sécurité sociale, le Québec signe des ententes depuis près de 15 ans. Il s'est, à ce jour, lié avec 20 pays. Plus de 42 000 Québécois ainsi que plusieurs entreprises en retirent maintenant d'intéressants avantages financiers. Sous la présidence de la Direction, le Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS), formé de représentants des ministères et organismes gouvernementaux énumérés au bilan, continuera de tenir compte des paramètres suivants :

- conclure des ententes avec les pays susceptibles d'être la source du plus grand nombre de pensions payables à des résidents québécois et avec les pays qui sont ou qui deviendront les principaux territoires d'affaires des firmes québécoises;
- conclure prioritairement avec les pays s'étant liés avec le Canada afin que le même traitement avantageux assuré aux résidents du reste du Canada soit aussi assuré aux résidents du Québec;
- élargir, si possible, à d'autres champs québécois de juridiction les termes de toute entente portant d'abord sur les rentes.

Des ententes avec l'Australie, l'Autriche, la Finlande, l'Islande, Jersey/Guernesey, St-Kitts-Nevis et Trinité et Tobago seront signées cette année. Les négociations avec Antigua, Barbade, la Grenade, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, les Philippines et le Sénégal seront parachevées. D'autres négociations seront entreprises avec la Belgique, le Chili et le Mexique et d'autres pays identifiés comme prioritaires.

. **Commerce et industrie**

Pour assurer la promotion de son développement économique, le Québec continuera à développer des instruments à caractère commercial et industriel avec les pays de l'Europe de l'Est et certains pays du Moyen-Orient, de l'Amérique latine et de l'Asie.

Ces ententes permettent aux entreprises et aux firmes québécoises d'accéder à de nouveaux marchés et d'y occuper une position concurrentielle.

. Environnement

Suite à l'évaluation conjointe avec le ministère de l'Environnement et de la Faune de toutes les ententes internationales en matière d'environnement, d'autres initiatives de ce ministère à l'égard d'autres États américains ou d'autres pays devraient survenir, notamment au regard des ententes multilatérales relatives au bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

. Santé et services sociaux

De plus en plus de pays souhaitent bénéficier du savoir-faire québécois en matière de santé et de services sociaux notamment dans les domaines de l'organisation, de la gestion et de l'évaluation des services de soins primaires, de la formation du personnel socio-sanitaire et de la recherche. Dans cet ordre d'idée, des discussions sont en cours depuis 1993 avec le Bénin, la Roumanie, le Costa Rica et le Venezuela. Ces différents projets de collaboration pourraient donner lieu à la conclusion d'ententes entre le Québec et ces pays.

. Transport

En 1991, le Québec amorçait la modification de l'ensemble de ces ententes afin d'élargir la portée et d'exempter d'une double immatriculation tout véhicule commercial immatriculé sur un territoire autre que celui des parties à l'entente et qui effectue du transport entre un point sur le territoire d'une partie et un autre point sur le territoire de l'autre partie. Ces modifications visent également à inclure dans les ententes des dispositions permettant une réciprocité pour certaines opérations intrajuridictionnelles non commerciales. En 1992-1993, 18 ententes avaient déjà été modifiées. Le processus réglementaire a été complété pour six autres États en 1993-1994 et il en restera moins d'une dizaine à revoir en 1994-1995.

Cette année sera aussi celle de l'adhésion du Québec à l'Alliance des États de l'est de l'Amérique en matière de transport frontalier qui vise à rendre plus fluide la libre circulation des personnes et des marchandises dans les corridors principaux de transport international multimodal.

. Éducation

La Direction entend poursuivre par le biais d'ententes en matière de droits de scolarité son aide au développement en favorisant le rayonnement à l'étranger des institutions québécoises d'enseignement et de recherche. Cette politique s'inscrira toutefois dans le prolongement du processus de révision des ententes actuellement en vigueur. La prochaine année devrait permettre de compléter cette démarche et de signer vingt-huit (28) ententes établissant de nouvelles conditions en matière de droits de scolarité, surtout avec des pays africains.

Le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), de concert avec le ministère, entend également favoriser la conclusion d'ententes entre le Québec et des pays développés afin de permettre à un plus grand nombre d'étudiants québécois d'avoir accès aux grandes écoles ou aux universités renommées ou de poursuivre des études supérieures, sans que les droits de scolarité élevés représentent un obstacle à leur formation.

. Décrets d'exclusion

Dans le cadre de son mandat d'analyse et de révision périodique des ententes internationales, la Direction a préparé, en 1993-1994, deux décrets permettant d'exclure, en vertu de l'article 26 de la Loi sur le MAI, un certain nombre de

catégories d'ententes, sans incidence sur la politique du gouvernement en matière d'affaires internationales, conclues par les ministères et organismes gouvernementaux de même que par les organismes publics. L'un de ces décrets d'exclusion visant les organismes publics a déjà été adopté et permettra d'alléger l'administration des ententes conclues en accélérant leur processus de négociation, de signature et d'approbation gouvernementale. Au cours de la prochaine année, le deuxième décret d'exclusion de certaines catégories d'ententes signées par les ministères et organismes gouvernementaux, tels les locations de CL215 et les échanges de personnes, sera de nouveau soumis à la considération du gouvernement.

. Évaluation

Les responsables de l'évaluation à la Direction poursuivront avec le concours d'autres collaborateurs les travaux sur le réalignement pour le secteur des affaires internationales du ministère, selon les décisions du sous-ministre.

La mise au point des tableaux de bord de gestion sera complétée, en tenant compte des décisions prises dans le dossier du réalignement.

Des éléments des programmes seront ciblés pour donner lieu à des opérations d'évaluation.

ANNEXE

Les ententes internationales conclues en 1993-1994

- Entente de réciprocité entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Colorado en matière d'immatriculation des véhicules de commerce, signée le 8 avril 1993;
- Entente de coopération en matière d'environnement entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de New York, signée le 10 mai 1993;
- Entente de coopération dans les domaines économique, scientifique et technologique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de New York, signée le 10 mai 1993;
- Entente de collaboration dans le domaine de la restauration de biens culturels entre la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Francophonie du Québec et l'Université de Paris I, signée le 15 juin 1993;
- Entente de réciprocité entre le gouvernement de l'État du Minnesota et le gouvernement du Québec en matière d'immatriculation des véhicules de commerce, signée le 8 juillet 1993;
- Entente de réciprocité entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du New Jersey en matière d'immatriculation des véhicules de commerce, signée le 8 juillet 1993;
- Entente de coopération entre l'Office des personnes handicapées du Québec et l'Organisation des Nations Unies (Département de la coordination des politiques et du développement durable), signée le 22 juillet 1993;
- Entente de réciprocité en matière de droits de scolarité entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Chili, signée le 23 septembre 1993;

- Accord d'échange d'informations entre la Commission des valeurs mobilières du Québec et le ministère des Finances de Roumanie représenté par l'Agence des valeurs mobilières de Roumanie, signé le 28 septembre 1993;
- Entente et Arrangement administratif en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Irlande, signés le 6 octobre 1993;
- Entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et la Commission de la science et de la technologie de Shanghai, signée le 14 octobre 1993;
- Entente de réciprocité entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Dakota du Nord concernant l'immatriculation des véhicules de commerce, signée le 16 novembre 1993;
- Entente de réciprocité entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de l'Iowa en matière d'immatriculation des véhicules de commerce, signée le 16 novembre 1993;
- Entente de réciprocité entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de l'Utah en matière d'immatriculation des véhicules de commerce, signée le 16 novembre 1993;
- Entente de coopération dans les domaines économique, scientifique, technologique et de la formation entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de Zacatecas, signée le 18 novembre 1993;
- Entente et Arrangement administratif en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République d'Autriche, signés le 9 décembre 1993;
- Entente instituant une Commission belgo-québécoise sur l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et administrative, signée le 11 janvier 1994;
- Entente, Protocole et Arrangement administratif en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et la Confédération suisse, signés le 25 février 1994;
- Entente de coopération et d'échanges en matière d'enseignement supérieur entre le gouvernement du Québec et la Commission d'État à l'Éducation de la République populaire de Chine, signée le 25 février 1994.

LE PROTOCOLE

Mandat

Assurer les relations officielles entre le gouvernement québécois et les membres du Corps diplomatique et consulaire établis à Ottawa et au Québec; administrer les immunités et privilèges qui leur sont accordés dans l'esprit des Conventions de Vienne; planifier et organiser les visites officielles au Québec de chefs d'États et de gouvernements étrangers; participer à l'organisation des missions effectuées par le premier ministre, le ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles; entretenir les relations appropriées dans ce cadre avec les gouvernements d'Ottawa et des autres provinces; participer à l'organisation d'événements spéciaux au Québec.

Bilan 1993-1994

Le Protocole a pris charge de plusieurs activités marquantes qui se sont déroulées au Québec au cours de cette année. Soulignons les plus importantes: la visite du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali et celles de S.A.R. le prince Henri, Grand-Duc Héritier du Grand-Duché de Luxembourg, du président d'Haïti, S.E.M. Jean-Bertrand Aristide, du premier ministre d'Israël, M. Yitzhak Rabin, du vice-premier ministre de la République populaire de Chine, S.E.M. Zhu Rongji, du vice-premier ministre et ministre de la Justice de la Belgique, M. Melchior Wathelet, du vice-président du Conseil fédéral d'Autriche, Dr Herbert Schambeck, et du ministre-président de la Flandre (Belgique), S.E.M. Luc van den Brande.

Le Protocole a assumé à ce jour la visite de quelque 5 chefs d'États ou de gouvernements, de 47 ministres étrangers, de 39 ambassadeurs, de 17 consuls généraux, ainsi que de plusieurs autres dignitaires de différents pays.

Le Protocole a aussi organisé d'autres activités ou été associé à divers événements ou cérémonies publiques comme les Journées annuelles d'information des Corps consulaires, la Fête nationale, la Rencontre des ministres responsables de TV5, la visite de législateurs du Vermont et du Connecticut, la signature d'ententes internationales, les funérailles du l'ex-ministre des Finances, M. Gérard D. Lévesque et du cardinal Paul Grégoire, l'assermentation du nouveau premier ministre et de son Conseil des ministres.

Il s'est enfin acquitté de ses tâches relatives à l'administration des privilèges et des immunités ou prérogatives de courtoisie tant en vertu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires et des lois et des règlements québécois adoptés en conséquence que de la seule législation ou réglementation québécoise, et ce au bénéfice des plus de 50 postes consulaires et sièges d'organisations internationales établies au Québec.

Orientations 1994-1995

Le Protocole:

- poursuivra la réalisation de son mandat général et de tout mandat spécial en rapport avec les visites officielles, le cérémonial d'État, et l'application des dispositions des Conventions de Vienne et des lois et règlements du Québec concernant les privilèges et immunités, les prérogatives de courtoisie et les exemptions fiscales en faveur des représentants de gouvernements étrangers, ou d'organismes internationaux et de leur personnel identifié à cet effet;

- verra à la préparation de toute politique, plan, scénario, procédurier susceptible de renforcer l'expertise dont il dispose pour l'un ou l'autre aspect des activités sous sa responsabilité;
- veillera aux meilleurs intérêts du Québec dans ses rapports avec le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur.

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

Mandat

La Direction des communications a pour mandat de planifier et de coordonner, en concertation avec les Directions, les Délégations et les ministères concernés la stratégie de communication du gouvernement à l'étranger. À cet effet, la Direction doit faire valoir les réalités, les produits et les services du Québec et fournir aux bureaux et délégations les instruments d'information et de promotion appropriés. Au Québec, la Direction doit faire connaître les programmes et services du ministère et sensibiliser les divers intervenants à l'importance de la dimension internationale.

Bilan 1993-1994

- Actions dirigées vers l'étranger

En 1993-1994, la Direction a poursuivi ses efforts de promotion économique, notamment aux États-Unis, en Europe et au Mexique.

D'abord, le Magazine Québec international a consacré quatre dossiers à des secteurs de pointe. Le magazine, publié en 6 langues, est distribué dans plus de 95 pays. De plus, la Direction aura réussi à tripler ses revenus publicitaires qui sont passés de 8 000 \$ à 24 000 \$ pour les deux derniers numéros de l'année.

La Direction a également continué de jumeler son programme de placements publicitaires avec son programme d'accueil de journalistes étrangers. Ainsi, 34 des journalistes oeuvrant principalement pour de grands quotidiens ou magazines d'Europe et des États-Unis ont été accueillis.

Par ailleurs, la Direction a collaboré, avec le MICST, à la publication d'un répertoire sur l'offre québécoise en matière de technologie. Ce document, publié en français, anglais et espagnol, a été réalisé avec la collaboration de près de 140 entreprises privées.

Enfin, dans le cadre du Plan d'action Québec-Mexique, des activités particulières ont été menées sur ce marché, le vidéo "Le Québec, c'est l'Amérique et plus", a été traduit en espagnol, une campagne de promotion a été réalisée auprès de certains médias mexicains et un répertoire illustré des produits et services québécois d'exportation pour le Mexique a été produit.

Enfin, dans la foulée de la mise en place du Bureau des investissements étrangers, la Direction des communications a collaboré étroitement à la préparation de la stratégie de prospection des investissements.

Sur le plan du rayonnement du Québec à l'étranger, la Direction des communications a continué à alimenter les délégués du Québec sur les dossiers de l'actualité québécoise qui ont soulevé des échos à l'étranger. Le dossier linguistique, la gestion des forêts, le développement hydro-électrique et la question autochtone ont fait l'objet de plusieurs demandes de la part de médias étrangers et ont nécessité la préparation régulière de notes d'information pour permettre au réseau de bien mettre ces problématiques en perspective pour les interlocuteurs étrangers.

Par ailleurs, la Direction a poursuivi la publication régulière du newsletter Québec Update que les Délégations acheminent à leurs clientèles prioritaires.

Enfin, la production d'un bulletin quotidien de nouvelles pour le compte du réseau a été cédée à l'entreprise privé, ce qui a permis des économies substantielles.

Sur le plan des publications, la Direction a complété la rédaction d'une toute nouvelle publication présentant un portrait du Québec actuel pour le lecteur étranger. Cette publication doit sortir des presses en avril 1994.

De plus, la Direction a entrepris la mise à jour de la publication Profil du Québec, qui présente les principales données de base sur la société québécoise et qui, depuis 6 ans, est très appréciée par les clientèles des bureaux et délégations.

- Information au Québec

En 1993-1994, la priorité des travaux a été accordée à soutenir les activités de formation destinées aux entreprises québécoises désireuses d'oeuvrer sur les marchés étrangers et à faire connaître les programmes et services mis à la disposition des entreprises pour supporter leurs activités internationales.

À cet effet, la Direction a mis à jour ses publications de base, telles la pochette "Votre partenaire à travers le monde" et le "Guide des services offerts à l'exportateur" et elle a assuré la production de tout le matériel d'information requis dans le cadre des cours de formation dispensés par le ministère.

La Direction a également poursuivi la publication "Bulletin des affaires internationales", encarté 10 fois par année dans le magazine PME et a effectué des placements publicitaires dans différents journaux et magazines pour faire connaître ses programmes et services. De plus, comme à chaque année, la Direction a coordonné la participation du ministère au Salon du monde des affaires de Québec et Montréal, qui constitue une excellente occasion de rencontrer les clientèles.

La Direction s'est également associée à la Chambre de Commerce du Québec, qui parraine le concours des Mercuriades pour la création de deux Mercures des affaires internationales, l'un pour la PME et l'autre pour la grande entreprise.

Enfin, dans le cadre du plan de relance de l'emploi, la Direction a collaboré étroitement avec les unités concernées pour développer les outils d'information et de promotion, qui permettront aux entreprises et aux institutions québécoises de bien connaître les nouvelles mesures mises à leur disposition en vue de favoriser les exportations et les investissements.

Orientations 1994-1995

Les priorités pour la prochaine année seront établies comme suit :

- Promouvoir les mesures de relance identifiées prioritairement en matière de croissance des exportations et des investissements étrangers (cf : plan d'action du BIÉ et du BPE).
- Définir et articuler les différents aspects de positionnement du Québec et en assurer l'intégration dans les activités et moyens de communication destinés à l'étranger (publications-publicité, etc).
- Soutenir les actions prioritaires ciblées vers l'étranger par le réseau et les Directions géographiques.
- Appuyer au Québec les actions relatives à la sensibilisation des entreprises aux enjeux internationaux et à la diffusion d'informations stratégiques par pays et secteurs d'activités.
- **Activités dirigées vers l'étranger**

En 1994-1995, la Direction poursuivra ses efforts de promotion économique à l'étranger, notamment par des campagnes publicitaires et l'accueil de journalistes de médias

étrangers. La presque totalité du budget de publicité à l'étranger sera utilisée pour la promotion du Québec comme site d'investissements étrangers et pour la campagne publicitaire au Mexique.

En ce qui a trait au positionnement et à l'articulation des éléments-clés de la réalité québécoise, une réflexion plus poussée sera menée à l'occasion de la réédition de la publication "Profil du Québec". Pour pallier à la suspension du Magazine Québec International, des alternatives seront explorées en concertation avec les ministères sectoriels à vocation internationale et avec le secteur privé.

Enfin, la Direction poursuivra le soutien du réseau en termes d'information sur les grands dossiers de l'actualité québécoise.

- **Information au Québec**

C'est dans le contexte du plan gouvernemental pour la relance de l'économie et de l'emploi que s'inscriront les activités de promotion des exportations et des investissements étrangers auprès des clientèles québécoises et c'est dans cet esprit que sera produit le nouveau matériel d'information sur les programmes et services d'aide à l'exportation.

La Direction conserve le Bulletin des affaires internationales, un de ses principaux véhicules de communication. Un numéro spécial sur la promotion des exportations sera produit au cours de l'année et diffusé à plus de 60 000 exemplaires.

En ce qui a trait à la prospection des investissements étrangers, la stratégie de communication sera beaucoup plus ciblée et axée prioritairement sur la mobilisation des intervenants.

Enfin, la présence du ministère à quelques salons, dont celui du Monde des affaires et des placements publicitaires compléteront les activités de promotion.

UNITÉ DE GESTION DES PROGRAMMES

Mandat

L'Unité de gestion des programmes (UGP) exerce son mandat sous l'autorité du sous-ministre adjoint aux politiques et à l'administration. Ses responsabilités concernent la mise en oeuvre du processus de programmation intégrée des affaires internationales et le suivi de gestion.

À partir des orientations et des priorités proposées par la Direction générale des politiques et priorités en début du processus de programmation, l'Unité de gestion des programmes doit coordonner, tant à l'égard des unités du ministère qu'à l'égard des ministères et organismes, les différentes étapes du processus et contribuer techniquement à la production du document de programmation intégrée des affaires internationales. Ce mandat implique la cueillette d'informations pertinentes auprès des unités du ministère et des ministères et organismes, la validation des informations soumises pour la concertation des intervenants et la vérification de la conformité des propositions d'activités au cadre général d'intervention autorisé en début de processus.

Quant au mandat de l'UGP relatif au suivi de gestion, il consiste en premier lieu à mettre au point un tel système de suivi en participant, avec la Direction de la coordination, de l'évaluation et des ententes internationales, à la définition d'instruments de mesure et d'évaluation adéquats, notamment des tableaux de bord de gestion. L'UGP doit en outre procéder à l'implantation du système, à la cueillette des informations pertinentes auprès des unités, de même qu'à leur traitement de manière à pouvoir formuler les recommandations adéquates aux autorités. Enfin, en collaboration avec la Direction générale de l'administration, l'UGP doit produire les données requises pour la revue de programmes.

Bilan 1993-1994

L'Unité de gestion des programmes fut mise en place au début du mois de décembre 1993 pour faire suite à la décision des autorités du ministère de se doter d'un mode de fonctionnement par programme. Les derniers mois de 1993-1994 ont été consacrés à l'implantation du nouveau processus de programmation et à la préparation, en collaboration avec les Directions du ministère, du document de programmation intégrée des affaires internationales pour l'exercice 1994-1995 soumis aux autorités du ministère à la fin mars 1994.

Orientations 1994-1995

Gestion du processus de programmation

L'implantation du nouveau processus de programmation s'est effectuée dans un contexte particulier : nouveau mode de fonctionnement, nouvelle nomenclature de programmes, nouvelle équipe de mise en oeuvre, démarrage du processus alors que l'opération "réalignement" battait son plein et que le ministère des Affaires internationales et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles étaient fusionnés. Il est donc évident qu'une des premières tâches de l'UGP, en 1994-1995, sera de proposer les ajustements qui devront nécessairement être apportés au processus et au contenu de la programmation afin de tenir compte de la fusion des opérations. L'UGP réalisera en outre la production de la programmation intégrée des affaires internationales pour l'exercice 1995-1996.

Suivi de gestion

L'année 1994-1995 sera consacrée à la conception, à la mise au point et à la validation des instruments et procédures permettant l'implantation d'un système de suivi de gestion :

- conception d'un tableau de bord;
- définition d'indicateurs de gestion pour les programmes et les composantes de programme;
- préparation de tableaux de bord de gestion par programme et par unité administrative;
- soutien à l'action des unités en ce qui concerne le suivi de gestion;
- analyse des données recueillies et recommandations appropriées quant à la réalisation et au déroulement des programmes;
- production des données requises pour la revue de programmes en collaboration avec la Direction générale des services à la gestion.

DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE

Mandat

Assurer une appréciation objective et indépendante de la gestion des activités du ministère afin d'en informer la direction du ministère et la conseiller sur la mise en place des contrôles internes requis pour s'assurer que les décisions soient prises conformément aux lois, règlements, directives et que les ressources soient gérées avec économie, efficience et efficacité.

Bilan 1993-1994

Trois (3) mandats de vérification ont été réalisés durant l'exercice écoulé. Une vérification a porté sur la gestion du service à la clientèle. Compte tenu de la réorganisation des programmes du ministère et de la définition de ces programmes et des clientèles visées, la vérification a été interrompue. La Délégation générale du Québec à Paris a fait l'objet d'une vérification financière, de conformité et d'utilisation des ressources allouées. Le troisième mandat a porté sur les opérations administratives et financières de la Direction générale des institutions francophones et multilatérales.

La Direction de la vérification interne a aussi fourni aux gestionnaires des avis et des conseils en matière de gestion et de contrôle sur plusieurs sujets dont les suivants : le Fonds de développement international, le Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger, la réorganisation des programmes du ministère, l'opération réalignement des activités du ministère, le projet informatique «Piloter les systèmes d'information».

Orientations 1994-1995

Pour le programme «Promotion et développement des affaires internationales», il est proposé au comité de vérification du ministère l'examen des activités suivantes : le système de sécurité des biens informatiques et d'accès aux données, le système de réservation des billets d'avion, la gestion de la Délégation du Québec à Los Angeles, la gestion de la Délégation générale du Québec à Londres.

La Direction participera, avec le groupe mandaté, à l'opération réalignement des produits et services du ministère en portant une attention sur leur processus de production et sur leur prix de revient.

Compte tenu de la fusion du ministère des Affaires internationales et du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, une attention sera portée au volet immigration et communautés culturelles afin de l'inclure au plan annuel de vérification des activités.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

Mandat

La Direction générale de l'administration assure le développement, l'organisation, la mise en oeuvre et le contrôle des services de soutien administratif, technique, d'expertise et de conseil requis par les gestionnaires du ministère et les organismes centraux de gestion afin d'administrer avec efficacité et efficience les ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles.

Bilan 1993-1994

La Direction générale a consacré, au cours de l'exercice 1993-1994, une bonne partie de ses efforts à la gestion des décisions du ministère relatives aux réductions et compressions des dépenses et des effectifs qui lui ont été dictées par le Conseil du trésor, y incluant les changements apportés chez le Contrôleur des finances se traduisant par des transferts de tâches dans les ministères et ce, tout en gardant le cap sur les objectifs de la Politique d'affaires internationales. Également, la Direction générale a donné suite aux recommandations du Vérificateur général et du Contrôleur des finances au niveau des contrôles de gestion.

Dans le secteur des ressources humaines, l'exercice 1993-1994 a été marqué en plus des activités courantes, d'activités découlant de l'application de la Loi 198 relative aux mesures de réductions du personnel d'encadrement et des autres effectifs, de l'opération de réaligement ministériel, et de la fusion des ministères des Affaires internationales et des Communautés culturelles et de l'Immigration le 11 janvier 1994.

Ces trois éléments ont guidé les actions de la Direction des ressources humaines dans la gestion de l'identification des mesures de réductions d'effectifs, dans sa contribution à fournir les informations de gestion sur les ressources humaines pour le dossier de réaligement, et dans sa contribution à l'harmonisation des activités découlant de la fusion créant le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

La Direction des ressources humaines a, de plus, réalisé la mise en oeuvre de la classification des cadres supérieurs oeuvrant à l'extérieur du Québec par la dotation des emplois concernés et a participé aux travaux relatifs à l'étude du Secrétariat du Conseil du trésor sur la relativité salariale du corps d'emploi des conseillers en affaires internationales.

En matière de **gestion financière**, les principales réalisations à signaler concernent :

- la prise en charge complète des diverses activités antérieurement assumées par la Direction de la comptabilité du Contrôleur des finances qui fut fermée à l'automne 1992. Ceci inclut le suivi et l'assistance, auprès des diverses unités du ministère, de la décentralisation de la saisie des données comptables au système de gestion budgétaire et comptable (SYGBEC) qui doit être entièrement réalisée à la fin de l'exercice 1993-1994;
- une participation majeure et intensive à la gestion de la décroissance dans le cadre de l'élaboration du plan triennal de réduction des dépenses 1994-1995, 1995-1996 et 1996-1997 entrepris lors de la revue des programmes 1994-1995 et du suivi des mesures de réduction des exercices antérieurs.

Dans le secteur de la **gestion de l'information**, les activités de développement se sont limitées au choix d'une classification reconnue et commune et à la refonte du volet affectation-poste du système de gestion du personnel.

Les activités majeures ont donc consisté, pour l'essentiel : à l'actualisation du PDGI; à la réalisation de DELEQ, outil informatique qui permet de rassembler et conserver des informations sur les clientèles des Délégations; au support à l'implantation du système d'immigration à New York, ainsi qu'à la maximisation des ressources informationnelles déjà disponibles.

Par ailleurs, la Direction a produit une politique du respect des droits d'auteur en matière de logiciels, ainsi qu'un guide de communications écrites facilitant la tâche du personnel dans le choix des moyens à utiliser.

Enfin, la Direction a poursuivi l'implantation du système de gestion documentaire et l'opération d'épuration des dossiers semi-actifs.

Au plan de la **gestion des biens et services**, outre les activités courantes liées à ce domaine d'activités, les principales réalisations à souligner au cours de cette année financière sont les suivantes :

- . la relocalisation des Délégations de Chicago et Düsseldorf;
- . la production des premiers états financiers du Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger (FOGIQE);
- . l'élaboration de processus de décentralisation administrative de certaines activités dont les services de voyages et la messagerie privée;
- . l'évaluation des dédoublements et des synergies de même que l'harmonisation des activités découlant de la fusion du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration et du ministère des Affaires internationales.

Orientations 1994-1995

Au cours de l'exercice 1994-1995, les efforts de la **Direction générale de l'administration** seront consacrés aux trois priorités identifiées pour la programmation intégrée :

- mise en oeuvre des mesures de réduction 1994-1995 et propositions de mesures de réduction pour les années 1995-1996 et 1996-1997;
- participation au processus de fusion des ministères constituant le MAIICC;
- gestion des opérations courantes réalisées par les Directions de la DGA

La programmation annuelle 1994-1995 de la **Direction des ressources humaines** (Affaires internationales) porte sur trois priorités qui sont la mise en oeuvre des mesures de réduction pour 1994-1995 et la proposition des mesures de réduction pour 1995-1996 et 1996-1997, la participation de la Direction au processus de fusion des ministères Affaires internationales et Immigration et Communautés culturelles, et la gestion des opérations courantes. Ce dernier aspect consiste à conseiller et à assister les gestionnaires du ministère en matière de gestion des ressources humaines, ce qui occupe 85 % du temps consacré par le personnel de la Direction.

La gestion des mesures de réduction et la planification des mesures imposées par la loi 198 pour 1995-1996 et 1996-1997 occupera une bonne partie du temps des conseillers en gestion des ressources humaines, surtout à titre d'accompagnement auprès des gestionnaires et des employés.

Dans le cadre du processus de fusion, la Direction consacrera ses énergies à l'harmonisation des directives, politiques, processus et procédures en matière de gestion des ressources humaines. De plus, la Direction devra agir à titre de conseiller en matière d'organisation

administrative en produisant des analyses sur les impacts relatifs aux changements de structure.

Enfin, pour l'année 1994-1995 le volet "opérations courantes" sera marqué par deux dossiers prioritaires qui seront finalisés et acheminés au Conseil du trésor pour approbation; ce sont la refonte du Règlement sur les indemnités et allocations versées aux fonctionnaires en poste à l'extérieur du Québec (règlement numéro 3) et la refonte du Régime d'emploi des personnes recrutées à l'extérieur du Québec pour exercer des fonctions au sein d'une représentation.

Au chapitre de la **gestion financière**, la Direction devra participer aux changements résultant de la fusion du ministère des Affaires internationales et du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration dans le cadre de l'harmonisation des diverses politiques de gestion et méthodes de travail.

Également, la Direction compte alléger les opérations comptables par la transformation du Fonds spécial de développement international en un compte à fin déterminée.

La **Direction de la gestion de l'information** entend procéder à la mise en oeuvre progressive du PDGI actualisé.

Les activités courantes requerront près de 75% des efforts de la Direction, notamment sur :

- les activités d'harmonisation suite à la création du MAIICC, la disponibilité de banques de données externes; une approche favorisant davantage l'autonomie des utilisateurs; la diffusion d'outils améliorés et davantage conviviaux; le support aux systèmes d'information déjà existants, notamment ceux soutenant les programmes de relance économique.

La Direction doit de plus réaliser un développement minimum d'applications, notamment :

- l'implantation de l'outil «DELEQ» (informations sur les clientèles) à la Délégation générale du Québec à Paris et dans d'autres sites à l'étranger; une banque de données sur le commerce mondial; l'application «interventions-partenaires», visant à supporter, faciliter et réduire le temps de recherche de partenaires, par le partage des informations détenues par l'ensemble des conseillers. Le développement prévu ainsi que le support à l'implantation du système d'immigration dans les SIQ à l'étranger exigent une nouvelle architecture technologique.

Enfin, le suivi de l'implantation du système de gestion, l'épuration des documents semi-actifs et une étude sur la sécurité et la confidentialité des documents seront au plan de travail du Service de la gestion documentaire.

En matière de **gestion des biens et services**, les principales activités prévues sont, en ce qui a trait au réseau des représentations, la relocalisation des bureaux des Délégations de New York et Vienne, l'acquisition probable des espaces à bureaux actuellement occupés à Mexico, une analyse immobilière d'espaces à bureaux sur le marché de Londres dans le cadre de l'échéance du bail en 1996, l'élaboration d'un programme d'entretien préventif et de sécurité immobilière et, finalement, l'élaboration de normes de logement pour les villes de Rome et Boston.

Au siège du ministère, tant à Québec qu'à Montréal, la mise en oeuvre des processus de décentralisation administrative élaborés en 1993-1994 de même que la poursuite de l'harmonisation des activités des deux ministères fusionnés, la rationalisation des activités courantes de gestion et la concrétisation des économies d'échelle découlant de cette fusion représentent les axes majeurs d'interventions planifiées pour 1994-1995.